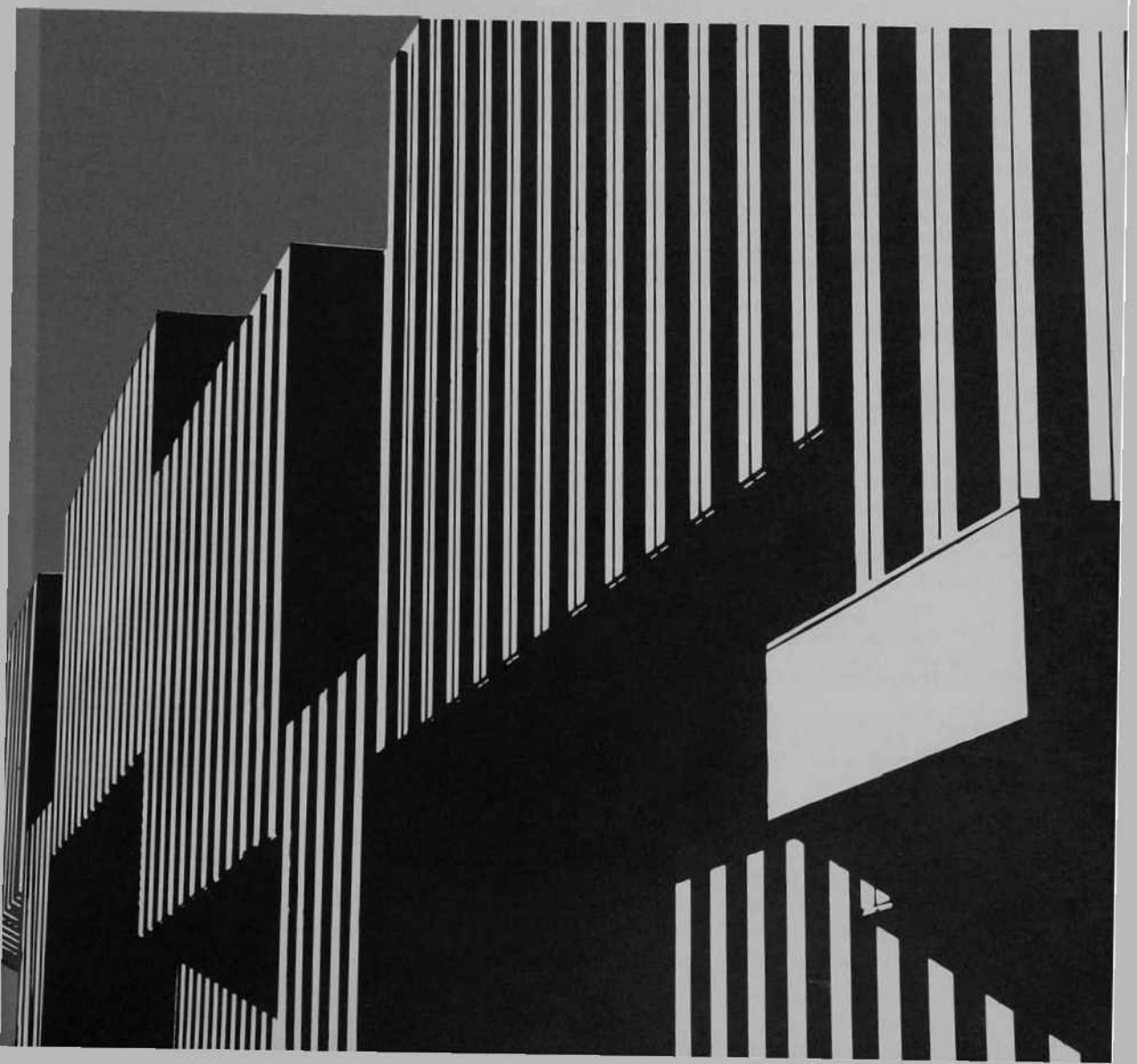
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

105e ANNÉE
VOL. 105
Nº 25
4495

PARTIE 2
LOIS ET RÈGLEMENTS

PART 2
LAWS AND REGULATIONS



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1A 1G7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1A 1G7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Lois Acts

Loi du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement

Sanctionnée le 14 mars 1973
(P.L. 222)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement.

2. Sous réserve des dispositions expresses au contraire dans toute autre loi, le ministre a pour fonctions:

a) d'effectuer ou de faire effectuer tous les travaux publics requis aux fins du gouvernement, sauf les travaux de voirie;

b) d'assurer la garde et l'entretien de tous les édifices et ouvrages publics entretenus aux frais du gouvernement;

c) de pourvoir à l'aménagement et à l'ameublement des édifices publics qui appartiennent au gouvernement ou qui sont utilisés à ses fins;

d) d'exercer un contrôle sur tous les autres travaux entrepris, en totalité ou en partie, aux frais du gouvernement, et sur tous les autres immeubles acquis à ses frais, dans la mesure indiquée par le lieutenant-gouverneur en conseil;

e) de veiller à l'application de la loi et des règlements concernant les achats du gouvernement;

Public Works and Supply Department Act

Assented to 14th March 1973
(Bill 222)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Minister of Public Works and Supply, in this act called "the Minister", shall have the direction and administration of the Department of Public Works and Supply.

2. Subject to express provisions to the contrary in any other act, the functions of the Minister shall be:

(*a*) to carry out or cause to be carried out all public works required for the purposes of the Government, except road works;

(*b*) to ensure the keeping and maintenance of all public buildings and works maintained at Government expense;

(*c*) to provide for the arrangement and furnishing of public buildings belonging to the government or used for its purposes;

(*d*) to exercise control over all other works undertaken in whole or in part at Government expense and over all other immoveables acquired at its expense, to the extent indicated by the Lieutenant-Governor in Council;

(*e*) to see that the law and regulations respecting government purchases are applied;

f) de s'acquitter des autres fonctions que lui assigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre ».

4. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

6. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1re session, chapitre 14).

7. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et des employés du ministère qui ne sont pas expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont déterminés par le ministre.

8. Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire, mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il

(*f*) to perform the other duties assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

3. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Public Works and Supply, hereinafter called "the Deputy Minister".

4. Under the direction of the Minister, the Deputy Minister shall have the supervision of the functionaries and employees of the Department; he shall administer its day-to-day business and exercise the other powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

5. The orders of the Deputy Minister must be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the Department and his official signature shall give force and effect to every document within the jurisdiction of the Department.

6. The other functionaries and employees necessary for the proper administration of the Department shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

7. The respective duties of the functionaries and employees of the Department not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister.

8. No deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, by the Deputy Minister or by a functionary and only, as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, upon the conditions he fixes, allow the required signature to be affixed by means of an automatic device to such documents as he determines.

The Lieutenant-Governor in Council may also allow a facsimile of the required signature to be engraved, lithographed or printed on such documents as he deter-

détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.

9. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre, le sous-ministre ou un sous-ministre adjoint, est authentique et a la même valeur que l'original.

10. Le ministre, le sous-ministre ou tout autre fonctionnnaire ou employé du ministère, de même que toute autre personne dûment autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété privée, si cela est nécessaire pour l'accomplissement d'un devoir imposé par une loi dont l'exécution relève du ministre.

11. Toute personne ayant la possession ou la garde de documents ou de modèles ayant servi à la construction, à l'amélioration ou à la réparation d'ouvrages ou d'édifices publics placés sous le contrôle du ministre doit les remettre, sur demande, au ministre.

Toute personne qui n'obtempère pas à une demande faite par le ministre en vertu du présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus $5,000.

12. Le ministre doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier, déposer à l'Assemblée nationale un rapport de l'activité de son ministère pour cet exercice.

13. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 1965 (1re session), par l'article 4 du chapitre 23 et l'article 17 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 13 du chapitre 14, l'article 7 du chapitre 26 et l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1970, et par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 12° par le suivant:

mines; in such case the facsimile shall have the same force as the signature itself, if the document is countersigned by a person authorized by the Minister.

9. Any copy of a document forming part of the records of the Department, certified as true by the Minister, the Deputy Minister, or an assistant deputy minister shall be authentic and have the same force as the original.

10. The Minister, the Deputy Minister or any other functionary or employee of the Department, and every other person duly authorized by the Minister, may enter upon and pass over any private property, if it is necessary to do so in the performance of a duty imposed by an act the carrying out of which is under the jurisdiction of the Minister.

11. Any person having possession or custody of documents or models used for the construction, improvement or repair of public works or buildings placed under the control of the Minister must deliver them, upon request, to the Minister.

Any person who does not obey a request made by the Minister under this section is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, to a fine of not more than $5,000.

12. The Minister shall, within the six months following the end of each fiscal year, lay before the National Assembly a report of the activities of his Department for such year.

13. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 23 and section 17 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 18 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 13 of chapter 14, section 7 of chapter 26 and section 13 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 12 of chapter 42 of the statutes of 1970, and by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1971, is again amended by replacing paragraph 12 by the following:

« 12° Un ministre des travaux publics et de l'approvisionnement; ».

14. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15), modifié par l'article 20 du chapitre 16 des lois de 1965 (1re session), par l'article 5 du chapitre 23 et l'article 18 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 19 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 16 du chapitre 14, l'article 9 du chapitre 26 et l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1969, et par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1970, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 12° par le suivant:

« 12° Le ministère des travaux publics et de l'approvisionnement dirigé par le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement; ».

15. Les fonctionnaires et employés du Service des achats du gouvernement et du ministère des travaux publics deviennent des fonctionnaires ou employés du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement.

16. Les crédits accordés aux fins du ministère des travaux publics et du Service des achats du gouvernement sont dévolus au ministère des travaux publics et de l'approvisionnement.

17. L'article 1 de la Loi du service des achats du gouvernement (Statuts refondus, 1964, chapitre 18) est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) « ministre » désigne le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement; ».

18. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 4, le suivant:

« **4*a*.** Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement doit veiller à l'application et à l'exécution de toute politique adoptée par le gouvernement à l'égard des achats visés par la présente loi. »

19. La Loi du ministère des travaux publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 137) est abrogée.

"(12) A Minister of Public Works and Supply;".

14. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 15), amended by section 20 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 5 of chapter 23 and section 18 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 19 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 16 of chapter 14, section 9 of chapter 26 and section 14 of chapter 65 of the statutes of 1969, and by section 13 of chapter 42 of the statutes of 1970, is again amended by replacing paragraph 12 by the following:

"(12) The Department of Public Works and Supply, presided over by the Minister of Public Works and Supply;".

15. The officers and employees of The Government Purchasing Service and of the Department of Public Works become functionaries and employees of the Department of Public Works and Supply.

16. The appropriations granted for the purposes of the Department of Public Works and The Government Purchasing Service devolve to the Department of Public Works and Supply.

17. Section 1 of the Government Purchasing Service Act (Revised Statutes, 1964, chapter 18) is amended by replacing paragraph *a* by the following:

"(*a*) "Minister" designates the Minister of Public Works and Supply;".

18. The said act is amended by inserting after section 4 the following:

"**4*a*.** The Minister of Public Works and Supply shall see to the application and carrying out of every policy adopted by the government respecting the purchases contemplated by this act."

19. The Public Works Department Act (Revised Statutes 1964, chapter 137) is repealed.

20. Dans toute loi ou proclamation, ainsi que dans tout arrêté en conseil, l'expression « ministre des travaux publics » désigne le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, l'expression « ministère des travaux publics » désigne le ministère des travaux publics et de l'approvisionnement et l'expression « sous-ministre des travaux publics » désigne le sous-ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.

Sont notamment ainsi modifiées:

1° La Loi des travaux publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 138);

2° La Loi des institutions psychiatriques pour détenus (Statuts refondus, 1964, chapitre 167);

3° La Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone (Statuts refondus, 1964, chapitre 286);

4° La Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290).

21. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

20. In any act, proclamation or order in council, the expression "Minister of Public Works" means the Minister of Public Works and Supply, the expression "Department of Public Works" means the Department of Public Works and Supply and the expression "Deputy Minister of Public Works" means the Deputy Minister of Public Works and Supply.

The following in particular are so amended:

1. The Public Works Act (Revised Statutes, 1964, chapter 138);

2. The Detained Persons Psychiatric Institutions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 167);

3. The Telegraph and Telephone Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 286);

4. The Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290).

21. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Loi modifiant la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal

Sanctionnée le 8 mars 1973
(P.L. 279)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 8 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98) est modifié en ajoutant après le troisième alinéa, le suivant:

« Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président du Conseil, les assemblées sont présidées par celui de ses membres que désigne le Conseil; le secrétaire du Conseil préside l'assemblée pour les fins de cette désignation. »

2. L'article 23 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne le mot « trois » par le mot « cinq ».

3. L'article 24 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

« **24.** Le président-directeur général est nommé pour un mandat de dix ans, les deux commissaires membres du Conseil pour la durée de leur mandat comme membres du Conseil et les deux autres commissaires pour un mandat de cinq ans. Néanmoins ».

4. L'article 25 de ladite loi est modifié:

An Act to amend the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission

Assented to 8th March 1973
(Bill 279)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 8 of the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission (1971, chapter 98) is amended by adding after the third paragraph the following:

"If the chairman of the Council is absent or unable to act, the meetings shall be presided over by one of its members designated by the Council; the secretary of the Council shall preside over the meeting for the purpose of such designation."

2. Section 23 of the said act is amended by replacing the word "three" in the second line by the word "five".

3. Section 24 of the said act is amended by replacing the first two lines by the following:

"**24.** The chairman and general manager shall be appointed for a term of office of ten years, the two commissioners who are members of the Council for their term of office as members of the Council and the other two commissioners for a term of office of five years."

4. Section 25 of the said act is amended:

a) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa les mots « lieutenant-gouverneur en conseil » par le mot « Conseil »;

b) en remplaçant dans la quatrième ligne du troisième alinéa les mots « soumise par les commissaires » par les mots « que le Conseil lui soumet à cette fin »;

c) en remplaçant dans la première ligne du quatrième alinéa les mots « les commissaires » par les mots « le Conseil »;

d) en ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

« Le Conseil nomme les deux autres commissaires parmi ses membres. »

5. L'article 29 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la première ligne le mot « Sont » par les mots « Sauf quant aux commissaires visés au cinquième alinéa de l'article 25, sont ».

6. L'article 35 de ladite loi est modifié:

a) en ajoutant après le paragraphe *i* du premier alinéa, les suivants:

« *j*) déterminer les échelles de traitement de ses fonctionnaires et employés;

k) nommer les chefs de service et fixer leur traitement. »;

b) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

« Toute décision prise par la Commission en vertu des paragraphes *j* et *k* doit être approuvée par le Conseil pour avoir effet. »

7. L'article 39 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième alinéa les mots « soixante-quinze » par le mot « cinquante »;

b) en insérant, dans la sixième ligne du quatrième alinéa, après le mot « expropriation » les mots « le capital-actions ou ».

8. L'article 46 de ladite loi est modifié en ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

« Toute décision visée au premier alinéa et relative à l'établissement ou à la modification d'un circuit ne prend effet qu'à

(*a*) by replacing the words "Lieutenant-Governor in Council" in the third line of the second paragraph by the word "Council";

(*b*) by replacing the words "submitted by the commissioners" in the fourth and fifth lines of the third paragraph by the words "which the Council submits to him for that purpose";

(*c*) by replacing the words "commissioners fail" in the first line of the fourth paragraph by the words: "Council fails";

(*d*) by adding after the fourth paragraph, the following:

"The Council shall appoint the other two commissioners from among its members."

5. Section 29 of the said act is amended by replacing the word "The" in the first line by the words "Except for the commissioners contemplated in the fifth paragraph of section 25, the".

6. Section 35 of the said act is amended:

(*a*) by adding the following subparagraphs after subparagraph *i* of the first paragraph:

"(*j*) determine the salary scales of its functionaries and employees;

(*k*) appoint the heads of departments and fix their salaries.";

(*b*) by adding after the first paragraph, the following:

"Every decision taken by the Commission under subparagraphs *j* and *k* must be approved by the Council to have effect."

7. Section 39 of the said act is amended:

(*a*) by replacing the words "seventy-five" in the fourth line of the second paragraph by the word "fifty";

(*b*) by inserting after the word "expropriation" in the fifth line of the fourth paragraph the words "the capital stock or".

8. Section 46 of the said act is amended by adding after the first paragraph, the following:

"Every decision contemplated in the first paragraph respecting the establishment or cancellation of a line shall take

l'expiration d'un délai de huit jours suivant la transmission d'un avis à cette fin à la municipalité intéressée. »

9. L'article 49 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « appel » les mots « du Conseil, ».

10. L'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **57.** Le budget peut comporter un poste distinct d'au plus un et demi pour cent des dépenses comme réserve pour les frais imprévus d'administration ou d'exploitation.

Sur la recommandation du chef de service intéressé, la Commission peut faire des virements de fonds d'une division à une autre du service.

Le Conseil peut, par règlement, autoriser la Commission à faire des virements de fonds d'un service à un autre jusqu'à concurrence d'un montant fixé par le règlement. La Commission doit faire rapport au Conseil de ces virements de fonds à l'assemblée régulière du Conseil qui suit le virement.

Tout autre virement de fonds requiert l'approbation préalable du Conseil. »

11. L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **60.** Aucun paiement ne peut être effectué à moins que le trésorier n'ait attesté de la disponibilité des crédits requis à cette fin. »

12. L'article 64 de ladite loi est modifié en ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

« Cette taxe générale ou spéciale peut être prélevée au cours de l'année financière courante ou au cours de l'année financière suivante selon que le décide le conseil municipal. En outre, si le conseil municipal le désire, il peut inscrire un estimé de sa quote-part dans les prévisions budgétaires de l'année qui précède la transmission du compte. »

effect only at the expiry of a delay of eight days following the sending of a notice for that purpose to the municipality concerned."

9. Section 49 of the said act is amended by inserting the words "the Council, by" after the word "by" in the third line of the first paragraph.

10. Section 57 of the said act is replaced by the following:

"**57.** The budget may include a separate item of not more than one and a half per cent of the expenses as a reserve for unforeseen administrative or operating expenses.

On the recommendation of the interested department head, the Commission may transfer funds from one division of the department to another.

The Council may, by by-law, authorize the Commission to transfer funds from one department to another up to an amount fixed by by-law. The Commission must report such transfers of funds to the Council at the regular meeting of the Council following the transfer.

Any other transfer of funds must previously be approved by the Council."

11. Section 60 of the said act is replaced by the following:

"**60.** No payment may be made unless the treasurer has certified that the appropriations required for that purpose are available."

12. Section 64 of the said act is amended by adding after the first paragraph the following:

"Such general or special tax may be levied during the current fiscal year or during the subsequent fiscal year according to how the municipal council so decides. In addition, if the municipal council so wishes, it may enter an estimate of its aliquot share in the budgetary estimates of the year preceding the sending of the account."

13. L'article 65 de ladite loi est modifié:

a) en insérant dans la première ligne du premier alinéa après le mot « peut » les mots « avec l'approbation du Conseil et du ministre et »;

b) en ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

« Si le Conseil ne donne pas son approbation dans les trente jours de la transmission du règlement au secrétaire du Conseil, la Commission peut le soumettre au ministre qui décide sur rapport de la Commission municipale du Québec. »

13. Section 65 of the said act is amended:

(*a*) by replacing the word "With" in the first line by the words "With the approval of the Council and Minister and with";

(*b*) by adding after the first paragraph, the following:

"If the Council does not give its approval within thirty days of the sending of the by-law to the secretary of the Council, the Commission may submit it to the Minister who shall decide on a report of the Québec Municipal Commission."

14. L'article 76 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le paragraphe 4, le suivant:

« 5. La Commission peut, avec l'approbation du Conseil et l'autorisation de la Commission des transports, étendre son service de transport en commun en dehors de son territoire pourvu que cette extension ait pour point de départ une municipalité contiguë desservie par la Commission. »

14. Section 76 of the said act is amended by adding after subsection 4 the following:

"(5) The Commission may, with the approval of the Council and the authorization of the Transit Commission, extend its public transport service outside its territory provided that such extension has as its starting point a contiguous municipality served by the Commission."

15. L'article 84 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

« Si une nomination prévue par la présente loi n'a pas été faite dans le délai imparti, elle peut être faite par le lieutenant-gouverneur en conseil; elle peut cependant être faite quand même par les personnes à qui la présente loi impose ce devoir avec la permission du lieutenant-gouverneur en conseil. »

15. Section 84 of the said act is amended by adding after the first paragraph, the following:

"If an appointment contemplated by this act has not been made within the delay prescribed, it may be made by the Lieutenant-Governor in Council; it may nevertheless be made by the persons upon whom this act imposes such duty, with the permission of the Lieutenant-Governor in Council."

16. Les délais mentionnés dans l'article 93 de ladite loi recommenceront à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

16. The delays mentioned in section 93 of the said act shall begin to run again from the date of the coming into force of this act.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi pour empêcher les hausses abusives de loyer en 1973

Sanctionnée le 28 février 1973
(P.L. 280)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) « commission »: la Commission des loyers instituée par la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950/1951, chapitre 20);

b) « administrateur »: l'officier préposé à l'administration de ladite Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, de même que tout assistant de cet officier;

c) « logement »: un local habituellement occupé comme lieu d'habitation avec ses accessoires et dépendances mais ne comprend pas:

i. un local dans lequel le locataire utilise plus d'un tiers de la surface totale à des fins commerciales, industrielles ou professionnelles;

ii. une chambre louée;

iii. un local dans lequel au moins trois chambres sont habituellement données à bail par le locataire;

iv. un local loué pour des fins de villégiature;

v. un établissement assujetti à la Loi de l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 205);

vi. une maison au sens de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires

An Act to prevent excessive increases of rent in 1973

Assented to 28th February 1973
(Bill 280)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context indicates otherwise, the following expressions mean:

(*a*) "Commission": the Rental Commission established by the Act to promute conciliation between lessees and property-owners (1950/1951, chapter 20);

(*b*) "administrator": the officer charged with the administration of the said Act to promote conciliation between lessees and property-owners, or any assistant to such officer;

(*c*) "dwelling": premises regularly occupied as a place of habitation with its accessories and dependencies, but not including:

i. premises wherein more than one-third of the total area is used by the lessee for commercial, industrial or professional purposes;

ii. a rented room;

iii. premises wherein at least three rooms are regularly leased out by the lessee;

iv. premises rented for leisure activities;

v. an establishment subject to the Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 205);

vi. a house within the meaning of the Act to promote conciliation between

et propriétaires et qui y est assujettie;

d) « loyer »: tout montant stipulé au bail à ce titre ainsi que toute autre somme que le locataire doit payer au locateur pour occuper les lieux loués ou pour bénéficier de services ou utiliser des dépendances ou accessoires.

2. Un locataire ne peut, après le 1er février 1973 et avant le 1er janvier 1974, être évincé de son logement pour cause d'expiration de son bail ou voir son loyer majoré pendant cette période nonobstant tout avis à cet effet reçu avant le 2 février 1973, à moins que le locateur ne lui expédie après le 1er février 1973 un avis de son intention de ne pas prolonger le bail ou d'augmenter le loyer dans la mesure qu'il indique; nonobstant toute autre disposition législative ou contractuelle, cet avis doit être donné, lorsque le loyer est payable mensuellement ou par termes plus longs et si le bail se termine après le 15 mars, au moins un mois avant l'expiration du bail; dans les autres cas, cet avis doit être donné au moins une semaine avant l'expiration du bail.

Cependant, dans le cas d'un bail dont le terme est d'au moins un mois et qui expire après le 1er février 1973 et avant le 20 février de la même année, l'avis que donne le locateur entre ces deux dates est réputé avoir été donné en temps utile pour les fins du présent article.

L'avis donné par le locateur doit, sous peine de nullité, mentionner le délai de réponse accordé au locataire par l'article 4.

3. L'acceptation faite par le locataire avant le 2 février 1973 de quitter le logement après avoir reçu du propriétaire un avis d'éviction ou d'augmentation de loyer est sans effet, sauf:

a) si le propriétaire établit qu'il avait loué le logement à une tierce personne avant le 2 février 1973; ou

b) si le locataire donne avis au propriétaire de son intention de quitter le logement et si cet avis est donné au moins 3 jours avant l'expiration du bail et avant le 15 mars 1973.

4. Lorsqu'un avis visé à l'article 2 a été donné après le 1er février 1973 le locataire

lessees and property-owners that is subject to that act;

(*d*) "rent": any amount stipulated as such in the lease, and any other amount the lessee must pay to the lessor to occupy the rented premises, receive the services or use the dependencies or accessories.

2. A lessee shall not be evicted from his dwelling after the 1st of February 1973 and before the 1st of January 1974 by reason of the expiry of his lease or have his rent increased during that time notwithstanding any notice to that effect received before the 2nd of February 1973, unless the lessor sends him after the 1st of February 1973 a notice of his intention not to extend the lease or to increase the rent by the amount he indicates; where the rent is payable monthly or at longer intervals and the lease terminates after the 15th of March, the notice must be given at least one month before expiry of the lease, notwithstanding any other legislative or contractual provision; in other cases, the notice must be given at least one week before expiry of the lease.

However, where a lease having a term of at least one month expires after the 1st of February 1973 and before the 20th of February of the same year, a notice given by the lessor between those two dates is deemed given in due time for the purposes of this section.

The notice given by the lessor must, on pain of nullity, mention the delay to answer granted the lessee by section 4.

3. Agreement by the lessee before the 2nd of February 1973 to vacate the dwelling after receiving a notice of eviction or increase of rent from the owner shall be without effect unless:

(*a*) the owner establishes that he had rented the dwelling to a third person before the 2nd of February 1973; or

(*b*) the lessee gives the owner notice of his intention to vacate the dwelling and such notice is given at least 3 days before the expiry of the lease and before the 15th of March 1973.

4. Where a notice contemplated in section 2 has been given after the 1st of

taire peut, au moins quinze jours avant l'expiration du bail, si le délai prévu à l'article 2 est d'un mois et au moins trois jours avant l'expiration du bail si ledit délai est d'une semaine:

a) aviser le locateur, par écrit, de son intention de quitter le logement à l'expiration du bail; ou

b) produire une demande à l'administrateur pour obtenir la prolongation du bail et la fixation du loyer et, dans le même délai, signifier une copie de cette demande au locateur.

Cependant, dans le cas d'un bail dont le terme est d'au moins un mois et qui expire après le 1er février 1973 et avant le 20 février de la même année, le locataire peut donner l'avis prévu à l'alinéa précédent avant le 10 mars 1973.

5. À défaut par le locataire de donner l'avis prévu au paragraphe *a* de l'article 4 ou de faire la demande prévue au paragraphe *b* dudit article, il est réputé avoir accepté de quitter le logement ou, le cas échéant, de payer le loyer exigé par le locateur; dans ce dernier cas, le bail est renouvelé, au loyer exigé par le locateur, pour une année ou, lorsque le terme du bail est de moins d'un an, pour le laps de temps pour lequel il était fait, comme s'il y avait tacite reconduction.

6. L'administrateur doit prolonger le bail de tout locataire qui en fait la demande de la façon prévue à l'article 4, pour toute période qu'il juge juste et équitable mais qui ne doit pas excéder douze mois. Il peut alors maintenir le loyer en vigueur; il peut aussi le majorer si le locateur a, dans l'avis prévu à l'article 2, notifié son intention d'augmenter le loyer.

7. Nonobstant les articles 2 et 6, le locateur peut obtenir de l'administrateur la permission d'évincer son locataire pour cause d'expiration de son bail s'il en fait la demande par requête écrite dans les délais prévus à l'article 2 pour la signification de l'avis y prévu; cette requête doit dans les mêmes délais être transmise au locataire par poste recommandée.

February 1973, the lessee may, at least fifteen days before expiry of the lease if the delay provided in section 2 is one month, or at least three days before expiry of the lease if the said delay is one week;

(*a*) notify the lessor in writing that he intends to vacate the dwelling on the expiry of the lease; or

(*b*) file an application with the administrator to have the lease extended and the rent fixed, and send a copy of the application to the lessor within the same delay.

However, where a lease having a term of at least one month expires after the 1st of February 1973 and before the 20th of February of the same year, the lessee may give the notice contemplated in the preceding paragraph before the 10th of March 1973.

5. If the lessee fails to give the notice contemplated in subparagraph *a* of section 4 or to make the application contemplated in subparagraph *b* of that section, he is deemed to have agreed to vacate the dwelling or, as the case may be, to pay the rent sought by the lessor; in the latter case, the lease is renewed, at the rent sought by the lessor, for one year, or, where the term of the lease is less than one year, for the time period it was made for, as if there was tacit renewal.

6. The administrator must extend the lease of every lessee who applies for it in the manner provided in section 4, for such period as he considers fair and equitable, but not for more than twelve months. He may in so doing maintain the existing rent; he may also increase it if the lessor has signified his intention to increase the rent in the notice contemplated in section 2.

7. Notwithstanding sections 2 and 6, the lessor may obtain permission from the administrator to evict his lessee by reason of the expiry of his lease if he applies for it in writing within the delay provided in section 2 for sending the notice contemplated there; the application must be sent to the lessee by registered mail within the same delay.

Cette permission ne peut être accordée au locateur que dans les cas suivants:

a) lorsque le locateur doit évincer le locataire afin de remplir ses obligations à l'égard d'un autre locataire en vertu d'un contrat écrit intervenu antérieurement au 2 février 1973 et dont la preuve incombe au locateur;

b) lorsque le locataire est en retard de plus de trois semaines dans le paiement de son loyer;

c) lorsque le locataire, un membre de sa famille ou quelque autre personne sous son contrôle ou habitant avec lui se comporte, sur les lieux loués, de façon à constituer une source sérieuse de tracasseries pour le locateur ou pour les voisins;

d) lorsque les lieux sont occupés pour des fins contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs;

e) lorsque le locataire continue d'occuper les lieux plus de trois jours après la date où il devait les quitter, suivant convention écrite avec le locateur et intervenue postérieurement à son bail;

f) lorsque le logement est devenu surhabité, par suite de l'admission de résidents étrangers à la famille du locataire, au point de présenter de sérieux dangers physiques ou moraux pour les occupants de ce logement;

g) lorsque le locataire a, sans la permission du locateur, utilisé les lieux loués à des fins autres que celles pour lesquelles ils avaient été loués;

h) lorsque le locataire ou des personnes dont il est responsable détériorent les lieux loués;

i) lorsque le locateur désire reprendre possession du logement pour l'habiter lui-même ou pour y loger sa mère, son père, son fils, sa fille, sa bru, son gendre, son beau-père, sa belle-mère, son beau-fils, sa belle-fille, ou pour y loger tout autre parent dont il est le principal soutien, pourvu qu'il démontre, à la satisfaction de l'administrateur, qu'il est de bonne foi, que sa requête n'est pas un prétexte pour atteindre d'autres fins et que le rejet de sa requête lui causerait des inconvénients sérieux;

j) lorsque le locateur désire reprendre possession du logement pour le convertir

Such permission shall not be granted the lessor except in the following cases:

(*a*) where the lessor must evict the lessee to meet his obligations to another lessee under a written contract made before the 2nd of February 1973, which it is the lessor's burden to prove;

(*b*) where the lessee is more than three weeks in arrears in the payment of his rent;

(*c*) where the lessee, a member of his family or some other person under his control or living with him behaves on the leased premises in a manner to seriously disturb the lessor or the neighbours;

(*d*) where the premises are occupied for purposes contrary to public order or morals;

(*e*) where the lessee continues to occupy the premises for more than three days after the date when he should have vacated them pursuant to a written agreement with the lessor made after his lease;

(*f*) where the dwelling has become overcrowded to the point of exposing the occupants of the dwelling to serious physical or moral danger, because occupants not members of the lessee's family are admitted;

(*g*) where the lessee, without the lessor's permission, has used the leased premises for purposes other than those for which they were leased;

(*h*) where the lessee or persons in his charge cause damage to the leased premises;

(*i*) where the lessor wishes to recover possession of the dwelling to live there or to lodge his mother, father, son, daughter, daughter-in-law, son-in-law, father-in-law, mother-in-law, stepson or stepdaughter, or to lodge any other relation whose principal support he is, on condition that he shows to the administrator's satisfaction that he is in good faith, that his application is not a pretext for attaining other purposes and that dismissal of his application would be a cause of serious disadvantage to him;

(*j*) where the lessor wishes to recover possession of the dwelling to convert it

en établissement commercial ou industriel, pour y faire des réparations majeures, pour le démolir ou pour convertir l'immeuble en copropriété conformément à l'article 441*b* du Code civil.

Un locataire ne peut être évincé du logement qu'il occupe avant l'adjudication définitive sur la requête faite par son locateur en vertu du présent article: pendant cette période, il doit verser le loyer stipulé au bail et se conformer aux autres obligations qui y sont stipulées.

Le maintien du locataire en possession de son logement en vertu du présent article n'a pas pour effet d'opérer la tacite reconduction du bail sauf si l'administrateur rejette la requête du locateur.

Le locataire évincé d'un logement dans l'un des cas prévus au paragraphe *i* ou *j* a un recours devant les tribunaux de juridiction compétente pour recouvrer les dommages lui résultant de l'éviction obtenue de mauvaise foi, pour une autre fin que celle prévue audit paragraphe.

8. Le locataire d'un logement dont le bail a expiré depuis le 1er janvier 1973 ou expire avant le 1er janvier 1974, qui a conclu avec son locateur après le 31 décembre 1972 et avant le 2 février 1973 un nouveau bail pour le même logement à un loyer plus élevé que celui qu'il payait en vertu du bail expiré peut, par requête à l'administrateur dont copie doit être expédiée au locateur avant le 15 mars 1973, obtenir une réducation du loyer.

9. Avant l'adjudication définitive sur sa demande faite en vertu du paragraphe *b* de l'article 4, aucun locataire ne peut être expulsé du logement qu'il occupe ni être tenu de verser un loyer supérieur au loyer en vigueur lors de l'introduction de sa demande.

Toutefois, lorsque l'administrateur fixe un loyer supérieur il doit indiquer le délai accordé au locataire pour payer l'arrérage du supplément de loyer.

10. L'administrateur communique sans délai sa décision au locateur et au locataire.

11. La commission peut, sur appel d'une partie intéressée, reviser toute déci-

into a commercial or industrial establishment to make major repairs thereto, to demolish it or to convert the immoveable into co-ownership in accordance with article 441*b* of the Civil Code.

A lessee shall not be evicted from the dwelling he occupies before final adjudication on the application made by his lessor under this section; during that period, he shall pay the rent stipulated in the lease and comply with the other obligations stipulated in it.

The keeping of the lessee in possession of the dwelling under this section shall not effect tacit renewal of the lease unless the administrator dismisses the lessor's application.

A lessee evicted from a dwelling in any of the cases contemplated in subparagraph *i* or *j* has a recourse before the courts of competent jurisdiction for damages from an eviction obtained in bad faith, for another purpose than that provided for in the said subparagraph.

8. The lessee of a dwelling whose lease has expired since the 1st of January 1973 or expires before the 1st of January 1974, who made a new lease after the 31st of December 1972 and before the 2nd of February 1973 for the same dwelling, at a greater rent than he paid under the expired lease, may obtain a reduction of the rent by an application to the administrator of which copy must be sent to the lessor before the 15th of March 1973.

9. Before final decision on his application under subparagraph *b* of section 4, no lessee shall be evicted from the dwelling he occupies or bound to pay a greater rent than the rent existing when he filed his application.

However, if the administrator fixes a higher rent, he shall indicate the delay granted the lessee to pay the arrears of the rent increase.

10. The administrator shall advise the lessor and lessee of his decision without delay.

11. The Commission may on appeal by one of the interested parties review any

sion de l'administrateur en vertu de la présente loi.

La décision de la commission sur cet appel est définitive.

12. L'appel doit être interjeté dans les sept jours de la mise à la poste de la décision de l'administrateur, au moyen de la production d'une demande dans la forme prescrite par la commission et expédiée au bureau du secrétaire de la commission; avis de cette demande doit, dans le même délai, être donné par poste recommandée à l'administrateur et à l'autre partie.

Sur réception de l'avis d'appel, l'administrateur transmet sans délai au secrétaire de la commission le dossier de la cause.

La commission doit reviser la décision de l'administrateur et rendre sa propre décision avec toute la diligence possible après la réception du dossier à moins qu'elle ne croie nécessaire d'obtenir une preuve additionnelle; elle possède à cet égard tous les pouvoirs mentionnés au deuxième alinéa de l'article 15 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires; dans ce cas, elle doit rendre sa décision avec toute la diligence possible après l'obtention de cette preuve additionnelle.

13. La décision de l'administrateur permettant l'éviction du locataire ou en cas d'appel, celle de la commission, peut être homologuée par jugement de la Cour provinciale. Ce jugement est exécutoire le sixième jour suivant la date de son prononcé; il est rendu sur production d'une copie de la décision de l'administrateur et, le cas échéant, d'une copie de la décision de la commission.

La décision de l'administrateur doit être certifiée par lui et celle de la commission, par un commissaire ou par le secrétaire de la commission.

14. La commission et l'administrateur ont, pour les fins de la présente loi, tous les pouvoirs et immunités prévus aux articles 9, 10, 11, 12 et 16 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

decision of the administrator under this act.

The Commission's decision on the appeal is final.

12. The appeal must be lodged within seven days of the mailing of the administrator's decision, by filing an application, in the form prescribed by the Commission, in the office of the secretary of the Commission; notice of the application must also be sent within the same delay by registered mail to the administrator and the opposite party.

On receiving notice of the appeal, the administrator shall immediately send the record of the case to the secretary of the Commission.

The Commission shall review the administrator's decision and render its own decision as soon as possible after receiving the record, unless it considers further proof necessary; it has in this regard all the powers mentioned in the second paragraph of section 15 of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners; in this case, it shall render its decision as soon as possible after obtaining such further proof.

13. The administrator's or, on appeal, the Commission's decision authorizing eviction of a lessee may be homologated by a judgment of the Provincial Court, which shall be executory six days after it is made; it shall be rendered on filing of a copy of the administrator's decision and, if such is the case, a copy of the decision of the Commission.

The administrator's decision must be certified by him, and that of the Commission must be certified by a commissioner or the secretary of the Commission.

14. The Commission and the administrator have for the purposes of this act all the powers and immunities provided in sections 9, 10, 11, 12 and 16 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

15. Rien dans la présente loi n'empêche une cour de justice compétente d'annuler un bail non expiré ou un bail renouvelé en vertu de la présente loi pour une cause d'annulation commune aux contrats ou de le résilier pour une cause prévue par le Code civil.

16. L'article 2 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950/1951, chapitre 20), modifié par l'article 2 du chapitre 83 des lois de 1966/1967 et par l'article 2 du chapitre 79 des lois de 1968, est de nouveau modifié en insérant, après le deuxième alinéa, les suivants:

« La commission se compose en outre des autres membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil. Leur mandat expire le 30 avril 1974, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'y mette fin à une date antérieure.

Jusqu'au 30 avril 1974, la commission peut siéger simultanément en plusieurs divisions composées d'au moins deux membres avec ou sans la participation du président ou du vice-président. Au cas de partage égal des voix sur une question, celle-ci est déférée au président pour décision.

17. Les traitements des membres de la commission nommés en vertu du troisième alinéa de l'article 2 de ladite loi ainsi que les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

18. La présente loi est déclaratoire et rétroagit aux dates qui y sont indiquées, tout comme si elle était entrée en vigueur le 1er janvier 1973.

19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

15. Nothing in this act shall prevent a court of competent jurisdiction from annulling an unexpired lease or a lease renewed under this act for an ordinary cause of annulment of contracts or from rescinding it for a cause provided by the Civil Code.

16. Section 2 of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950/1951, chapter 20), amended by section 2 of chapter 83 of the statutes of 1966/1967 and by section 2 of chapter 79 of the statutes of 1968, is again amended by inserting after the second paragraph the following:

"The Commission shall also include such other members as the Lieutenant-Governor in Council appoints. Their term of office shall expire on the 30th of April 1974 unless the Lieutenant-Governor in Council terminates it sooner.

Until the 30th of April 1974, the Commission may sit simultaneously in several divisions consisting of at least two members, with or without participation by the chairman or vice-chairman. In case of a tie-vote on any question, it shall be referred to the chairman, who shall decide.

17. The salaries of the members of the Commission appointed under the third paragraph of section 2 of the said act and the other amounts required for the application of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

18. This act is declaratory and retroactive to the dates indicated in it as if it had come into force on the 1st of January 1973.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, et pour d'autres fins du service public

Sanctionnée le 22 février 1973
(P.L. 281)

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 4, 1972/1973.*

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, $103,270,200 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973 auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail pré-

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, and for other purposes connected with the public service

Assented to 22nd February 1973
(Bill 281)

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 4, 1972/1973.*

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, $103,270,200 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details

voyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE

Sommes accordées à Sa Majesté par la présente loi pour l'année financière se terminant le 31 mars 1973, avec indication des objets pour lesquelles elles sont accordées.

SCHEDULE

Sums granted to Her Majesty, by this act, for the fiscal year ending on the 31st of March 1973, with indication of the purposes for which they are granted.

No	SERVICE		—	Total
			$	$
	I — AFFAIRES CULTURELLES	I — CULTURAL AFFAIRS		
5	Création	Creativity		260,000
	III — AFFAIRES MUNICIPALES	III — MUNICIPAL AFFAIRS		
1	Administration	Administration	92,000	
2	Direction générale de l'administration municipale	Municipal Administration Branch	598,400	
3	Subventions pour l'établissement de services municipaux d'aqueducs et d'égouts	Grants for establishment of municipal waterworks and sewer services	500,000	
20	Subventions spéciales à la Communauté urbaine de Montréal	Special subsidies to the Montreal Urban Community	4,500,000	
21	Subvention à la Ville de Québec	Subsidy to the City of Québec	500,000	6,190,400
	IV — AFFAIRES SOCIALES	IV — SOCIAL AFFAIRS		
6	Régie des rentes du Québec: frais d'administration des allocations familiales et scolaires, et financement	Québec Pension Board: administrative expenses for family and schooling allowances, and financing	275,000	
7	Régie de l'assurance-maladie du Québec: frais d'administration de l'assistance-médicaments, et financement	Québec Health Board: administrative expenses for medications assistance, and financing	230,000	
8	Soins généraux	General Care	49,110,000	
12	Services sociaux généraux	General Social Services	1,400,000	
13	Services à l'enfance	Services to children	3,090,000	
14	Services aux adultes	Services to adults	300,000	
17	Aide sociale et assistance-médicaments	Social Aid and Medications Assistance	24,500,000	78,905,000
	À reporter...	Carried forward...		85,355,400

No	SERVICE		—	Total
			$	$
	Reporté...	Brought forward...		85,355,400
	V — AGRICULTURE ET COLONISATION	V — AGRICULTURE AND COLONISTAION		
7	Aménagement des fermes.....	Farm development.....	.....	5,100,000
	VI — ASSEMBLÉE NATIONALE	VI — NATIONAL ASSEMBLY		
20	Administration.....	Administration.....	212,800	
21	Journal des débats.....	Journal of Debates.....	75,000	287,800
	VIII — CONSEIL EXÉCUTIF	VIII — EXECUTIVE COUNCIL		
6	Office de planification et de développement du Québec.....	Québec Planning and Development Bureau.....	1,000	
7	Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement.....	Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment.....	850,000	851,000
	X — ÉDUCATION	X — EDUCATION		
11	Direction générale de l'enseignement supérieur.....	Higher Education Branch.....	1,000,000	
16	Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.....	High Commission on Youth, Recreation and Sport.....	632,000	
18	Service général de l'enseignement privé ...	General Private Education Service....	4,368,000	6,000.000
	XI — FINANCES	XI — FINANCE		
7	Contributions au Régime de l'assurance-maladie du Québec par le gouvernement en sa qualité d'employeur.....	Contributions by the Government as an employer to the Québec Health Insurance Plan.....	250,000	
13	Subventions en guise d'impôt foncier municipal.....	Grants in lieu of municipal property tax	500,000	750,000
	Reporté...	Brought forward...		98,344,200

No	SERVICE	—	Total
		$	$
	À reporter... / Carried forward...		98,344,200
	XII — FONCTION PUBLIQUE / XII — CIVIL SERVICE		
2	Direction générale de l'administration du personnel et de l'organisation / Personnel Administration and Organization Branch	.....	500,000
	XVI — JUSTICE / XVI — JUSTICE		
6	Sûreté du Québec / Québec Police Force	1,000,000	
17	Office de révision du Code civil / Civil Code Revision Office	60,000	1,060,000
	XVIII — RICHESSES NATURELLES / XVIII — NATURAL RESOURCES		
1	Administration / Administration	105,000	
2	Direction générale des eaux / Water Resources Branch	190,000	
3	Direction générale des mines / Mineral Resources Branch	120,000	
4	Direction générale du Nouveau-Québec / New Québec Branch	350,000	765,000
	XIX — TERRES ET FORETS / XIX — LANDS AND FORESTS		
5	Direction générale de la conservation / Conservation Branch	.....	1,600,000
	XXIII — TRAVAUX PUBLICS / XXIII — PUBLIC WORKS		
2	Direction générale de la gestion de l'équipement / Equipment Service Branch	.....	1,000,000
	XXIV — VOIRIE / XXIV — ROADS		
8	Construction et réfection de routes, ponts compris, dans les zones spéciales et dans la région de l'est du Québec / Construction and reconstruction of roads, bridges included, in special areas and in the Eastern Québec Region	.....	1,000
			103,270,200

Loi modifiant la Loi de l'instruction publique

Sanctionnée le 14 mars 1973
(P.L. 282)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 205 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **205.** Nonobstant tout pouvoir accordé en vertu de lois particulières et nonobstant l'article 97, la rémunération qu'une commission scolaire peut payer au président et à chacun des autres commissaires ou syndics d'écoles pour tous les services qu'ils rendent à la commission scolaire à quelque titre que ce soit et pour les dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction, est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui peut déterminer la fraction de cette rémunération qui est versée à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction.

Une commission scolaire peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues pour son compte par un commissaire ou syndic d'écoles qui en est membre, pourvu qu'elle ait autorisé telles dépenses. »

2. L'article 617 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié en retranchant les deuxième et septième alinéas.

An Act to amend the Education Act

Assented to 14th March 1973
(Bill 282)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 205 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), replaced by section 45 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

"**205.** Notwithstanding any power granted under special acts and notwithstanding section 97, the remuneration that a school board may pay to the chairman and to each other school commissioner or trustee for all services rendered by him in any capacity to that school board and to indemnify him for a part of the expenses inherent in his duties shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council who may determine the proportion of such remuneration paid as an indemnity for a part of the expenses inherent in his duties.

A school board may authorize payment of expenses actually incurred on its behalf by a school commissioner or trustee who is one of its members, provided that it authorized such expenses."

2. Section 617 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by striking out the second and seventh paragraphs.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 617, les suivants:

« **617***a*. Pour être inscrit sur la liste des électeurs, il faut:

1. être majeur le jour de la votation; et

2. le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale.

« **617***b*. Pour avoir droit de voter, il faut être inscrit sur la liste des électeurs et, le jour de la votation, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale.

Un électeur ne peut toutefois voter que dans le quartier où il était domicilié le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs. »

4. L'article 618 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, le chiffre « 65 » par le chiffre « 99 »;

b) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

« Toutefois, pour les fins de l'article 54*a*, l'article 423 continue à s'appliquer dans le cas visé au cinquième alinéa de l'article 49. »

5. L'article 1 de la présente loi a effet depuis le premier janvier 1972.

Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1971, sont réputés avoir été adoptés, avec effet au 1er juillet 1972, en vertu de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 1 de la présente loi. Les frais de représentation déterminés dans lesdits arrêtés en conseil et qui ont déjà été payés ou qui seront payés, sont réputés être une rémunération au sens de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 1 de la présente loi, dont le tiers est réputé le dédommagement d'une partie des dé-

3. The said act is amended by inserting after section 617 the following:

"**617***a*. To be entered on the electoral list, a person must:

(1) be of full age on the polling day; and

(2) on the last juridical day before the date of deposit of the electoral list, be a Canadian citizen domiciled in the school municipality and have full legal capacity.

"**617***b*. To be entitled to vote, a person must be entered on the electoral list and on polling day be a Canadian citizen domiciled in the school municipality and have full legal capacity.

However, an elector shall vote only in the ward where he was domiciled on the last juridical day before the date of deposit of the electoral list."

4. Section 618 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended:

(*a*) by replacing the number "65" in the fifth line of the first paragraph by the number "99";

(*b*) by adding, after the first paragraph, the following:

"However, for the purposes of section 54*a*, section 423 continues to apply in the case contemplated in the fifth paragraph of section 49."

5. Section 1 of this act has effect from the first of January 1972.

The orders in council made under section 205 of the Education Act replaced by section 45 of chapter 67 of the statutes of 1971, are deemed to have been made and effective from the 1st of July 1972, under section 205 of the Education Act replaced by section 1 of this act. The representation allowances determined in those orders in council and which were already or will be paid are deemed to be remuneration within the meaning of section 205 of the Education Act replaced by section 1 of this act, one third of which is deemed to be an indemnity for a part of the expenses inherent in the duties of school commissioner or trustee; the same applies to

penses inhérentes à la fonction de commissaire ou syndic d'écoles; il en est de même de tous frais de représentation payés à compter du premier janvier 1972.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

representation allowances paid from the first of January 1972.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance

Sanctionnée le 14 mars 1973
(P.L. 283)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Une compagnie d'assurance qui a été constituée en vertu d'une loi du Québec et qui exerce en assurance sur la vie peut, sous réserve des règlements qui peuvent être adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil et avec l'approbation préalable du surintendant des assurances, acquérir des actions entièrement libérées de toute corporation constituée en vue de faire d'autres opérations complémentaires des opérations d'assurance.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

An Act respecting certain investments of insurance companies

Assented to 14th March 1973
(Bill 283)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. An insurance company incorporated under a Québec statute carrying on life insurance may, subject to regulations the Lieutenant-Governor in Council may make for that purpose and with prior approval of the Superintendent of Insurance, acquire fully paid-up shares of any corporation incorporated to carry on other business complementary to insurance business.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi concernant la cité de Hull

Sanctionnée le 14 mars 1973
(P.L. 284)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1*a* de la Loi des cités et villes, édicté par l'article 2 du chapitre 55 des lois de 1968, est modifié:

a) en retranchant, dans la huitième ligne du cinquième alinéa, les mots « à la cité de Hull et »;

b) en retranchant, dans les neuvième et dixième lignes du même alinéa, les mots « la cité de Hull ainsi que ».

2. L'article 389 du chapitre 52 des lois de 1893 est abrogé.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

An Act respecting the city of Hull

Assented to 14th March 1973
(Bill 284)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1*a* of the Cities and Towns Act, enacted by section 2 of chapter 55 of the statutes of 1968, is amended:

(*a*) by striking out the word "Hull" in the seventh line of the fifth paragraph;

(*b*) by striking out the word "Hull" in the eighth line of the same paragraph.

2. Section 389 of chapter 52 of the statutes of 1893 is repealed.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi concernant la Ville de Québec

Sanctionnée le 14 mars 1973
(P.L. 285)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Avec l'approbation préalable de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales, la Ville de Québec est autorisée à consolider le déficit budgétaire de son exercice financier 1973/1974.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

An Act respecting the City of Québec

Assented to 14th March 1973
(Bill 285)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. With the previous approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the City of Québec is authorized to consolidate the budgetary deficit of its fiscal year 1973/1974.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public

Sanctionnée le 30 mars 1973
(P.L. 1)

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 1, 1973/1974.*

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, $811,406,991.64 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

a) du sixième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service

Assented to 30th March 1973
(Bill 1)

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 1, 1973/1974.*

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, $811,406,991.64 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(*a*) one-sixth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said

financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: $754,112,716.66;

b) d'un douzième additionnel des crédits du programme 1 pour le ministère des affaires sociales (4), i.e.: $2,250,000.00;

c) d'un douzième additionnel des crédits du programme 6 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $21,057,566.66;

d) d'un douzième additionnel des crédits du programme 10 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $32,078,991.66;

e) d'un sixième additionnel des crédits du programme 20 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $654,466.66;

f) d'un sixième additionnel des crédits du programme 21 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $1,253,250.00.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz.: $754,112,716.66;

(*b*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 1 for the Department of Social Affairs (4), viz.: $2,250,000.00;

(*c*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 6 for the Department of Education (10), viz.: $21,057,566.66;

(*d*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 10 for the Department of Education (10), viz.: $32,078,991.66;

(*e*) an additional one-sixth of the appropriations under programme 20 for the Department of Education (10), viz.: $654,466.66;

(*f*) an additional one-sixth of the appropriations under programme 21 for the Department of Education (10), viz.: $1,253,250.00.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi concernant les villes de Montréal et Outremont et les cités de Westmount et Côte Saint-Luc

Sanctionnée le 12 avril 1973
(P.L. 3)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Pour les fins de l'exercice financier 1973/1974 de la Ville de Montréal, la décision que doit rendre la Commission municipale du Québec en vertu de l'article 628 de la charte de cette ville pour déterminer le prix de la fourniture de l'eau dans le territoire de la ville d'Outremont et dans celui des cités de Westmount et de Côte Saint-Luc peut être rendue à une date postérieure à celle que fixe cet article.

2. Sous réserve de la décision visée à l'article 1, le montant de la taxe de l'eau dans le territoire de chacune de ces trois municipalités est provisoirement maintenu pour chaque usager à une somme identique à celle qui était payable pour l'exercice financier 1972/1973 selon le taux fixé pour cet exercice par la Ville de Montréal et cette dernière est temporairement autorisée à faire les inscriptions requises à son prochain budget annuel ainsi qu'à ses règlements d'imposition selon ce taux provisoire.

Quant à chaque nouvel usager de ce service, le taux qui lui sera applicable sera celui que fixera la Commission municipale du Québec conformément à l'article 628 de ladite charte et vaudra à compter de la date de la fourniture du service.

An Act respecting the cities of Montreal, Outremont, Westmount and Côte Saint-Luc

Assented to 12th April 1973
(Bill 3)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. For the purposes of the fiscal year 1973/1974 of the City of Montreal, the decision that the Québec Municipal Commission must render under article 628 of the charter of that city to determine the price for the supplying of water in the territory of the City of Outremont and in that of the cities of Westmount and Côte Saint-Luc may be rendered at a date later than that fixed in such article.

2. Subject to the decision contemplated in section 1, the amount of the water tax in the territory of each of those three municipalities shall provisionally be maintained for each user at an amount identical to that payable for the fiscal year 1972/1973 at the rate fixed for that year by the City of Montreal and the latter is temporarily authorized to make the required entries in its next annual budget and in its tax by-laws according to this provisional rate.

The rate applicable to every new user shall be that fixed by the Québec Municipal Commission in accordance with article 628 of the said charter and shall be in force from the date of the supplying of service.

3. Le budget, les règlements imposant les taxes et les rôles de perception, le cas échéant, devront être modifiés, si nécessaire, pour tenir compte de la décision visée à l'article 1.

4. L'article 628 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102), remplacé par l'article 8 du chapitre 76 des lois de 1972 et modifié par l'article 162 du chapitre 49 des lois de 1972, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du troisième alinéa ce qui suit: « Sous réserve du premier alinéa, le contrat intervenu entre la Ville de Montréal et la Cité de Côte Saint-Luc en vertu du chapitre 103 des lois de 1952/1953 continue d'être en vigueur mais la Ville de Montréal doit installer, dans un délai fixé par la Commission municipale du Québec, des compteurs permettant de mesurer la quantité d'eau livrée dans le territoire de la Cité de Côte Saint-Luc.

À la suite de l'installation de ces compteurs, le prix de l'eau dans le territoire de la Cité de Côte Saint-Luc pourra être basé sur la quantité d'eau livrée ou sur les critères prévus à l'article 3 du chapitre 103 des lois de 1952/1953. »

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

3. The budget, the by-laws imposing taxes and the collection rolls, as the case may be, shall be amended, if necessary, to take into account the decision contemplated in section 1.

4. Article 628 of the Charter of the city of Montreal (1959/1960, chapter 102), replaced by section 8 of chapter 76 of the statutes of 1972 and amended by section 162 of chapter 49 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: "Subject to the first paragraph, the contract made between the City of Montreal and the City of Côte Saint-Luc under chapter 103 of the statutes of 1952/1953 shall continue to be in force but the City of Montreal must install, within a delay fixed by the Québec Municipal Commission, meters to measure the quantity of water supplied to the territory of the City of Côte Saint-Luc.

Following the installation of such meters, the price of water in the territory of the City of Côte Saint-Luc may be based on the quantity of water supplied or on the criteria provided in section 3 of chapter 103 of the statutes of 1952/1953."

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 4)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 4 de la Charte de la Société québécoise d'exploration minière (1965, 1re session, chapitre 36), remplacé par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **4.** Le fonds social autorisé de la Société est de $45,000,000.
Il est divisé en 4,500,000 actions d'une valeur nominale de $10 chacune. »

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 6, les suivants:

« **6*a*.** Le ministre des finances paiera à la Société sur le fonds consolidé du revenu, en plus des sommes prévues à l'article 6, au cours de l'année civile 1973, une somme de $450,000 pour 45,000 actions entièrement acquittées de son capital social et, au cours de chacune des années civiles 1974 et 1975, une somme de $650,000 pour 65,000 semblables actions.
Des certificats d'actions seront délivrés pour ces actions au ministre en retour de ces paiements.

« **6*b*.** Le ministre des finances paiera à la Société sur le fonds consolidé du revenu, au cours de l'année civile 1976 et de chacune des quatre années civiles subsé-

An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company

Assented to 29th June 1973
(Bill 4)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 4 of the Charter of the Québec Mining Exploration Company (1965, 1st session, chapter 36), replaced by section 1 of chapter 36 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

"**4.** The authorized capital of the Company shall be $45,000,000.
It shall be divided into 4,500,000 shares of the par value of $10 each."

2. The said act is amended by inserting, after section 6, the following:

"**6*a*.** The Minister of Finance shall pay to the Company, out of the consolidated revenue fund, in addition to the sums provided for in section 6, during the 1973 calendar year, an amount of $450,000 for 45,000 fully paid-up shares of its capital stock and, during each of the 1974 and 1975 calendar years, an amount of $650,000 for 65,000 similar shares.
Share certificates shall be issued to the Minister for such shares in return for such payments.

"**6*b*.** The Minister of Finance shall pay to the Company, out of the consolidated revenue fund, during the 1976 calendar year and each of the four sub-

quentes, une somme de $3,400,000 pour 340,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles des certificats lui seront délivrés en retour de ces paiements.

« **6*c*.** Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de $5,000,000 pour 500,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles un certificat lui sera délivré en retour de ce paiement.

Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, avant la fin de l'année civile 1980; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa.

« **6*d*.** La Société doit employer les sommes qui lui sont versées en vertu de l'article 6*c* pour l'accomplissement des objets visés aux paragraphes *b* et *c* de l'article 3.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'observance du présent article qui ne peut être invoqué par eux ni contre eux.

« **6*e*.** Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 6*c* doit être déposé sans délai à l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante. »

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

sequent calendar years, an amount of $3,400,000 for 340,000 fully paid-up shares of its capital stock for which certificates shall be issued to him in return for such payments.

"**6*c*.** The Minister of Finance may pay to the Company, out of the consolidated revenue fund with prior approval of the Lieutenant-Governor in Council, an amount of $5,000,000 for 500,000 fully paid-up shares of its capital stock for which a certificate shall be issued to him in return for such payment.

Such payment may be made, in one or several instalments, before the end of the 1980 calendar year; if it is made in several instalments, each of them must be submitted for the approval contemplated in the first paragraph.

"**6*d*.** The Company must use the amounts paid to it under section 6*c* to carry out the objects contemplated in subparagraphs *b* and *c* of section 3.

Third parties are not bound to see that this section is observed and it cannot be invoked by or against them.

"**6*e*.** Every order of the Lieutenant-Governor in Council approving a payment contemplated in section 6*c* must be tabled forthwith before the National Assembly if it is in session, or if it is not, within fifteen days of the opening of the next session."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec

Sanctionnée le 15 juin 1973
(P.L. 5)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Une compagnie à fonds social, ci-après appelée « la Société » est constituée sous le nom, en français, de « Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec », et, en anglais, de « Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company ».

La Société peut également être désignée sous le nom de « REXFOR ».

2. La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans un autre endroit, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec.*

3. La Société a pour objets:

a) de récupérer et d'exploiter toute agglomération de bois du domaine public que lui désigne le lieutenant-gouverneur en conseil et d'exécuter ou diriger les recherches nécessaires à ces fins;

b) de revaloriser, par toute mesure sylvicole appropriée, de conserver et de protéger les forêts et les terrains à vocation forestière qui lui sont indiqués par le lieutenant-gouverneur en conseil;

Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act

Assented to 15th June 1973
(Bill 5)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A joint-stock company, hereinafter called "the Company" is incorporated under the name of "Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company" in English and "Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec" in French.

The Company may also be designated by the name of "REXFOR".

2. The Company shall have its corporate seat within the territory of the Québec Urban Community, but may transfer it to another place with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; this change shall come into force on publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette.*

3. The objects of the Company are:

(*a*) to salvage and exploit the forested areas of the public domain designated to it by the Lieutenant-Governor in Council and to carry out and direct the research required for these purposes;

(*b*) to revalorize by any appropriate sylvicultural measure, preserve and protect forest and land intended for forest use indicated by the Lieutenant-Governor in Council;

c) de stimuler l'implantation et le développement de l'industrie forestière ainsi que la création d'emplois nouveaux.

4. Le fonds social autorisé de la Société est de $25,000,000.

Il est divisé en 250,000 actions d'une valeur nominale de cent dollars chacune.

5. Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des finances.

6. Le ministre des finances paiera à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, au cours de l'exercice financier 1973/1974, une somme de $5,000,000 pour 50,000 actions entièrement acquittées de son capital social et, au cours de chacun des quatre exercices financiers subséquents, une somme de $1,250,000 pour 12,500 actions entièrement acquittées de son capital social.

La Société délivrera au ministre des finances des certificats d'actions en retour de ces paiements.

7. Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et pour l'exécution de projets spéciaux que ce dernier détermine, une somme de $15,000,000 pour 150,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles un certificat lui sera délivré en retour de ce paiement.

Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, avant la fin de l'année financière 1977/1978; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa.

8. La Société doit employer les sommes qui lui sont versées en vertu de l'article 7 pour l'exécution des projets spéciaux déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil et non pour l'exécution d'autres projets ou pour ses opérations courantes.

9. Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 7 doit être déposé sans délai

(c) to encourage the establishment and development of the forest industry and new employment.

4. The authorized capital of the Company shall be $25,000,000.

It shall be divided into 250,000 shares of the par value of one hundred dollars each.

5. The shares of the Company shall form part of the public domain and shall be allotted to the Minister of Finance.

6. The Minister of Finance shall pay to the Company, out of the consolidated revenue fund, during the 1973/1974 fiscal year, an amount of $5,000,000 for 50,000 fully paid-up shares of its capital stock and, during each of the next four fiscal years, an amount of $1,250,000 for 12,500 fully paid-up shares of its capital stock.

The Company shall issue share certificates to the Minister in return for such payments.

7. The Minister of Finance may pay to the Company, out of the consolidated revenue fund, with prior approval of the Lieutenant-Governor in Council and to carry out the special projects designated by the Lieutenant-Governor in Council, an amount of $15,000,000 for 150,000 fully paid-up shares of its capital stock for which a certificate shall be issued to him in return for such payment.

Such payment may be made, in one or several instalments, before the end of the 1977/1978 fiscal year; if it is made in several instalments, each of them must be submitted for the approval contemplated in the first paragraph.

8. The Company must use the amounts paid to it under section 7 to carry out the special projects designated by the Lieutenant-Governor in Council and not to carry out other projects or for its current operations.

9. Every order of the Lieutenant-Governor in Council approving a payment contemplated in section 7 must be tabled

à l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

10. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de cinq membres, dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période qui ne peut être inférieure à un an et qui ne peut excéder dix ans. Au moins un de ces membres doit être un fonctionnaire du gouvernement ou d'un de ses organismes.

Les membres du conseil d'administration sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi des compagnies.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, du président, du vice-président et des autres membres du conseil d'administration de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

12. Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

13. Nul ne peut être membre du conseil d'administration s'il n'est pas domicilié au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

14. Les membres du conseil d'administration de la Société et ses fonctionnaires ou employés ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

15. Le président et le vice-président doivent s'occuper exclusivement du travail de la Société et des devoirs de leurs fonctions.

forthwith before the National Assembly if it is in session, or if it is not, within fifteen days of the opening of the next session.

10. The Company's affairs shall be administered by a board of five directors, including a president and a vice-president, appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a period that must not be less than one year or more than ten years. At least one of such directors must be an officer of the government or a government body.

The members of the board of directors are directors of the Company within the meaning of the Companies Act.

11. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the salary or where necessary the additional salary of the president, the vice-president and the other members of the board of directors and the indemnities to which they are entitled. Once fixed, their salaries cannot be reduced.

12. Each member of the board of directors shall remain in office after the expiry of his term until replaced or reappointed.

13. No person may be a member of the board of directors unless he is domiciled in the province of Québec but he need not be a shareholder.

14. No director, officer or employee of the Company shall, under pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with the Company's interest. Such forfeiture shall not occur, however, if the interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

15. The president and the vice-president shall devote their time exclusively to the work of the Company and the duties of their office.

Le président est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

16. Le secrétaire et les employés de la Société qui ne sont pas régis par une convention collective de travail sont rémunérés suivant les normes et les barèmes établis par règlement de la Société approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

17. La Société ne peut, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil:

a) acquérir un intérêt dans une entreprise;

b) contracter un emprunt qui porte à plus de $500,000 le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées;

c) consentir des prêts;

d) conclure un contrat l'engageant pour plus de cinq ans;

e) acquérir des immeubles ou de la machinerie aux fins de les revendre ou de les louer aux propriétaires d'entreprises forestières;

f) adopter des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne.

18. La Société peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire l'expédition en dehors du Québec de bois provenant du domaine public s'il paraît contraire à l'intérêt général d'en disposer autrement. Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent alinéa doit être déposé devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son adoption ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de la session suivante.

19. La Société peut, avec l'approbation du ministre des terres et forêts,

a) conclure des accords avec toute personne ainsi qu'avec tout organisme public ou privé, en vue de contribuer à l'approvisionnement des industries forestières en matière première et à la stabilisation de ces industries;

b) conclure des accords avec toute personne ou avec tout organisme public ou

The president shall be responsible for the administration of the Company within the scope of its by-laws.

16. The secretary and the employees of the Company who are not governed by any collective labour agreement shall be remunerated in accordance with the standards and scales established by by-law of the Company approved by the Lieutenant-Governor in Council.

17. The Company shall not, without the approval of the Lieutenant-Governor in Council:

(*a*) acquire an interest in an undertaking;

(*b*) contract a loan which brings to more than $500,000 the total of the sums borrowed by it and outstanding;

(*c*) grant loans;

(*d*) make a contract binding it for more than five years;

(*e*) acquire any immoveable or machinery for the purpose of re-selling or renting it to owners of forest undertakings;

(*f*) make by-laws respecting the exercise of its powers and internal management.

18. The Company may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, ship the wood derived from the public domain to points outside of Québec if it appears contrary to the general interest to dispose of it otherwise. Every order in council passed under this paragraph must be laid before the National Assembly, if it is in session, within fifteen days after it is passed, or if not, within fifteen days of the next session.

19. The Company may, with the approval of the Minister of Lands and Forests,

(*a*) make agreements with any person or any public or private body to contribute toward the supplying of raw materials to forest industries and the stabilization of such industries;

(*b*) make agreements with any person or any public or private body respecting

privé, pour la coupe, l'écorçage, le sciage, l'usinage et la vente du bois ou des produits du bois;

c) conclure des accords avec toute personne ou avec tout organisme public ou privé en vue de revaloriser et de protéger les forêts et terrains visés au paragraphe *b* de l'article 3.

20. Les dividendes payés par la Société sont fixés par le ministre des finances et non par les administrateurs.

Aucun dividende ne peut être ordonné dont le paiement réduirait à moins d'un tiers du capital versé de la Société son surplus accumulé.

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements spéciaux touchant les conditions des contrats ou engagements de la Société et il peut déterminer en quels cas ces contrats et engagements seront soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil du trésor.

22. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine:

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, tout montant jugé nécessaire, jusqu'à concurrence d'une somme de $25 millions, pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions, afin de lui permettre de contribuer à l'approvisionnement des industries forestières en matière première et à la stabilisation de ces industries, et de favoriser la coupe, l'écorçage, le sciage, l'usinage et la vente du bois et des produits du bois;

c) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution des autres dispositions de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour un laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

the cutting, barking, sawing, machine finishing or sale of wood or wood products;

(*c*) make agreements with any person or any public or private body to revalorize and protect the forests and the land contemplated in paragraph *b* of section 3.

20. Dividends paid by the Company shall be fixed by the Minister of Finance and not by the directors.

No dividend may be ordered the payment of which would reduce the accumulated surplus of the Company to less than one third of its paid-up capital.

21. The Lieutenant-Governor in Council may make special regulations respecting the conditions of the contracts or commitments of the Company and determine in what cases such contracts and commitments shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council or the Treasury Board.

22. The Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he determines:

(*a*) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Company and the performance of any of its obligations;

(*b*) authorize the Minister of Finance to advance to the Company, for such time and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council determines, any amount considered necessary, up to $25 million, for the acquisition of machinery and equipment, the equipment of installations and the erection of structures, to enable it to contribute toward the supplying of raw materials to forest industries and the stabilization of such industries, and to promote the cutting, barking, sawing, machine finishing and sale of wood and wood products;

(*c*) authorize the Minister of Finance to advance to the Company any amount considered necessary for the carrying out of the other provisions of this act, at such rate of interest, for such period and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council determines.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

23. L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

24. Avant le début de chaque année financière, la Société doit préparer et transmettre pour approbation au Conseil du trésor un budget d'investissement et un budget de fonctionnement.

25. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre des terres et forêts un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre prescrit ainsi que ceux que la Loi des compagnies oblige les administrateurs à fournir annuellement aux actionnaires.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

La Société doit, en outre, fournir en tout temps au ministre des terres et forêts tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

26. Les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

27. Les articles 154 à 158 de la Loi des compagnies ne s'appliquent pas à la Société.

28. L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1re session), par l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, par l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, par l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et

The sums that the government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Company shall be taken out of the consolidated revenue fund.

23. The Company's fiscal year shall end on the 31st of March of each year.

24. The Company shall before the beginning of each fiscal year prepare an investment budget and an operating budget and submit them to the Treasury Board for approval.

25. Not later than the 30th of June of each year, the Company shall make to the Minister of Lands and Forests a report on its activities for the previous fiscal year. Such report shall contain all the information which the Minister may prescribe and those annually supplied to shareholders by directors as prescribed in the Companies Act.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.

In addition, the Company must at any time, give to the Minister of Lands and Forests any information on its activities that he may require.

26. The accounts of the Company shall be audited by the Auditor-General once a year and also whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders.

27. Sections 154 to 158 of the Companies Act shall not apply to the Company.

28. Section 45 of the Civil Service Superannuation plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965, (1st session), by section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, by section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, by section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and

l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, par l'article 2 du chapitre 8, l'article 87 du chapitre 17 et l'article 21 du chapitre 43 des lois de 1970, par l'article 2 du chapitre 17, l'article 199 du chapitre 19, l'article 65 du chapitre 20, l'article 26 du chapitre 77 des lois de 1971, et par l'article 96 du chapitre 14, l'article 175 du chapitre 55, l'article 66 du chapitre 53, l'article 11 du chapitre 58 et par l'article 133 du chapitre 49 des lois de 1972, est de nouveau modifié, en insérant au paragraphe 6°, après les mots « de l'environnement », les mots « le président du conseil d'administration de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, s'il est membre de la fonction publique ».

by section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, by section 2 of chapter 8, section 87 of chapter 17 and by section 21 of chapter 43 of the statutes of 1970, by section 2 of chapter 17, section 199 of chapter 19, section 65 of chapter 20, and section 26 of chapter 77 of the statutes of 1971, and by section 96 of chapter 14, section 175 of chapter 55, section 66 of chapter 53, section 11 of chapter 58 and by section 133 of chapter 49 of the statutes of 1972, is again amended by inserting after the word "environment" in paragraph 6, the words "the president of the board of directors of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company, if he is a civil servant".

29. Le ministre des terres et forêts est chargé de l'application de la présente loi.

29. The Minister of Lands and Forests shall have charge of the carrying out of this act.

30. La Société succède à la Société de récupération et d'exploitation forestières instituée par le chapitre 38 des lois de 1969, en acquiert les droits et en assume les obligations.

Cependant les avances consenties par le ministre des finances en vertu des articles 15 et 17 de la Loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydro-électrique des rivières Manicouagan et aux Outardes (1960/1961, chapitre 46) et en vertu de l'article 23 de la Loi de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec (1969, chapitre 38) et non remboursées au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont annulées.

30. The Company succeeds to the Québec Forest Salvage and Operations Company incorporated by chapter 38 of the statutes of 1969, acquires its rights and assumes its obligations.

Nevertheless, the advances granted by the Minister of Finance under sections 15 and 17 of the Act for the salvage of wood on lands required for the hydro-electric development of the Manicouagan and aux Outardes rivers (1960/1961, chapter 46) and under section 23 of the Québec Forest Salvage and Operations Company Act (1969, chapter 38) and not reimbursed at the time of the coming into force of this act are cancelled.

31. Les instances où la Société de récupération et d'exploitation forestières est partie peuvent être continuées par la Société ou contre elle sans reprise d'instance.

Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document, toute expression employée pour désigner la Société de récupération et d'exploitation forestières désigne la Société, y compris l'expression « REXFOR ».

31. Proceedings to which the Québec Forest Salvage and Operations Company is a party may be continued by or against the Company without continuance of suit.

In any act, proclamation, order in council, contract or document, any expression, including the expression "REXFOR", used to designate the Québec Forest Salvage and Operations Company means the Company.

32. Dans toute loi ou proclamation, ainsi que dans tout arrêté en conseil, con-

32. In any act, proclamation, order in council, contract or document, any re-

trat ou document, un renvoi à la Loi de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec est un renvoi aux dispositions équivalentes de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

33. Les personnes qui sont des employés de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, deviennent des employés de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

34. Les membres actuels de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec, sauf le président, deviennent membres du conseil d'administration de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

35. La Loi de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec (1969, chapitre 38) est abrogée.

36. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

ference to the Québec Forest Salvage and Operations Company Act is a reference to the equivalent provisions of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.

33. The employees of the Québec Forest Salvage and Operations Company at the coming into force of this act shall become employees of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company.

34. The present members of the Québec Forest Salvage and Operations Company, except the president, shall become members of the board of directors of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company, until their terms of office have expired.

35. The Québec Forest Salvage and Operations Company Act (1969, chapter 38) is repealed.

36. This act shall come into force on a date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction public

Sanctionnée le 16 mai 1973
(P.L. 8)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), est modifiée en insérant, après l'article 617*b*, les suivants:

« **617***c*. Vingt personnes inscrites sur la liste des électeurs peuvent proposer par écrit remis au président d'élection au jour, à l'heure et à l'endroit fixés, la candidature de toute personne éligible à la charge de commissaire d'écoles.

Un tel écrit peut aussi être remis au président d'élection à son bureau, en tout autre temps entre la date de l'avis publié conformément au deuxième alinéa de l'article 129 et le jour de la mise en candidature, avec le même effet que s'il était remis à l'époque et au lieu fixés pour la mise en candidature.

L'écrit doit indiquer les nom, prénoms, profession du candidat ainsi que le numéro ou le nom du quartier et être signé par les proposants; il doit aussi inclure le consentement écrit du candidat proposé ou en être accompagné et être remis au président d'élection de main à main par un des proposants ou par le candidat.

« **617***d*. En recevant l'écrit de mise en candidature, le président d'élection doit l'examiner et déclarer sur-le-champ

An Act to again amend the Education Act

Assented to 16th May 1973
(Bill 8)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), is amended by inserting after section 617*b* the following:

"**617***c*. Twenty persons entered on the electoral list may nominate any person qualified for the office of school commissioner by a writing delivered to the returning-officer on the day and at the time and place fixed.

Such a writing may also be delivered to the returning-officer at his office at any time between the date of the notice published in accordance with the second paragraph of section 129 and nomination day, with the same effect as if delivered at the time and place fixed for nomination.

The writing must state the name in full and occupation of the candidate and the number or name of the ward and be signed by the nominators; it must also include or be accompanied by the written consent of the candidate nominated and be delivered by hand to the returning-officer by one of the nominators or by the candidate.

"**617***d*. On receiving the nomination paper, the returning-officer shall examine it and declare whether he considers it

s'il le considère valide ou non et mettre sa déclaration à effet, en y inscrivant, sous sa signature, le mot « admis » ou le mot « rejeté ».

Cet écrit peut alors être corrigé ou être remplacé par un autre écrit tant que le délai pour la présentation des candidats n'est pas expiré.

« **617***e*. 1. La somme de $50 en monnaie légale ou un chèque visé pour cette somme fait à l'ordre de la commission scolaire et tiré sur une banque légalement constituée et faisant des opérations au Canada ou sur une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (chap. 293) doit être déposé entre les mains du président d'élection lorsque l'écrit de mise en candidature lui est remis.

2. Le reçu du président d'élection est dans chaque cas une preuve suffisante de la production de l'écrit de mise en candidature, du consentement du candidat et du dépôt ci-dessus mentionné.

3. La somme ainsi déposée par un candidat est insaisissable et lui est remise s'il est élu ou s'il reçoit un nombre de votes égal à au moins 10% des suffrages exprimés; sinon, elle appartient à la commission scolaire et est affectée par elle au paiement des frais de l'élection à moins que l'article 133 ne reçoive application, auquel cas le dépôt du candidat décédé est remis à ses héritiers légaux et celui des autres candidats leur est remis.

« **617***f*. Le président d'élection doit, dans les trois jours qui suivent celui de la mise en candidature, donner un avis public indiquant:

1° les noms, prénoms et professions des candidats, par ordre alphabétique et par quartier;

2° le lieu, le jour et les heures fixés pour le scrutin. »

2. L'article 618 de ladite loi, édicté par l'artcle 4 du chapitre 60 des lois de 1972 et modifié par l'article 4 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 282*) des lois de 1973, est de nouveau modifié en ajoutant, dans la septième ligne

valid or not, and shall enter thereon over his signature the word "accepted" or the word "rejected".

Such writing may then be corrected or replaced by another if the delay for nomination of candidates has not expired.

"**617***e*. (1) The amount of $50 in legal currency or a certified cheque for that amount payable to the school board drawn upon any chartered bank doing business in Canada or upon any savings and credit union governed by the Savings and Credit Unions Act (Chap. 293) shall be deposited in the hands of the returning-officer at the time the nomination paper is filed with him.

(2) The receipt of the returning-officer shall, in every case, be sufficient evidence of the filing of the nomination paper, of the consent of the candidate and of the deposit hereinabove mentioned.

(3) The amount so deposited by any candidate is not subject to seizure and shall be returned to him in the event of his being elected or of his obtaining a number of votes at least equal to 10% of the votes cast; otherwise it shall belong to the school board and be applied towards the payment of the election expenses, unless section 133 applies, in which case the deposit of the candidate who dies is returned to his legal heirs and that of each other candidate is returned to him.

"**617***f*. The returning-officer, within three days after the nomination, must give a public notice announcing:

(1) the full names and occupations of the candidates, in alphabetical order and by wards;

(2) the place, day and time fixed for the polling."

2. Section 618 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972 and amended by section 4 of chapter (*insert here chapter number of Bill 282*) of the statutes of 1973, is again amended by adding after the number

du premier alinéa, après le chiffre « 127 », les chiffres suivants: « , 130, 137 ».

3. Le président d'élection de tout comité d'implantation visé à la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal (1972, chapitre 60) et de toute corporation scolaire qui agit à ce titre suivant ladite loi doit prendre les mesures nécessaires pour que la présente loi et l'article 617*b* de la Loi de l'instruction publique reçoivent toute leur application.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

"127" in the fifth line of the first paragraph the following numbers: ", 130, 137".

3. The returning-officer of every founding committee contemplated in the Act to promote school development on the island of Montreal (1972, chapter 60) and of every school corporation acting as such under the said act must take the necessary measures to ensure full application of this act and section 617*b* of the Education Act.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

Sanctionnée le 1er juin 1973
(P.L. 9)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45), modifié par l'article 1 du chapitre 35 des lois de 1970 et par l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) « association représentative »: une confédération, une fédération ou une union de groupements de salariés, constitués ou non en corporation, dont la compétence s'étend à l'ensemble du Québec pour tous les métiers et emplois de la construction, de même qu'un groupement d'employeurs, constitué ou non en corporation, ou une fédération de groupements d'employeurs, dont la compétence s'étend à l'ensemble du Québec, pour tous les métiers et emplois de la construction ou pour ceux des électriciens ou des plombiers et à qui le commissaire-enquêteur en chef a délivré le certificat prévu à l'article 6; »;

b) en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:

« *c*) « commissaire-enquêteur en chef »: le commissaire-enquêteur en chef nommé en vertu de l'article 21*a* du Code du travail et qui, pour les fins de la présente loi, est investi des pouvoirs, immunités et privilèges d'un commissaire nommé en

An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act

Assented to 1st June 1973
(Bill 9)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45), amended by section 1 of chapter 35 of the statutes of 1970 and by section 1 of chapter 46 of the statutes of 1971, is again amended:

(*a*) by replacing paragraph *b* by the following:

"(*b*) "representative association": a confederation, federation or union of incorporated or unincorporated groups of employees which has jurisdiction throughout the province of Québec in respect of all construction trades and occupations, or an incorporated or unincorporated group of employers, or a federation of such groups, which has jurisdiction throughout the Province in respect of all construction or electrician's and plumber's trades and occupations and to which the chief investigation commissioner has issued the certificate provided for in section 6;";

(*b*) by replacing paragraph *c* by the following:

"(*c*) "chief investigation commissioner": the chief investigation commissioner appointed under section 21*a* of the Labour Code who, for the purposes of this act, is vested with the powers, immunities and privileges of a commissioner ap-

vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11); ».

2. L'article 2 de ladite loi, remplacé par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1970, est modifié en ajoutant, après le paragraphe 6°, le suivant:

« 7° aux travaux de pose ou de montage du verre plat assujettis à un décret en vertu de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143) si le champ d'application de ce décret s'étend à tout le Québec et si le décret couvre à la fois les travaux de fabrication, de pose et de montage. »

3. L'article 2*a* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1970, est modifié en retranchant, dans les cinq dernières lignes, les mots « Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée. »

4. L'article 2*f* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1970, est modifié:

a) en insérant, dans la troisième ligne, après le mot « associations », les mots « les plus »;

b) en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots « cinq associations » par les mots « deux associations les plus ».

5. Les articles 4 à 9 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

« **4.** Toute confédération, fédération ou union de groupements de salariés ou tout groupement d'employeurs ou toute fédération de groupements d'employeurs qui désire faire constater sa représentativité doit en faire la demande au commissaire-enquêteur en chef dans le cours du dixième mois qui précède la date d'expiration du décret.

« **5.** Le commissaire-enquêteur en chef doit s'assurer que le requérant est une association au sens du paragraphe *b* de l'article 1.

pointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11);".

2. Section 2 of the said act, replaced by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1970, is amended by adding after paragraph 6 the following:

"(7) setting or installing flat glass subject to a decree under the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 143) if the field of application of such decree extends throughout the province of Québec and if the decree covers manufacture, setting and installing."

3. Section 2*a* of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1970, is amended by striking out the words "Every regulation made under this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein." in the last five lines.

4. Section 2*f* of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1970, is amended:

(*a*) by inserting the word "most" after the word "two" in the third line;

(*b*) by replacing the word "five" in the sixth line by the words "two most".

5. Sections 4 to 9 of the said act are replaced by the following:

"**4.** Every confederation, federation or union of groups of employees and every group or federation of groups of employers wishing to have its representativeness ascertained must apply to the chief investigation commissioner in the tenth month preceding the expiry date of the decree.

"**5.** The chief investigation commissioner shall ascertain whether the applicant is an association within the meaning of paragraph *b* of section 1.

Il doit, au plus tard le dernier jour du huitième mois qui précède la date d'expiration du décret, rendre publique la liste des associations visées à l'alinéa précédent.

« **6.** Le commissaire-enquêteur en chef constate le degré de représentativité d'une association conformément aux critères établis à l'article 7 ou à l'article 8, selon le cas.

Il délivre à chaque association inscrite sur la liste dressée en vertu de l'article 5, avant la fin du quatrième mois qui précède la date d'expiration du décret, un certificat établissant son degré de représentativité.

« **7.** La représentativité d'une association de salariés correspond à la moyenne arithmétique des pourcentages suivants:

a) le pourcentage que représente le nombre de salariés qui ont fait connaître au commissaire-enquêteur en chef, au cours du septième mois qui précède la date d'expiration du décret, de la façon prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, leur adhésion à cette association et qui ont versé un prélèvement à la Commission de l'industrie de la construction au cours des neuf premiers mois de l'année civile qui précède la date d'expiration du décret, par rapport à l'ensemble des salariés qui ont versé un prélèvement au cours de cette même période;

b) le pourcentage que représente le montant des prélèvements versés à la Commission de l'industrie de la construction au cours des neuf premiers mois de l'année civile qui précède la date d'expiration du décret par les salariés qui ont fait connaître, conformément au paragraphe *a*, leur adhésion à cette association, par rapport au total des prélèvements versés par l'ensemble des salariés au cours de cette même période;

c) le pourcentage que représente le nombre d'heures travaillées au cours des neuf premiers mois de l'année civile qui précède la date d'expiration du décret par les salariés qui ont fait connaître, conformément au paragraphe *a*, leur adhésion à cette association, par rapport

He shall, not later than the last day of the eighth month preceding the expiry date of the decree, make public a list of the associations contemplated in the preceding paragraph.

"**6.** The chief investigation commissioner shall ascertain the degree of representativeness of an association according to the criteria set out in section 7 or 8, whichever applies.

He shall, before the end of the fourth month preceding the expiry date of the decree, issue a certificate to each association entered on the list prepared under section 5, establishing the degree of its representativeness.

"**7.** The representativeness of an association of employees corresponds to the arithmetic average of the following percentages:

(*a*) the percentage that the number of employees who informed the chief investigation commissioner during the seventh month preceding the expiry date of the decree, in the manner prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, of their membership in that association, and who paid one levy to the Construction Industry Commission during the first nine months of the calendar year preceding the expiry date of the decree, is of all the employees who paid a levy during the same period;

(*b*) the percentage that the amount of the levies paid to the Construction Industry Commission during the first nine months of the calendar year preceding the expiry date of the decree by the employees who made known, in accordance with paragraph *a*, their membership in that association, is of all levies paid by all employees during the same period;

c) the percentage that the number of hours worked during the first nine months of the calendar year preceding the expiry date of the decree by the employees who made known, in accordance with paragraph *a*, their membership in that association, is of the total hours worked by

au total des heures travaillées par l'ensemble des salariés au cours de cette même période.

« **8.** La représentativité d'une association d'employeurs correspond à la moyenne arithmétique des pourcentages suivants:

a) le pourcentage que représente le nombre d'employeurs professionnels qui ont fait connaître au commissaire-enquêteur en chef, au cours du septième mois qui précède la date d'expiration du décret, de la façon prévue par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, leur adhésion à cette association, et qui ont versé un prélèvement à la Commission de l'industrie de la construction au cours des neuf premiers mois de l'année civile qui précède la date d'expiration du décret, par rapport à l'ensemble des employeurs professionnels qui ont fait connaître une telle adhésion à une association représentative et qui ont versé un prélèvement au cours de cette même période;

b) le pourcentage que représente le montant des prélèvements versés à la Commission de l'industrie de la construction au cours des neuf premiers mois de l'année civile qui précède la date d'expiration du décret par les employeurs professionnels qui ont fait connaître, conformément au paragraphe *a*, leur adhésion à cette association, par rapport au total des prélèvements versés au cours de la même période par l'ensemble des employeurs professionnels qui ont fait connaître leur adhésion à une association représentative;

c) le pourcentage que représente le nombre d'heures travaillées au cours des neuf premiers mois de l'année civile qui précède la date d'expiration du décret par les salariés des employeurs professionnels qui ont fait connaître, conformément au paragraphe *a*, leur adhésion à cette association, par rapport au total des heures travaillées par l'ensemble des salariés des employeurs professionnels au cours de cette même période.

« **9.** Une ou plusieurs associations de salariés représentatives peuvent aviser par écrit une ou plusieurs associations d'employeurs représentatives, ou encore une ou plusieurs associations d'employeurs

all employees during the same period.

"**8.** The representativeness of an employers' association corresponds to the arithmetic average of the following percentages:

(*a*) the percentage that the number of professional employers who informed the chief investigation commissioner, during the seventh month preceding the expiry date of the decree, in the manner provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, of their membership in that association, and who paid one levy to the Construction Industry Commission during the first nine months of the calendar year preceding the expiry date of the decree, is of all the professional employers who made known their membership in a representative association and who paid one levy during the same period;

(*b*) the percentage that the amount of the levies paid to the Construction Industry Commission during the first nine months of the calendar year preceding the expiry date of the decree by the professional employers who made known, in accordance with paragraph *a*, their membership in that association, is of all levies paid during the same period by all the professional employers who made known their membership in a representative association;

(*c*) the percentage that the number of hours worked during the first nine months of the calendar year preceding the expiry date of the decree by the employees of the professional employers who made known, in accordance with paragraph *a*, their membership in that association, is of the total hours worked by all employees of the professional employers during the same period.

"**9.** One or more representative associations of employees may notify in writing one or more representative employers' associations, and one or more representative employers' associations may notify in

représentatives peuvent aviser par écrit une ou plusieurs associations de salariés représentatives, que ses ou leurs représentants sont prêts à négocier pour la conclusion d'une convention collective.

Cet avis peut être donné à compter du deuxième mois qui précède la date d'expiration du décret.

Toute autre association représentative doit en être informée sans délai.

Les négociations doivent commencer entre une ou des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et entre une ou des associations d'employeurs représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et elles doivent se poursuivre avec diligence et bonne foi. »

writing one or more representative associations of employees, that its or their representatives are prepared to negotiate a collective agreement.

Such notice may be given from the second month preceding the expiry date of the decree.

Every other representative association must be informed of it without delay.

Negociations must begin between one or more associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent and one or more employers' associations whose representativeness is more than fifty per cent and continue diligently and in good faith."

6. Les articles 11 et 12 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

« **11.** Pour être considérée comme convention collective, une entente doit être conclue par une ou plusieurs associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et par une ou plusieurs associations d'employeurs représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.

« **12.** À défaut d'une telle entente, le différend peut être déféré à un conseil d'arbitrage conformément au Code du travail du consentement des associations d'employeurs représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.

La grève ou le lock-out est permis à la date originale d'expiration du décret, à moins que le différent soit déféré à un conseil d'arbitrage. »

6. Sections 11 and 12 of the said act are replaced by the following:

"**11.** An agreement must, to be considered a collective agreement, be made by one or more associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent and by one or more employers' associations whose representativeness is more than fifty per cent.

"**12.** If there is no such an agreement, the dispute may be referred to a council of arbitration in accordance with the Labour Code with the consent of the employers' associations whose representativeness is more than fifty per cent and the associations of employees whose representativeness if more than fifty per cent.

Strikes or lock-outs are permitted from the original expiry date of the decree, unless the dispute is referred to a council of arbitration."

7. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les cinquième, sixième, septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « dans le territoire pour lequel cette convention est conclue; une seule convention collective peut être conclue pour ce territoire » par les mots « au Québec; une seule convention peut être conclue ».

7. Section 13 of the said act is amended by replacing the words "in the territory for which such agreement is made; one collective agreement only may be made for such territory" in the fifth, sixth, seventh and eighth lines by the words "in the province of Québec; only one agreement may be made".

8. L'article 14 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les septième et huitième lignes, les mots « ou dans une région déterminée ».

8. Section 14 of the said act is amended by striking out the words "or in a stated region" in the seventh and eighth lines.

9. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 98 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots « , qui doivent faire l'objet du décret selon le premier alinéa de l'article 28, » par les mots « ou de la sentence arbitrale »;

b) en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

« À compter de cette publication, toutes les clauses de la convention collective concernant la classification des emplois, la rémunération, le bulletin de paie, la durée du travail, les heures supplémentaires, les jours fériés, les congés payés, le délai-congé, les majorations de salaire, les primes, les indemnités et allocations diverses et le régime complémentaire de sécurité sociale ont tous les effets d'un décret jusqu'à la publication du décret suivant l'article 19. »

9. Section 15 of the said act, amended by section 98 of chapter 51 of the statutes of 1969, is again amended:

(*a*) by replacing the words ", which are to be the subject of the decree in accordance with the first paragraph of section 28," in the second, third and fourth lines of the first paragraph by the words "or of the arbitration award";

(*b*) by replacing the third paragraph by the following:

"From such publication, every clause of the collective agreement respecting classification of employments, remuneration, payroll, working hours, overtime, holidays, vacations with pay, notice of dismissal, salary increases, various indemnities and allowances and the complementary social security plan has every effect of a decree until publication of the decree under section 19."

10. L'article 16 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « parties représentatives signataires de la convention collective » par les mots « associations d'employeurs représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et par les associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent »;

b) en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

« Le ministre peut recommander des modifications non agréées par les associations visées au premier alinéa, pour soustraire une autre association à une clause discriminatoire ou à une clause qui n'affecte que ses membres et à laquelle elle n'a pas consenti. »

10. Section 16 of the said act is amended:

(*a*) by replacing the words "representative parties who signed the collective agreement" in the eighth and ninth lines of the first paragraph by the words "employers' associations whose representativeness is more than fifty per cent and by the associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent";

(*b*) by inserting after the first paragraph the following:

"The Minister may recommend amendments not approved by the associations contemplated in the first paragraph, to exempt another association from the effect of a discriminatory clause or a clause affecting its members only and to which it has not consented."

11. L'article 18 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la dernière ligne du premier alinéa, le mot « représentatives » par ce qui suit: « d'employeurs

11. Section 18 of the said act is amended:

(*a*) by replacing the word "associations" in the third and fourth lines of the first paragraph by the following: "em-

représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et celui des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent »;

b) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots « représentatives signataires de la convention collective » par les mots « de salariés et d'employeurs représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent ».

12. L'article 32 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 35 des lois de 1970 et par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, après le mot « commission », les mots « mixte et paritaire »;

b) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Cette commission est composée de quatorze personnes, dont six représentant les associations de salariés représentatives, six représentant les associations d'employeurs représentatives, un président désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des parties et une personne nommée par le ministre, qui peut désigner un substitut.

Chacune des six associations les plus représentatives désigne un membre.

S'il ne se trouve pas d'associations représentatives en nombre suffisant pour remplir tous les postes, ceux-ci sont remplis, lors d'un deuxième tour, par les associations de salariés ou d'employeurs, suivant le cas, à raison d'un membre additionnel par association de salariés ou d'employeurs représentative à un degré de quinze pour cent ou plus. Chaque association exerce son droit de nomination à tour de rôle, par ordre de degré de représentativité de chacune, jusqu'à ce que tous les postes aient été comblés.

S'il reste alors des postes à remplir, un troisième tour est tenu, de la même manière, par les associations de salariés ou d'employeurs représentatives à un degré de trente pour cent ou plus.

Chaque association représentative désigne un substitut pour chaque membre auquel elle a droit.

ployers' associations whose representativeness is more than fifty per cent and that of the associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent";

(*b*) by replacing the words "representative associations that signed the collective agreement" in the third and fourth lines of the second paragraph by the words "employers' associations and associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent".

12. Section 32 of the said act, replaced by section 4 of chapter 35 of the statutes of 1970 and by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended:

(*a*) by inserting after the word "a" in the second line of subsection 1 the words "joint parity";

(*b*) by replacing subsection 2 by the following:

"(2) Such commission shall consist of fourteen persons, including six representing the representative associations of employees, six representing the representative employers' associations, a chairman designated by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the parties and a person appointed by the Minister, who may designate a substitute.

Each of the six most representative associations shall designate one member.

If the number of representative associations is not sufficient to fill all the places, they are filled, on the second round, by the associations of employees or employers' associations, as the case may be, to the extent of one additional member for each association of employees or employers' association whose representativeness is fifteen per cent or more. Each association in turn shall exercise its right to appoint in order of representativeness, until all the places are filled.

If any place remains unfilled, a third round shall be held in the same manner by the associations of employees or employers' associations whose representativeness is thirty per cent or more.

Each representative association shall designate a substitute for each member to whom it is entitled.

Tout substitut n'assiste aux séances qu'en l'absence du membre.

La durée du mandat du président se termine une année après l'expiration du décret. Le président demeure toutefois en fonction, nonobstant l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé conformément au présent paragraphe. »;

c) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 4, les mots « plus tard le 15 juillet 1971 » par les mots « cours du mois qui suit la date de la publication du décret »;

d) en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe 4, après le mot « membres », les mots « et les substituts »;

e) en remplaçant les deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes du paragraphe 5 par ce qui suit: « autre que le président et celui désigné par le ministre est déterminée par l'association représentative qui le désigne »;

f) en remplaçant dans les dix-septième et dix-huitième lignes du paragraphe 5, les mots « ou les associations représentatives qui l'avaient » par les mots « qui l'avait »;

g) en retranchant les paragraphes 6 et 7;

h) en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

« 8. Le quorum de la commission est constitué du président, du membre désigné par le ministre, de trois personnes représentant les associations représentatives d'employeurs et de trois personnes représentant les associations représentatives de salariés. »;

i) en remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

« Pour être valablement prise, toute décision doit être approuvée à la fois par une majorité syndicale et par une majorité patronale. Chaque association représentative syndicale ou patronale dispose, par l'entremise de l'ensemble de ses représentants, d'un vote dont la valeur relative correspond au degré de représentativité de l'association; »;

j) en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant:

« 10. *a*) Si les parties patronales et syndicales ne parviennent pas à s'entendre sur une décision à prendre, le président tranche la question;

No substitute may attend meetings unless the member is absent.

The term of office of the chairman lapses one year after the expiry of the decree. He shall nevertheless remain in office, notwithstanding the expiry of his term, until replaced in accordance with this subsection.";

(*c*) by replacing the words "Not later than the 15th of July 1971" in the first and second lines of paragraph 4 by the words "During the month following the date of publication of the decree";

(*d*) by inserting after the word "members" in the fourth line of paragraph 4 the words "and substitutes";

(*e*) by replacing the second, third, fourth and fifth lines of paragraph 5 by the following: "other than the chairman and the member designated by the Minister shall be fixed by the representative association designating him, but shall";

(*f*) by striking out the words "or associations" in the seventeenth line of paragraph 5;

(*g*) by striking out paragraphs 6 and 7;

(*h*) by replacing paragraph 8 by the following:

"(8) The chairman, the member designated by the Minister, three persons representing the representative employers' associations and three persons representing the representative associations of employees constitute a quorum.";

(*i*) by replacing paragraph 9 by the following:

"Every decision to be valid must be approved by both a union majority and an employer majority. Each representative union or employers' association has, for the whole group of its representatives, one vote the relative value of which corresponds to the association's representativeness;";

(*j*) by replacing paragraph 10 by the following:

"(10) (*a*) If the employer and union parties fail to agree on a question, the chairman shall decide;

b) Toute association représentative peut en appeler au président d'une décision prise concernant l'interprétation ou l'application du décret. Tel appel doit être communiqué, par écrit, au secrétaire de la commission au plus tard au cours de la journée ouvrable suivant la date de la décision. Le président peut décider immédiatement du rejet ou de l'adoption de la proposition. Il peut aussi, avant de ce faire, entendre les membres intéressés;

c) Aucun membre de la Commission ne peut détenir un emploi rémunéré à la Commission et aucun avantage pécuniaire ou autre ne peut leur être consenti que conformément aux règlements de la Commission approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. »;

k) en remplaçant le paragraphe 14 par le suivant:

« 14. La rémunération et les autres conditions de travail du président sont déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont à la charge de la commission. »;

l) en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes du paragraphe 15, les mots « visés aux sous-paragraphes *a* à *h* du premier alinéa du paragraphe 2 » par les mots « représentant les associations représentatives ».

13. L'article 32*f* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Sans limiter la portée de ce qui précède, l'administrateur nommé par le ministre doit faire enquête sur tous faits ou toutes situations qu'on porte à son attention et qui peuvent causer un préjudice à un ou des employés de la construction ou de la Commission de l'industrie de la construction ou à l'une des parties représentées. Il prend toutes mesures correctives utiles, en fait rapport au ministre et y ajoute toutes les recommandations qu'il juge appropriées. »

14. L'article 32*l* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Ce comité est composé de quatorze personnes dont six représentant les asso-

(*b*) Every representative association may appeal to the chairman from a decision made respecting the interpretation or application of a decree. Such appeal must be communicated to the secretary of the commission in writing not later than during the working day following the date of the decision. The chairman may forthwith decide that the motion is adopted or dismissed. He may also hear the interested members before doing so;

(*c*) A member of the Commission shall not hold a remunerated employment with the Commission and shall not receive a pecuniary or other benefit except in accordance with the regulations of the Commission approved by the Lieutenant-Governor in Council.";

(*k*) by replacing paragraph 14 by the following:

"(14) The remuneration and other conditions of employment of the chairman shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and be the responsibility of the commission.";

(*l*) by replacing the words "contemplated in sub-paragraphs *a* to *h* of the first paragraph of subsection 2" in the first, second and third lines of paragraph 15 by the words "representing the representative associations".

13. Section 32*f* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended by adding the following paragraph:

"Without limiting the generality of the foregoing, the administrator appointed by the Minister shall investigate every fact or situation brought to his attention that might prejudice one or more employees of the construction industry or of the Construction Industry Commission, or one of the parties represented. He shall take any necessary corrective measure and report on it to the Minister with any recommendation he thinks suitable."

14. Section 32*l* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended by replacing subsection 2 by the following:

"(2) Such committee consists of fourteen persons, including six representing the

ciations de salariés représentatives, six représentant les associations d'employeurs représentatives, le président de la Commission de l'industrie de la construction qui en est le président et une personne nommées par le ministre qui peut désigner un substitut.

Chacune des six associations les plus représentatives désigne un membre.

S'il ne se trouve pas d'associations représentatives en nombre suffisant pour remplir tous les postes, ceux-ci sont remplis, lors d'un deuxième tour, par les associations de salariés ou d'employeurs, suivant le cas, à raison d'un membre additionnel par association de salariés ou d'employeurs représentatives à un degré de quinze pour cent ou plus. Chaque association exerce son droit de nomination à tour de rôle, par ordre de degré de représentativité de chacune, jusqu'à ce que tous les postes aient été comblés.

S'il reste alors des postes à remplir, un troisième tour est tenu, de la même manière, par les associations de salariés ou d'employeurs représentatives à un degré de trente pour cent ou plus.

Chaque association représentative désigne un substitut pour chaque membre auquel elle a droit.

Tout substitut n'assiste aux séances qu'en l'absence du membre. »

representative associations of employees, six representing the representative employers' associations, the chairman of the Construction Industry Commission who shall be the chairman of the committee, and one person appointed by the Minister who may designate a substitute.

Each of the six most representative associations shall designate one member.

If the number of representative associations is insufficient to fill all the places, they shall be filled, on the second round, by the associations of employees or employers' associations as the case may be, to the extent of one additional member for every association of employees or employers' association whose representativeness is fifteen percent or more. Each association shall in turn exercise its right to appoint a member in order of representativeness until all the places are filled.

If any place remains unfilled, a third round shall be held in the same manner by the associations of employees or employers' associations whose representativeness is thirty percent or more.

Each representative association shall designate one substitute for each member to whom it is entitled.

A substitute shall not attend a meeting unless the member is absent."

15. L'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1972, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière phrase, les mots « entre le cent quatre-vingtième et le cent quarantième jour » par les mots « pendant le septième mois ».

15. Section 33 of the said act, amended by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words "between the one hundred and eightieth and the one hundred and fortieth days" in the last sentence by the words "during the seventh month".

16. Ladite loi est modifiée en retranchant le chapitre IX, comprenant les articles 47 et 48.

16. The said act is amended by striking out chapter IX, comprising sections 47 and 48.

17. L'article 58 de ladite loi est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot « règlement », les mots « ou tout autre règlement adopté en vertu de la présente loi ».

17. Section 58 of the said act is amended by inserting, after the word "regulation" in the fourth line, the words "or any other regulation made under this act".

18. L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant:

18. Section 62 of the said act is replaced by the following:

« **62.** Le lieutenant-gouverneur en conseil doit édicter des règlements portant sur les bureaux de placement des associations de salariés. Un avis de l'adoption de ces règlements doit être publié suivant les prescriptions de l'article 15.

Toute convention collective entre un employeur ou une association d'employeurs et une association de salariés en vertu de laquelle la totalité ou un pourcentage de la main-d'oeuvre doit être embauchée par l'intermédiaire du bureau de placement d'une association de salariés est interdite. »

19. En vue du remplacement du décret relatif à l'industrie de la construction qui a expiré le 30 avril 1973, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

a) s'assure que les confédérations, fédérations ou unions de groupements de salariés de même que les groupements d'employeurs ou les fédérations de groupements d'employeurs lui ayant demandé, avant le 9 mai 1973, de reconnaître leur caractère représentatif sont des associations au sens du paragraphe *b* de l'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, ce qui tient lieu des exigences de l'article 5 de ladite loi;

b) constate la représentativité des associations qu'il a reconnues en vertu du paragraphe *a* et des associations mentionnées à l'article 5 de ladite loi tel qu'il se lisait avant son remplacement par la présente loi et il leur délivre le certificat prévu à l'article 6 de ladite loi, ce qui tient lieu des exigences dudit article;

c) peut considérer comme convention collective, aux fins du chapitre V de ladite loi, toute entente intervenue avant l'entrée en vigueur de la présente loi si telle entente a été conclue par une ou des associations d'employeurs représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et par une ou des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.

20. Le président de la Commission de l'industrie de la construction en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi demeure en fonction pour la durée non expirée du terme pour lequel il avait été nommé.

"**62.** The Lieutenant-Governor in Council shall make regulations respecting the employment offices of the associations of employees. A notice of the adoption of such regulations shall be published in accordance with section 15.

Every collective agreement between an employer or an employers' association and an association of employees by which all or a percentage of the labour force must be hired through the employment office of an association of employees is prohibited."

19. To replace the decree respecting the construction industry which expired April 30, 1973, the Minister of Labour and Manpower:

(*a*) shall ascertain whether the confederations, federations or unions of groups of employees and groups or federations of groups of employers who applied to him before May 9, 1973 for recognition of their representative character are associations within the meaning of paragraph *b* of section 1 of the Construction Industry Labour Relations Act, and this shall be instead of the requirements of section 5 of the said act;

(*b*) shall attest to the representativeness of the associations he recognizes under paragraph *a* and those mentioned in section 5 of the said act as it read before it was replaced by this act, and issue them the certificates provided for in section 6 of the said act, and this shall be instead of the requirements of that section;

(*c*) may for the purposes of chapter V of the said act consider to be a collective agreement any agreement reached before this act came into force if the agreement was reached between one or more employers' associations whose representativeness was more than fifty per cent and one or more associations of employees whose representativeness was more than fifty per cent.

20. The chairman of the Construction Industry Commission in office when this act comes into force shall remain in office for the remainder of the term he was appointed for.

21. Les autres membres de la Commission de l'industrie de la construction et les membres du Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction demeurent en fonction jusqu'à la nomination des nouveaux membres de la Commission et du Comité.

Les nouveaux membres de la Commission et du Comité doivent être nommés par les associations intéressées dans les trente jours de la délivrance du certificat prévu à l'article 19.

22. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

137-o

21. The other members of the Construction Industry Commission and the members of the Construction Industry Social Benefits Committee remain in office until the appointment of the new members of such bodies.

The new members of the Commission and of the Committee must be appointed by the interested associations within thirty days from the issue of the certificate contemplated in section 19.

22. This act shall come into force on the day of its sanction.

137-o

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 10)

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget supplémentaire des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 2, 1973/1974.*

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, $58,001,000 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service

Assented to 29th June 1973
(Bill 10)

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the supplementary estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 2, 1973/1974.*

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, $58,001,000 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pur-

estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

suant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE

Sommes accordées à Sa Majesté par la présente loi pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, avec indication des objets pour lesquelles elles sont accordées

SCHEDULE

Sums granted to Her Majesty, by this act, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, with indication of the purposes for which they are granted.

3 – AFFAIRES MUNICIPALES / *MUNICIPAL AFFAIRS*		
PROGRAMME 2		
Aide et surveillance administratives et financières *Administrative and Financial Assistance and Supervision*		26,000,000
10 – ÉDUCATION / *EDUCATION*		
PROGRAMME 5		
Services administratifs dont les coûts sont imputés *Charged Cost Administrative Services*	1,000	
PROGRAMME 6		
Fonctionnement de l'enseignement élémentaire public *Operation of Public Elementary Education*	7,200,000	
PROGRAMME 10		
Fonctionnement de l'enseignement secondaire public *Operation of Public Secondary Education*	10,800,000	
PROGRAMME 20		
Promotion du sport / *Sports Promotion*	429,000	
PROGRAMME 21		
Développement des loisirs / *Development of Recreational Activities*	2,071,000	20,501,000

11 - FINANCES / *FINANCE*

PROGRAMME 4

Fonds de suppléance / *Contingency Account*	7,500,000

14 - INDUSTRIE ET COMMERCE
INDUSTRY AND COMMERCE

PROGRAMME 3

Orientation et développement de l'industrie secondaire *Orientation and Development of Secondary Industries*	1,000,000

21 - TRANSPORTS / *TRANSPORT*

PROGRAMME 5

Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	3,000,000
	58,001,000

Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines Églises

Sanctionnée le 15 juin 1973
(P.L. 11)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 de la Loi de la constitution de certaines Églises (Statuts refondus, 1964, chapitre 305) est modifié en retranchant dans la trentième ligne, après le mot « membres », le mot « masculins ».

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

An Act to amend the Church Incorporation Act

Assented to 15th June 1973
(Bill 11)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Church Incorporation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 305) is amended by striking out the word "male" before the word "members" in the thirty-first line.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 12)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de la protection sanitaire des animaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 126) est modifiée en ajoutant, après l'article 29, la section et les articles suivants:

« SECTION IV

« DE LA VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

« **30.** Dans la présente section et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient:

a) « animal »: un animal vivant d'espèce chevaline, bovine, ovine ou porcine et le lapin domestique vivant;

b) « vente aux enchères »: la vente d'un animal aux enchères publiques et toute autre méthode équivalente de vente déterminée par règlement;

c) « établissement »: un établissement servant à la vente aux enchères d'animaux à l'exception d'un parc à bestiaux régi par la Loi sur les animaux de ferme et leurs produits (Statuts revisés du Canada, 1970, chapitre L-8);

d) « société d'agriculture »: une société d'agriculture régie par la Loi des sociétés d'agriculture (chap. 112);

e) « société coopérative agricole »: une société coopérative agricole régie par la

An Act to amend the Animal Health Protection Act

Assented to 29th June 1973
(Bill 12)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Animal Health Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 126) is amended by inserting after section 29, the following division and sections:

"DIVISION IV

"AUCTION OF LIVESTOCK

"**30.** In this division and the regulations, unless the context requires a different meaning, the following words and expressions mean:

(*a*) "animal": livestock of the equine, bovine, ovine or porcine species and live domestic rabbits;

(*b*) "auction": the sale of an animal by public auction and any other equivalent method of sale determined by regulation;

(*c*) "establishment": an establishment for the auction of animals, except a stockyard governed by the Livestock and Livestock Products Act (Revised Statutes of Canada, 1970, chapter L-8);

(*d*) "agricultural society": an agricultural society governed by the Agricultural Societies Act (Chap. 112);

(*e*) "cooperative agricultural association": a cooperative agricultural associa-

Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 124);

f) « syndicat d'élevage »: un syndicat d'élevage régi par la Loi des syndicats d'élevage (chap. 115);

g) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente section;

h) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de la présente section par le lieutenant-gouverneur en conseil;

i) « ministre »: le ministre de l'agriculture.

« **31.** Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.

« **32.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre dans la forme prescrite par règlement et accompagnée des documents prévus par règlement.

Le ministre délivre le permis si le requérant remplit les conditions prescrites par les règlements et verse les droits qui y sont déterminés.

« **33.** Tout permis expire le 31 décembre suivant son émission; il peut être renouvelé aux conditions prescrites par règlement.

« **34.** Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transportés à une autre personne.

« **35.** Tout permis doit être affiché dans l'établissement à un endroit où il peut être facilement examiné par le public.

« **36.** Le ministre peut suspendre ou annuler le permis de toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente section ou des règlements après en avoir été requise, par écrit, par le ministre ou un inspecteur, ou qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

« **37.** Le ministre informe de sa décision, par écrit, la personne à qui il refuse de délivrer ou de renouveler un permis ou dont il annule le permis.

tion governed by the Cooperative Agricultural Associations Act (Chap. 124);

(*f*) "stock-breeding syndicate": a stock-breeding syndicate governed by the Stock-breeding Syndicates Act (Chap. 115);

(*g*) "permit": a permit issued under this division;

(*h*) "regulation": any regulation made under this division by the Lieutenant-Governor in Council;

(*i*) "Minister": the Minister of Agriculture.

"**31.** No person may operate an establishment unless he holds a permit issued for such purpose by the Minister.

"**32.** Every person requesting a permit shall send an application to the Minister in the form and with the documents prescribed by regulation.

The Minister shall issue the permit if the applicant fulfils the conditions prescribed by the regulations and pays the fees determined therein.

"**33.** Every permit expires on the 31st of December following its issue; it may be renewed on the conditions prescribed by regulation.

"**34.** The rights conferred by a permit cannot be validly transferred to another person.

"**35.** Every permit must be posted in the establishment at a place where it may be easily examined by the public.

"**36.** The Minister may suspend or cancel the permit of any person who refuses or neglects to comply with this division or the regulations after having been required to do so, in writing, by the Minister or an inspector, or who has been found guilty of an offence under this act or the regulations.

"**37.** The Minister shall, in writing, inform of his decision the person to whom he refuses to issue or renew a permit or whose permit he cancels.

« **38.** Il est interdit d'offrir en vente ou de vendre un animal dans un établissement autrement qu'au moyen de la vente aux enchères.

« **39.** Il est interdit de transporter, de recevoir ou de garder pour fins de vente, d'offrir en vente ou de vendre, dans un établissement, autre chose qu'un animal qui fait ou doit faire l'objet d'une vente aux enchères.

« **40.** Il est interdit d'amener, de faire amener, de recevoir ou garder pour fins de vente aux enchères ou de vendre aux enchères un animal dans un endroit autre qu'un établissement exploité par une personne qui détient un permis.

« **41.** Toute personne qui détient un permis doit tenir les livres, registres et comptes prescrits par règlement.

« **42.** L'exploitant d'un établissement qui reçoit des fonds pour le compte d'autrui à la suite d'une vente aux enchères, doit déposer ces fonds dans un compte spécial en fidéicommis et se conformer aux conditions prescrites par règlement pour le dépôt et le retrait de ces fonds.

« **43.** L'exploitant d'un établissement doit assurer, dans la mesure déterminée par règlement, contre les risques déterminés par règlement, les animaux qu'il garde dans son établissement.

« **44.** L'exploitant d'un établissement doit rembourser au gouvernement les coûts d'inspection encourus en dehors des heures déterminées par règlement.

« **45.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) déterminer les qualités requises d'une personne qui demande un permis ou son renouvellement, les conditions qu'elle doit remplir, les renseignements qu'elle doit fournir et les droits qu'elle doit verser;

b) déterminer les conditions d'exploitation d'un établissement;

c) régir l'organisation, la tenue et le fonctionnement de tout établissement;

"**38.** It is forbidden to offer for sale or to sell an animal in an establishment otherwise than by auction.

"**39.** It is forbidden to deliver to or accept or keep at an establishment, for the purposes of sale, or to offer for sale or sell there, anything but an animal being auctioned or intended for auction.

"**40.** It is forbidden to bring an animal or cause it to be brought to or accept or keep it for auction or auction it at any place except an establishment operated by a permit holder.

"**41.** Every person holding a permit must keep the books, registers and accounts prescribed by regulation.

"**42.** The operator of an establishment receiving funds on behalf of others following an auction must deposit such funds in a special trust account and comply with the conditions prescribed by regulation for the deposit and withdrawal of such funds.

"**43.** The operator of an establishment must insure the animals which he keeps in his establishment against the risks determined by regulation to the extent determined by regulation.

"**44.** The operator of an establishment must reimburse the government for inspection costs incurred outside the hours determined by regulation.

"**45.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(*a*) determine the qualifications required of a person applying for a permit or its renewal, the conditions he must fulfil, the information he must give and the fees he must pay;

(*b*) determine the conditions for operation of an establishment;

(*c*) regulate the organization, keeping and operation of any establishment;

d) déterminer les catégories d'animaux qui ne peuvent être admis dans un établissement;

e) prohiber la vente d'un animal invalide, incurable ou atteint d'une maladie contagieuse et déterminer le mode et les conditions pour en disposer;

f) définir toute méthode de vente visée au paragraphe *b* de l'article 30 équivalente à la vente aux enchères et déterminer les cas où elle peut être utilisée et les formalités à observer;

g) déterminer les rapports que doit fournir un détenteur de permis, ainsi que leur forme et leur teneur;

h) déterminer les formalités relatives à la tenue d'un compte en fidéicommis en vertu de l'article 42 et établir les conditions du dépôt et du retrait des fonds déposés dans ce compte;

i) déterminer les livres, registres et comptes que doit tenir un détenteur de permis et la période durant laquelle ce détenteur doit conserver ces registres, comptes et dossiers et autres documents pertinents;

j) obliger l'exploitant d'un établissement à fournir une preuve de solvabilité ou une garantie du paiement des sommes dues au propriétaire d'un animal, déterminer la forme d'une telle preuve ou garantie, et le montant, la durée et les conditions de cette garantie;

k) établir la nature des risques qui doivent faire l'objet d'une assurance en vertu de l'article 43 et le montant d'une telle assurance;

l) fixer les heures en dehors desquelles les coûts d'inspection doivent être remboursés au gouvernement par l'exploitant d'un établissement et déterminer les modalités de ce remboursement;

m) prescrire les formalités que doit remplir une personne autorisée à agir à titre d'inspecteur pour opérer un prélèvement, une saisie ou confiscation et recueillir des informations;

n) outre les cas visés à l'article 54, soustraire certaines ventes aux enchères à l'application de la présente section.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette*

(*d*) determine the categories of animals which may not enter an establishment;

(*e*) prohibit the sale of any infirm or incurable animal or animal infected by a contagious disease and determine the manner and conditions of disposing thereof;

(*f*) define any method of sale contemplated in paragraph *b* of section 30 equivalent to an auction and determine the cases where it may be used and the formalities to be observed;

(*g*) determine the reports which a permit holder must furnish and their form and content;

(*h*) determine the formalities respecting the keeping of a trust account under section 42 and establish the conditions for deposit and withdrawal of funds deposited in such account;

(*i*) determine what books, registers and accounts a permit holder must keep and the time for which he must keep these and other relevant documents;

(*j*) compel the operator of an establishment to furnish proof of solvency or security for payment of amounts due to the owner of an animal, determine the form of such proof or security, and the amount, term and conditions of such security;

(*k*) establish the nature of the risks which must be insured under section 43 and the amount of such insurance;

(*l*) fix the hours outside which inspection costs must be reimbursed to the government by the operator of an establishment and determine the terms and conditions of such reimbursement;

(*m*) prescribe the formalities to be observed by a person authorized to act as inspector to effect a levy, seizure or confiscation and to collect information;

(*n*) in addition to the cases contemplated in section 54, withdraw certain auctions from the application of this division.

Such regulations shall come into force on the date of their publication in the

officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

« **46.** Une personne autorisée par le ministre à agir à titre d'inspecteur pour les fins de la présente section peut, dans l'exercice de ses fonctions,

a) pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu ou bâtiment où il lui paraît qu'une infraction à la présente loi ou à un règlement a été commise ou dans un établissement et procéder à une inspection de cet établissement, ce lieu ou ce bâtiment et faire l'examen des animaux qui s'y trouvent;

b) examiner les livres, registres et documents qui se rapportent ou peuvent se rapporter à la vente d'animaux et en prendre des extraits;

c) arrêter en cours de route toute expédition d'animaux qu'elle croit destinés à la vente;

d) saisir et confisquer tout animal qui ne satisfait pas aux exigences de la loi et des règlements de même que les matières et objets ayant servi à commettre l'infraction et en disposer selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf à remettre le produit de la vente au cas où la confiscation ne serait pas prononcée par le tribunal.

L'exploitant ou la personne en charge de l'établissement, du lieu ou du véhicule est tenu d'aider l'inspecteur dans son enquête et de mettre à sa disposition tous les livres, factures et autres documents qu'il désire examiner.

« **47.** Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'une personne autorisée à agir à titre d'inspecteur, de la tromper par des fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu de la présente section.

Une personne autorisée doit, si elle en est requise, exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité d'inspecteur.

« **48.** Dans toute poursuite intentée pour violation de la présente section ou d'un règlement, le juge peut accepter, pour tenir lieu du témoignage d'une personne autorisée à agir à titre d'inspecteur qui a constaté l'infraction, un rapport fait sous

Québec Official Gazette or on any later date fixed therein.

"**46.** A person authorized by the Minister to act as inspector for the purposes of this division may, in the performance of his duties,

(*a*) enter at any reasonable time a place or building where he believes an offence under this act or a regulation has been committed, or an establishment and inspect such establishment, place or building and examine the animals found therein;

(*b*) examine the books, registers and documents that relate or may relate to the sale of animals and take extracts therefrom;

(*c*) stop in transit any shipment of animals which he believes are intended for sale;

(*d*) seize and confiscate any animal not meeting the requirements of this act and the regulations and the material and objects used in committing the offence and dispose thereof as prescribed by the Lieutenant-Governor in Council subject to remitting the proceeds of the sale if confiscation is not ordered by the court.

The operator or the person in charge of the establishment, place or vehicle shall assist the inspector in his investigation and put at his disposal all the books, invoices and other documents he wishes to examine.

"**47.** It is forbidden to hinder in any manner in the discharge of his duties a person authorized to act as inspector, to deceive him by false statements or to refuse to give him information which he is entitled to obtain under this division.

An authorized person shall, if so required, show a certificate signed by the Minister attesting his authority as such.

"**48.** In any proceedings instituted for a contravention under this division or a regulation, the judge may accept in place of the testimony of a person authorized to act as inspector who has ascertained the offence, a report made over his signature

sa signature suivant un modèle approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, un prévenu peut requérir la présence d'une telle personne à l'audition mais le juge, s'il trouve le prévenu coupable, peut le comdamner à des frais additionnels dont il fixe le montant, s'il est d'avis que la simple production du rapport eût été suffisante.

« **49.** Dans une poursuite intentée en vertu de la présente section, l'exploitant d'un établissement où l'infraction a été commise ou le transporteur dont le véhicule est utilisé pour commettre l'infraction sont passibles des peines imposées pour une infraction à la présente section, même si cette infraction a été commise par une autre personne et même si on ne peut prouver que cette dernière agissait sous la direction de cet exploitant ou de ce transporteur.

La preuve que l'infraction a été commise par une personne qui est à l'emploi de cet exploitant ou de ce transporteur est une preuve concluante que l'infraction a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction de l'exploitant ou du transporteur, selon le cas.

« **50.** Le ministre, ses fonctionnaires et employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice des fonctions qui leur sont conférées par la présente section.

« **51.** Toute personne qui exploite un établissement sans permis commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de $100 à $1,000 pour une première infraction et d'une amende de $200 à $2,000 pour toute récidive dans les deux ans.

Dans les cas où une infraction visée au présent article est commise par une corporation, celle-ci est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de $200 à $2,000 pour une première infraction et d'une amende de $500 à $5,000 pour toute récidive dans les deux ans.

« **52.** Quiconque contrevient à la présente section ou à un règlement autrement qu'en exploitant sans permis un établisse-

in accordance with a model approved by the Lieutenant-Governor in Council. However, an accused may require the attendance of such a person at the hearing but the judge, if he finds the accused guilty, may condemn him to and fix the amount of additional costs if he believes that the mere filing of the report would have been sufficient.

"**49.** In any proceeding instituted under this division, the operator of an establishment where the offence has been committed or the carrier whose vehicle was used for committing the offence is liable to the penalties imposed for an offence under this division, even if it has been committed by another person and even if it cannot be proved that such person was acting under the direction of such operator or carrier.

Proof that the offence was committed by a person in the employ of such operator or carrier is conclusive evidence that the offence was committed with the authorization and under the direction of the operator or carrier, as the case may be.

"**50.** The Minister, and his officers and employees may not be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of the duties conferred on them by this division.

"**51.** Every person who operates an establishment without a permit commits an offence and is liable, in addition to payment of the costs, to a fine of $100 to $1,000 for the first offence and to a fine of $200 to $2,000 for each subsequent offence within two years.

In the cases where an offence contemplated in this section is committed by a corporation, it is liable, in addition to payment of the costs, to a fine of $200 to $2,000 for the first offence and to a fine of $500 to $5,000 for each subsequent offence within two years.

"**52.** Whoever contravenes this division or a regulation otherwise than in operating an establishment without a

ment commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de $50 à $500 pour une première infraction et d'une amende de $100 à $2,000 pour toute récidive dans les deux ans.

« **53.** Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées en vertu de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) et la deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites.

« **54.** La présente section ne s'applique pas:

a) à une vente en justice;

b) à la vente faite par une société d'agriculture, au cours d'une exposition agricole, d'un animal qui y est exposé;

c) à la vente faite directement par une société coopérative agricole ou un syndicat d'élevage, d'un animal qui lui appartient;

d) à la vente faite par un agriculteur, sur sa ferme, d'un animal né sur sa ferme ou qui y a été engraissé depuis au moins trente jours et qui lui appartient.

« **55.** Le ministre peut constituer, pour l'aviser sur l'application de la présente section, un comité consultatif formé d'au plus cinq personnes possédant une compétence particulière relative aux objets de la présente section.

Les membres de ce comité ne reçoivent aucun traitement; ils sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux réunions et reçoivent, le cas échéant, une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 31 de la Loi de la protection sanitaire des animaux édicté par l'article 1 de la présente loi, lequel entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

permit is guilty of an offence and is liable, in addition to payment of the costs, to a fine of $50 to $500 for the first offence and to a fine of $100 to $2,000 for each subsequent offence within two years.

"**53.** Proceedings under this division are taken under the Summary Convictions Act (Chap. 35) and Part II of that act applies to such proceedings.

"**54.** This division does not apply:

(*a*) to a judicial sale;

(*b*) to a sale made by an agricultural society, at an agricultural exhibition, of an animal exhibited there;

(*c*) to a sale made directly by a cooperative agricultural association or stock-breeding syndicate, of an animal owned by it;

(*d*) to a sale made by a farmer, on his farm, of an animal born on his farm or fattened there for at least thirty days and owned by him.

"**55.** The Minister may establish, to advise him on the application of this division, an advisory committee formed of not more than five persons having special competence in the subject matter of this division.

The members of such committee shall receive no salary; they shall be indemnified for their expenses in attending meetings and receive, if need be, an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council."

2. This act shall come into force on the day of its sanction, except section 31 of the Animal Health Protection Act enacted by section 1 of this act, which shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles

Sanctionnée le 1er juin 1973
(P.L. 14)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes au montant total de quatre cent soixante-quinze millions de dollars que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme de vingt-cinq millions de dollars, pour être employée aux fins prévues par la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108), en la manière et aux conditions déterminées par ladite loi.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

137-o

An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes

Assented to 1st June 1973
(Bill 14)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he determines, authorize the Minister of Finance to pay, out of the consolidated revenue fund, to the Québec Farm Credit Bureau, in addition to the sums to the total amount of four hundred and seventy-five million dollars which the latter is already authorized to loan to farmers, an amount of twenty-five million dollars to be used for the purposes contemplated in the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108), in the manner and on the conditions specified by the said act.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

137-o

Loi modifiant la Loi des compagnies

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 15)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 18 de la Loi des compagnies (Statuts refondus 1964, chapitre 271), modifié par l'article 34 du chapitre 26 des lois de 1969 et par l'article 7 du chapitre 61 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 1, ce qui suit: « , poursuivant la même fin ou des fins similaires »;

b) en remplaçant, dans le paragraphe 2, la douzième ligne et toutes celles qui suivent par ce qui suit: « nouvelle compagnie, en particulier la description du capital autorisé de celle-ci ainsi que le mode de conversion des actions émises par les compagnies qui fusionnent en actions émises de la nouvelle compagnie. »

2. L'article 31 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 72 des lois de 1968, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, les suivants:

« Une compagnie ne peut être constituée que sous un nom français ou un nom comportant à la fois une version française et une version anglaise.

Le ministre peut toutefois, conformément aux règlements prévus à l'article 23, permettre l'insertion, dans le nom d'une compagnie, de noms propres ou d'expres-

An Act to amend the Companies Act

Assented to 29th June 1973
(Bill 15)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 18 of the Companies Act (Revised Statutes 1964, chapter 271), amended by section 34 of chapter 26 of the statutes of 1969 and by section 7 of chapter 61 of the statutes of 1972, is again amended:

(*a*) by striking out the words ", having the same or similar objects," in the second and third lines of subsection 1;

(*b*) by replacing the fourteenth and following lines of subsection 2 by the following: "and in particular the description of its authorized capital and the manner of converting the shares issued by the amalgamating companies into issued shares of the new company."

2. Section 31 of the said act, amended by section 4 of chapter 72 of the statutes of 1968, is again amended by inserting, after the first paragraph, the following:

"A company shall be incorporated only under a French name or a name consisting of both a French and an English version.

The Minister may however, in accordance with the regulations provided for in section 23, allow a proper name or expression resulting from the artificial com-

sions résultant de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres. »

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 31, le suivant:

« **31***a*. Le ministre peut exiger que le nom de la compagnie contienne une expression indiquant qu'elle est une corporation. »

4. L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **43.** Les actions de la compagnie sont des biens mobiliers; elles peuvent être transférées de la manière et aux conditions prescrites par la présente partie, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie.

Les actions qui font l'objet de restrictions quant au droit de les transférer ne peuvent être offertes au public à moins:

a) que les restrictions ne soient prévues dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires de la compagnie; et

b) que les restrictions ne soient requises pour permettre à la compagnie, ou à toute autre compagnie dans laquelle la compagnie a un intérêt, d'obtenir, de préserver ou de renouveler, en vertu d'une loi du Canada ou du Québec, une autorisation qui lui est nécessaire pour atteindre les fins de son entreprise ou d'une partie de celle-ci. »

5. L'article 140 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **140.** Les actions de la compagnie sont des biens mobiliers; elles peuvent être transférées de la manière et aux conditions prescrites par la présente partie ou par la charte ou les règlements de la compagnie.

Les actions qui font l'objet de restrictions quant au droit de les transférer ne peuvent être offertes au public à moins:

a) que les restrictions ne soient prévues dans la charte de la compagnie; et

b) que les restrictions ne soient requises pour permettre à la compagnie, ou à toute autre compagnie dans laquelle la compagnie a un intérêt, d'obtenir, de préserver ou de renouveler, en vertu d'une loi du

bination of letters, syllables or figures to be inserted into the name of a company."

3. The said act is amended by inserting after section 31, the following:

"**31***a*. The Minister may require that the name of the company include an expression indicating that it is a corporation."

4. Section 43 of the said act is replaced by the following:

"**43.** Shares of a company are moveable property and are transferable in the manner and on the conditions prescribed by this Part, or the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the company.

Shares subject to restrictions regarding the right to transfer them shall not be offered to the public unless:

(*a*) such restrictions are prescribed in the letters patent or supplementary letters patent of the company; and

(*b*) such restrictions are required to allow the company or any other company in which the company has an interest to obtain, protect or renew, under a statute of Canada or of Québec, any authorization necessary to attain the objects of its undertaking or part of it."

5. Section 140 of the said act is replaced by the following:

"**140.** Shares of a company are moveable property and are transferable in the manner and on the conditions prescribed by this Part or by the charter or by-laws of the company.

Shares subject to restrictions regarding the right to transfer them shall not be offered to the public unless:

(*a*) such restrictions are prescribed in the charter of the company; and

(*b*) such restrictions are required to allow the company, or any other company in which the company has an interest, to obtain, protect or renew, under a statute of Canada or of Québec, any authorization

Canada ou du Québec, une autorisation qui lui est nécessaire pour atteindre les fins de son entreprise ou d'une partie de celle-ci. »

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

necessary to attain the objects of its undertaking or part of it."

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public

Sanctionnée le 31 mai 1973
(P.L. 16)

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 3, 1973/1974.*

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, $399,381,183.33 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

a) du douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: $377,056,358.33;

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service

Assented to 31st May 1973
(Bill 16)

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 3, 1973/1974.*

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, $399,381,183.33 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(*a*) one-twelfth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz.: $377,056,358.33;

b) d'un douzième additionnel des crédits du programme 16 pour le ministère de l'éducation (10), i.e.: $22,324,825.00.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

137-o

(*b*) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 16 for the Department of Education (10), viz.: $22,324,825.00.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

137-o

Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies

Sanctionnée le 15 juin 1973
(P.L. 18)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 273), modifié par l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1971 est de nouveau modifié:

a) en remplaçant les sous-paragraphes *e*, *f* et *g* du paragraphe 1 par les suivants:

« *e*) Si la compagnie est en activité et sinon depuis quelle date elle ne l'est plus;

« *f*) Une indication générale touchant la nature des activités de la compagnie ainsi que l'importance relative de chacune d'elles;

« *g*) Les noms et adresses du domicile réel des président, secrétaire, trésorier, administrateurs et gérant de la compagnie; »;

b) en remplaçant le sous-paragraphe *q* dudit paragraphe 1 par le suivant:

« *q*) Le montant total des actions émises comme actions privilégiées pendant la période visée dans le rapport; »;

c) en remplaçant le sous-paragraphe *s* dudit paragraphe 1 par le suivant:

« *s*) Le nombre total et le montant des certificats d'actions au porteur; »;

d) en remplaçant le sous-paragraphe *u* dudit paragraphe 1, l'alinéa qui suit ledit sous-paragraphe *u* ainsi que les sous-paragraphes *v* à *y* par ce qui suit:

« *u*) Tout autre renseignement qui est exigé par règlement du lieutenant-gouver-

An Act to amend the Companies Information Act

Assented to 15th June 1973
(Bill 18)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 4 of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1964, chapter 273), amended by section 3 of chapter 76 of the statutes of 1971, is again amended:

(*a*) by replacing subparagraphs *e*, *f* and *g* of subsection 1 by the following:

"(*e*) Whether the company is operating and if not at what date it ceased operating;

"(*f*) A general indication of the nature of the operations of the company and the relative importance of each of them;

"(*g*) The names and addresses of the real domiciles of the president, secretary, treasurer, directors and manager of the company;";

(*b*) by replacing subparagraph *q* of subsection 1 by the following:

"(*q*) The total amount of shares issued as preference shares during the period contemplated in the return;";

(*c*) by replacing subparagraph *s* of subsection 1 by the following:

"(*s*) The total number and amount of share warrants;";

(*d*) by replacing subparagraph *u* of subsection 1, the paragraph following subparagraph *u* and subparagraphs *v* to *y* by the following:

"(*u*) Such other information as required by regulation of the Lieutenant-Governor

neur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

De plus, si la compagnie est une compagnie minière pouvant émettre ses actions moyennant un escompte,

« *v*) Le nombre des actions vendues ou autrement cédées moyennant un escompte;

« *w*) Le taux auquel ces actions ont été vendues ou cédées.

Ces renseignements et détails doivent être fournis et attestés sur la formule prescrite à cette fin par le ministre.

Le ministre doit mettre cette formule à la disposition de toute compagnie. »;

e) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, les mots « l'affidavit l'attestant » par les mots « l'attestation visée au paragraphe 3 »;

f) en remplaçant le paragraphe 3 par les suivants:

« 3. Le contenu du rapport de cette compagnie doit être attesté par la signature d'un membre de son conseil d'administration.

« 3*a*. Toute personne qui atteste un rapport contenant un renseignement faux ou trompeur se rend coupable d'une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas mille dollars.

Toute personne qui a participé, consenti ou acquiescé à l'énonciation d'un renseignement faux ou trompeur se rend également coupable d'une infraction et est passible des mêmes peines. »

2. La présente loi entrera en vigueur le 30 juin 1973.

in Council published in the *Québec Official Gazette*;

And, if the company is a mining company which may issue its shares at a discount,

"(*v*) The number of shares sold or otherwise disposed of at a discount;

"(*w*) The rate at which such shares were sold or disposed of.

Such information and details must be furnished and attested on the form prescribed for that purpose by the Minister.

The Minister shall place such forms at the disposal of every company.";

(*e*) by replacing the words "the affidavit of verification" in the first and second lines of subsection 2 by the words "the attestation contemplated in subsection 3";

(*f*) by replacing subsection 3 by the following:

"(3) The contents of the return of such company must be attested by the signature of a member of its board of directors.

"(3*a*) Every person attesting a return containing false or misleading information is guilty of an offence and is liable to a fine not exceeding one thousand dollars.

Every person who participated in, consented to or acquiesced in the giving of false or misleading information is also guilty of an offence and is liable to the same penalties."

2. This act shall come into force on the 30th of June 1973.

Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes

Sanctionnée le 15 juin 1973
(P.L. 19)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 7 de la Loi du crédit aux pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1964, chapitre 210), modifié par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1966/1967 est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

« La somme de trois millions de dollars mentionnée au premier alinéa est portée, pour chacune des années financières 1973/1974, 1974/1975 et 1975/1976, à la somme de quatre millions cinq cent mille dollars. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act

Assented to 15th June 1973
(Bill 19)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 7 of the Maritime Fisheries Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 210), amended by section 2 of chapter 57 of the statutes of 1966/1967 is again amended by inserting, after the first paragraph, the following:

"The amount of three million dollars mentioned in the first paragraph is increased, for each of the 1973/1974, 1974/1975 and 1975/1976 fiscal years, to four million five hundred thousand dollars."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Loi des fabriques

Sanctionnée le 15 juin 1973
(P.L. 20)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi des fabriques (1965, 1re session, chapitre 76) est modifié:

a) en retranchant les paragraphes *d*, *e* et *f*;

b) en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe *i*, après le mot « préfet », le mot « apostolique »;

c) en retranchant les paragraphes *m*, *n* et *o*;

d) en remplaçant le paragraphe *p* par le suivant:

« *p*) « paroissien »: une personne majeure de religion catholique romaine qui appartient à une paroisse ou à une desserte et qui n'est pas un clerc attaché au service de cette paroisse ou desserte; ».

2. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *g* par le suivant:

« *g*) fixer la rémunération, les allocations, les avantages et la pension de retraite payables par les fabriques aux curés, aux desservants et aux clercs auxiliaires et en préciser le mode et les conditions de paiement; ».

3. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe *d*, les suivants:

An Act to amend The Fabrique Act

Assented to 15th June 1973
(Bill 20)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of The Fabrique Act (1965, 1st session, chapter 76) is amended:

(*a*) by striking out paragraphs *d*, *e* and *f*;

(*b*) by inserting after the word "prefect" in the fourth line of paragraph *i* the word "apostolic";

(*c*) by striking out paragraphs *m*, *n* and *o*;

(*d*) by replacing paragraph *p* by the following:

"(*p*) "parishioner": a person of full age of the Roman Catholic religion who belongs to a parish or chapelry and is not a cleric assigned to administer to that parish or chapelry;".

2. Section 4 of the said act, amended by section 1 of chapter 78 of the statutes of 1968, is again amended by replacing paragraph *g* by the following:

"(*g*) fix the remuneration, allowances, benefits and retirement pension payable by *fabriques* to pastors, ministering clerics and auxiliary clerics and specify their mode and conditions of payment;".

3. Section 5 of the said act, amended by section 2 of chapter 78 of the statutes of 1968, is again amended by adding, after paragraph *d*, the following:

« *e*) régir la construction des églises, des presbytères et des autres immeubles des fabriques;

« *f*) régir les dépenses des fabriques, en établir les conditions et prescrire celles qui ne pourront être faites sans l'autorisation préalable de l'évêque;

« *g*) définir, pour l'application du paragraphe *i* de l'article 26, la notion de « bien meuble présentant un intérêt historique ou artistique ». »

"(*e*) supervise the construction of churches, parsonages and other immoveables of *fabriques*;

"(*f*) supervise and fix the conditions of expenditures of *fabriques* and prescribe expenditures not to be incurred without prior authorization of the bishop;

"(*g*) define, for the application of paragraph *i* of section 26, the expression "moveable property having a historic or artistic interest"."

4. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 82 des lois de 1966/1967 et par l'article 5 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *t* par le suivant:

« *t*) être membre d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, ou être membre d'une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec (1966/1967, chapitre 73), et déposer ses fonds, en tout ou en partie, dans cette caisse d'épargne et de crédit; ».

4. Section 18 of the said act, amended by section 7 of chapter 82 of the statutes of 1966/1967 and by section 5 of chapter 78 of the statutes of 1968, is again amended by replacing paragraph *t* by the following:

"(*t*) be a member of a mutual fire insurance company or be a member of a savings and credit union which is a registered institution within the meaning of the Québec Deposit Insurance Act (1966/1967, chapter 73), and deposit all or part of its funds in that savings and credit union;".

5. L'article 26 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *g*, les mot et lettre « et *s* » par ce qui suit: « , *s* et *u* »;

b) en ajoutant, après le paragraphe *g*, les suivants:

« *h*) requérir les services de personnes ou d'organismes pour fins de souscriptions;

« *i*) aliéner des biens meubles présentant un intérêt historique ou artistique ou acquis par la fabrique depuis plus de cinquante ans. »

5. Section 26 of the said act is amended:

(*a*) by replacing the word and letter "and *s*" in the second line of paragraph *g* by the following: ", *s* and *u*";

(*b*) by adding, after paragraph *g*, the following:

"(*h*) require the services of persons or bodies for subscription purposes;

"(*i*) alienate moveable property having a historic or artistic interest or acquired by the *fabrique* more than fifty years previously."

6. L'article 35 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « du dernier » par les mots « des deux derniers ».

6. Section 35 of the said act is amended by replacing the word "month" in the fourth line by the words "two months".

7. L'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant les trois dernières lignes par ce qui suit: « ceux-ci n'ont pas été élus ou nommés; ils ne peuvent remplir un nouveau mandat que deux ans après l'expiration de leur mandat précédent ».

7. Section 38 of the said act is amended by replacing the words "they are reeligible one year after the expiration of their term" in the last four lines by the words "they are not reeligible until two years after the expiry of their previous term".

8. L'article 43 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « donné », les mots « par l'évêque, ».

9. L'article 45 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Si le curé ou desservant est absent ou incapable d'agir ou s'il refuse d'agir, l'évêque ou son délégué peut présider l'assemblée de fabrique; il est alors considéré comme un membre de la fabrique et jouit du même droit de vote que le curé ou desservant. »

10. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 46, le suivant:

« **46***a*. Si, à une assemblée de fabrique dûment convoquée, les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées, l'assemblée peut être ajournée aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de ces ajournements aux membres présents ou absents; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun ajournement d'une assemblée, sauf si tous les membres de la fabrique sont alors présents et y consentent. »

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

8. Section 43 of the said act is amended by adding after the word "the" in the second line of the second paragraph the word "bishop,".

9. Section 45 of the said act is amended by adding at the end the following:

"If the pastor or ministering cleric is absent or unable to act or refuses to do so, the bishop or his delegate may preside over the *fabrique* meeting; he is then deemed a member of the *fabrique* and enjoys the same right to vote as the pastor or ministering cleric."

10. The said act is amended by adding, after section 46, the following:

"**46***a*. If, at a duly called *fabrique* meeting, business tabled remains, the meeting may be adjourned as often as necessary for consideration and dispatch of such business without the necessity of giving notice of these adjournments to members present or absent, but no new business may be tabled or considered at an adjournment of a meeting unless all the members of the *fabrique* are then present and agree thereto."

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 25)

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 4, 1973/1974.*

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, $3,313,888,125.03 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe de la présente loi, déduction faite des

An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service

Assented to 29th June 1973
(Bill 25)

MOST GRACIOUS SOVEREIGN,

WHEREAS it appears, by a message from the Honourable Hugues Lapointe, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of this Province, and the estimates accompanying the same, that the sums hereinafter mentioned are required to defray certain expenses of the Government of the Province, not otherwise provided for, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service; May it therefore please Your Majesty that it be enacted, and be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, that:

1. This act may be cited as *The Appropriation Act No. 4, 1973/1974.*

2. There shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province a sum not exceeding, in all, $3,313,888,125.03 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the amount of each of the various programmes set forth in the Schedule to this act, less the amounts voted under The

montants des crédits votés par la Loi des subsides n° 1, 1973/1974 et par la Loi des subsides n° 3, 1973/1974.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Appropriation Act No. 1, 1973/1974 and The Appropriation Act No. 3, 1973/1974.

In addition there may be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

3. Detailed accounts of all moneys expended under this act shall be laid before the Legislature of the Province, in conformity with section 72 of the Financial Administration Act (1970, chapter 17).

4. The application of all sums expended under this act shall also be accounted for to Her Majesty.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE

Sommes accordées à Sa Majesté par la présente loi pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, avec indication des objets pour lesquels elles sont accordées. Le montant des crédits ainsi votés est de $3,313,888,125.03, soit les 8/12 du programme 1 du ministère des affaires sociales (4), les 8/12 des programmes 6, 10 et 16 et les 7/12 des programmes 20 et 21 du ministère de l'éducation (10), et les 9/12 de chacun des autres programmes de la présente annexe, 1/6 ayant été voté par la Loi des subsides n° 1, 1973/1974 et 1/12 par la Loi des subsides n° 3, 1973/1974.

SCHEDULE

Sums granted to Her Majesty, by this act, for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, with indication of the purposes for which they are granted. The amount so voted is $3,313,888,125.03, being 8/12 of programme 1 of the Department of Social Affairs (4), 8/12 of programmes 6, 10 and 16 and 7/12 of programmes 20 and 21 of the Department of Education (10), and 9/12 of each of the other programmes of this Schedule, 1/6 having been voted under The Appropriation Act No. 1, 1973/1974 and 1/12 under The Appropriation Act No. 3, 1973/1974.

1 - AFFAIRES CULTURELLES / *CULTURAL AFFAIRS*

PROGRAMME 1		
Livres et autres imprimés / *Books and other Printed Matter*	4,042,100	
PROGRAMME 2		
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels / *Protection and Enhancement of Cultural Property*	3,064,600	
PROGRAMME 3		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	2,222,300	
PROGRAMME 4		
Arts plastiques / *Plastic Arts*	2,027,500	
PROGRAMME 5		
Arts d'interprétation / *Performing Arts*	6,778,900	
PROGRAMME 6		
Cinéma et audio-visuel / *Cinema and Audio-visual techniques*	1,454,100	
		19,589,500

2 – AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS

PROGRAMME 1		
Affaires fédérales-provinciales et interprovinciales *Federal-Provincial and Interprovincial Affairs*	476,800	
PROGRAMME 2		
Affaires internationales / *International Affairs*	6,972,200	
PROGRAMME 3		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	966,700	
		8,415,700

3 - AFFAIRES MUNICIPALES / *MUNICIPAL AFFAIRS*

PROGRAMME 1	
Aide au regroupement municipal *Assistance for Municipal Regroupment*	1,500,300
PROGRAMME 2	
Aide et surveillance administratives et financières *Administrative and Financial Assistance and Supervision*	15,283,500
PROGRAMME 3	
Aide à la rénovation urbaine / *Urban Renewal Assistance*	6,816,800
PROGRAMME 4	
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	2,488,700
PROGRAMME 5	
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais *Financial Assistance to the Outaouais Development Corporation*	2,500,000
PROGRAMME 6	
Sécurité-incendie / *Fire Protection*	2,034,500
PROGRAMME 7	
Aide au développement et à l'amélioration de l'habitation *Assistance for Housing Development and Improvement*	2,246,400
PROGRAMME 8	
Administration des hypothèques et des propriétés et aide financière à l'exploitation des logements municipaux *Administration of Mortgages and Property, Financial Assistance for Operating Municipal Housing Projects*	6,028,700
PROGRAMME 9	
Gestion interne du secteur habitation *Internal Management of the Housing Sector*	794,300
PROGRAMME 10	
Salubrité du milieu / *Environmental Health*	3,275,400

PROGRAMME 11

Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts *Financial Assistance for Waterworks and Sewage System Construction*	6,242,500	
PROGRAMME 12		
Lutte contre la pollution de l'eau / *Fighting Water Pollution*	9,787,700	
PROGRAMME 13		
Direction et gestion interne des programmes de l'environnement *Administration and Internal Management of Environment Programmes*	758,500	
		59,757,300

4 – AFFAIRES SOCIALES / *SOCIAL AFFAIRS*

PROGRAMME 1	
Soutien du revenu familial / *Family Income Supplement*	27,000,000
PROGRAMME 2	
Aide sociale / *Social Aid*	357,306,200
PROGRAMME 3	
Assistance-médicaments / *Drug Assistance*	19,892,800
PROGRAMME 4	
Services communautaires / *Community Services*	78,021,900
PROGRAMME 5	
Services en milieu scolaire / *Services to Students*	6,601,000
PROGRAMME 6	
Soutien aux organismes volontaires *Support for Volunteer Organizations*	1,185,500
PROGRAMME 7	
Consultation psycho-sociale / *Psychological and Social Services*	34,812,500
PROGRAMME 8	
Réadaptation de l'enfance et des adultes *Rehabilitation of Children and Adults*	101,008,500
PROGRAMME 9	
Protection et hébergement / *Protection and Lodging*	111,572,400
PROGRAMME 10	
Équipement des services sociaux / *Social Services Equipment*	21,175,500
PROGRAMME 11	
Soins spécialisés et ultra-spécialisés *Specialized and Ultra-specialized Care*	807,030,300

PROGRAMME 12		
Soins prolongés / *Extended Care*	101,686,300	
PROGRAMME 13		
Équipement des services de santé / *Health Services Equipment*	89,766,400	
PROGRAMME 14		
Recherche / *Research*	1,835,000	
PROGRAMME 15		
Développement de moyens d'intervention *Development of Means of Intervention*	6,313,200	
PROGRAMME 16		
Direction et gestion du ministère *Administration and Management of the Department*	27,352,700	
		1,792,560,200

5 - AGRICULTURE ET COLONISATION
AGRICULTURE AND COLONIZATION

PROGRAMME 1		
Recherche et enseignement / *Research and Instruction*	7,982,900	
PROGRAMME 2		
Financement agricole / *Farm Financing*	23,695,200	
PROGRAMME 3		
Aide à la production agricole / *Farm Production Assistance*	48,969,400	
PROGRAMME 4		
Commercialisation agricole / *Farm Product Marketing*	8,853,700	
PROGRAMME 5		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	11,247,300	
		100,748,500

6 - ASSEMBLÉE NATIONALE / *NATIONAL ASSEMBLY*

PROGRAMME 1		
Législation / *Legislation*	345,000	
PROGRAMME 2		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	6,657,600	
PROGRAMME 3		
Protecteur du citoyen / *The Public Protector*	431,700	
PROGRAMME 4		
Vérificateur général / *The Auditor-General*	1,386,400	
		8,820,700

7 – COMMUNICATIONS / *COMMUNICATIONS*

PROGRAMME 1		
Réseau gouvernemental / *Government Network*	10,328,300	
PROGRAMME 2		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	1,038,700	
PROGRAMME 3		
Édition et communications / *Publishing and Communications*	8,832,200	
PROGRAMME 4		
Office franco-québécois pour la jeunesse	885,500	
PROGRAMME 5		
Recherche et moyens techniques / *Research and Technical Means*	1,771,500	
PROGRAMME 6		
Régie des services publics / *Public Service Board*	599,200	
PROGRAMME 7		
Office de radio-télédiffusion du Québec / *Québec Broadcasting Bureau*	4,912,700	
		28,368,100

8 - CONSEIL EXÉCUTIF / *EXECUTIVE COUNCIL*

PROGRAMME 1		
Bureau du lieutenant-gouverneur / *Lieutenant-Governor's Office*	105,900	
PROGRAMME 3		
Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif *Advisory Bodies to the Prime Minister and the Executive Council*	2,553,100	
PROGRAMME 4		
Planification économique et régionale et coordination du développement régional *Economic and Regional Planning and Coordination of Regional Development*	46,250,000	
PROGRAMME 5		
Gestion interne et soutien de l'O.P.D.Q. *Internal Management and Support for the Québec Planning and Development Bureau*	3,821,300	
		52,730,300

9 – CONSEIL DU TRÉSOR / *TREASURY BOARD*

PROGRAMME 1

Gestion budgétaire et politique administrative *Budget Management and Administrative Policy*	1,643,100	
		1,643,100

10 - ÉDUCATION / *EDUCATION*

PROGRAMME 1	
Administration et conception / *Administration and Planning*	5,194,800
PROGRAMME 2	
Soutien technique / *Technical Support*	25,607,900
PROGRAMME 3	
Moyens d'enseignement / *Instructional Means*	6,474,500
PROGRAMME 4	
Conseil supérieur de l'éducation / *Superior Council of Education*	554,200
PROGRAMME 5	
Services administratifs dont les coûts sont imputés *Charged Cost Administrative Services*	1,000
PROGRAMME 6	
Fonctionnement de l'enseignement élémentaire public *Operation of Public Elementary Education*	252,690,800
PROGRAMME 7	
Construction d'écoles élémentaires publiques *Construction of Public Elementary Schools*	88,963,000
PROGRAMME 8	
Administration de l'enseignement élémentaire public *Administration of Public Elementary Education*	3,381,400
PROGRAMME 9	
Enseignement élémentaire privé / *Private Elementary Education*	2,850,700
PROGRAMME 10	
Fonctionnement de l'enseignement secondaire public *Operation of Public Secondary Education*	384,947,900
PROGRAMME 11	
Construction d'écoles secondaires publiques *Construction of Public Secondary Schools*	96,212,000

PROGRAMME 12		
Administration de l'enseignement secondaire public *Administration of Public Secondary Education*	5,506,900	
PROGRAMME 13		
Enseignement secondaire privé / *Private Secondary Education*	33,749,800	
PROGRAMME 14		
Enseignement collégial public / *Public College Education*	205,696,400	
PROGRAMME 15		
Enseignement collégial privé / *Private College Education*	15,016,200	
PROGRAMME 16		
Enseignement universitaire / *University Education*	267,897,900	
PROGRAMME 17		
Conseil des universités / *Council of Universities*	302,400	
PROGRAMME 18		
Formation générale des adultes / *General Training for Adults*	6,525,400	
PROGRAMME 19		
Formation socio-culturelle des adultes *Social and Cultural Training for Adults*	3,668,800	
PROGRAMME 20		
Promotion du sport / *Sports Promotion*	3,926,800	
PROGRAMME 21		
Développement des loisirs / *Development of Recreational Activities*	7,519,500	
PROGRAMME 22		
Amélioration et promotion du français *Improvement and Promotion of the French Language*	1,660,900	
PROGRAMME 23		
Formation professionnelle des adultes *Vocational Training for Adults*	4,062,800	
		1,422,412,000

11 – FINANCES / *FINANCE*

PROGRAMME 1		
Études des politiques économiques et fiscales *Economic and Fiscal Policies Studies*	255,400	
PROGRAMME 2		
Gestion de la caisse et de la dette publique *Management of Cash Funds and of the Public Debt*	1,657,000	
PROGRAMME 3		
Comptabilité gouvernementale / *Government Accounting*	8,103,200	
PROGRAMME 4		
Fonds de suppléance / *Contingency Account*	10,100,000	
PROGRAMME 5		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	1,300,100	
PROGRAMME 6		
Traitement électronique centralisé des données *Centralized Data-Processing*	601,400	
PROGRAMME 7		
Régimes de retraite et autres contributions à titre d'employeur et de mandataire *Superannuation Plans and other Contributions as an Employer and as a Mandatary*	21,987,700	
PROGRAMME 8		
Curatelle publique / *Public Curatorship*	1,040,200	
		45,045,000

12 - FONCTION PUBLIQUE / *CIVIL SERVICE*

PROGRAMME 1		
Amélioration de la gestion du personnel *Improvement in Personnel Management*	2,126,600	
PROGRAMME 2		
Aménagement des conditions de travail dans le secteur public *Working Conditions in the Public Sector*	747,900	
PROGRAMME 3		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	347,700	
PROGRAMME 4		
Commission de la Fonction publique / *Civil Service Commission*	1,688,100	
		4,910,300

13 - IMMIGRATION / *IMMIGRATION*

PROGRAMME 1

Immigration / *Immigration*	2,089,800	
		2,089,800

14 – INDUSTRIE ET COMMERCE
INDUSTRY AND COMMERCE

PROGRAMME 1		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	2,678,200	
PROGRAMME 2		
Recherche économique / *Economic Research*	819,400	
PROGRAMME 3		
Orientation et développement de l'industrie secondaire *Orientation and Development of Secondary Industries*	13,936,800	
PROGRAMME 5		
Administration de la Société de Développement Industriel du Québec *Administration of the Québec Industrial Development Corporation*	2,324,400	
PROGRAMME 6		
Administration de la Société du Parc Industriel du Centre du Québec *Administration of the Central Québec Industrial Park Corporation*	1,488,300	
PROGRAMME 7		
Services aux établissements commerciaux *Services to Commercial Establishments*	271,400	
PROGRAMME 8		
Développement des pêches maritimes *Development of Maritime Fisheries*	5,909,300	
PROGRAMME 9		
Services statistiques centraux / *Central Statistics Services*	2,548,900	
PROGRAMME 10		
Achats / *Purchasing*	1,499,400	
PROGRAMME 11		
Normalisation et spécifications / *Standardization and Specifications*	445,500	
		31,921,600

15 - INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES
FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

PROGRAMME 1		
Protection du consommateur / *Consumer Protection*	721,500	
PROGRAMME 2		
Contrôle et surveillance du développement des entreprises *Control and Supervision of the Development of Enterprises*	1,500,300	
PROGRAMME 3		
Contrôle, surveillance et développement des institutions financières *Control, Supervision and Development of Financial Institutions*	1,579,900	
PROGRAMME 4		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	2,220,400	
		6,022,100

16 – JUSTICE / *JUSTICE*

PROGRAMME 1

Fonctionnement du système judiciaire *Operation of the Judicial System*	20,116,300

PROGRAMME 2

Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires *Inquiries and Scientific Specialist Assistance for Judicial Purposes*	2,002,700

PROGRAMME 3

Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	5,079,700

PROGRAMME 4

Contentieux général du Gouvernement *General Government Legal Service*	4,099,500

PROGRAMME 5

Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police *Standardization and Supervision of Performance of Police Duties*	867,100

PROGRAMME 6

Protection de la Société, des citoyens et de leurs biens *Protection of Society, People and their Property*	55,269,200

PROGRAMME 7

Gestion interne et soutien à la Sûreté du Québec *Internal Management and Support for the Québec Police Force*	15,169,100

PROGRAMME 8

Formation et perfectionnement des policiers *Police Training and Advanced Training*	1,827,300

PROGRAMME 10

Contentieux criminel et pénal / *Criminal and Penal Prosecutions*

PROGRAMME 11

Garde des prévenus et des détenus
Custody of Prisoners and Detained Persons

PROGRAMME 12		
Enregistrement officiel / *Official Registration*	4,231,600	
PROGRAMME 13		
Contrôle des jeux de hasard et des courses *Control of Games of Chance and Races*	581,800	
PROGRAMME 14		
Contrôle des permis d'alcool / *Liquor Permit Control*	2,745,600	
PROGRAMME 15		
Conciliation entre locataires et propriétaires *Conciliation between Tenants and Landlords*	1,292,200	
PROGRAMME 16		
Réinsertion sociale des délinquants *Reintegration of Delinquents into Society*	2,456,600	
PROGRAMME 17		
Aide juridique et financière / *Legal and Financial Aid*	4,250,000	
		145,931,600

17 – REVENU / *REVENUE*

PROGRAMME 1

Administration fiscale / *Tax Administration*	30,372,200	
		30,372,200

18 – RICHESSES NATURELLES / *NATURAL RESOURCES*

PROGRAMME 1		
Inventaires et recherches / *Surveys and Research*	2,745,600	
PROGRAMME 2		
Soutien et surveillance de l'industrie minière *Support and Supervision of the Mining Industry*	4,885,100	
PROGRAMME 3		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	3,276,800	
PROGRAMME 4		
Inventaires et recherches / *Surveys and Research*	2,038,200	
PROGRAMME 5		
Contrôle de la ressource eau et de ses usages *Water Resources and Utilization Control*	5,468,200	
PROGRAMME 6		
Nouveau-Québec / *New Québec*	4,319,000	
PROGRAMME 7		
Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité *Studies and Research on Hydrocarbons and Electricity*	872,700	
PROGRAMME 8		
Régie de l'électricité et du gaz / *Electricity and Gas Board*	933,200	
		24,538,800

19 - TERRES ET FORÊTS / *LANDS AND FORESTS*

PROGRAMME 1		
Connaissance de la forêt / *Forest Inventory*	2,431,200	
PROGRAMME 2		
Amélioration de la forêt / *Reforestation*	5,509,700	
PROGRAMME 3		
Protection de la forêt / *Forest Protection*	8,341,000	
PROGRAMME 4		
Utilisation de la forêt / *Forest Management*	11,628,800	
PROGRAMME 5		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	5,233,000	
PROGRAMME 6		
Gestion des terres publiques / *Management of Public Land*	1,296,800	
PROGRAMME 7		
Connaissance géographique du territoire *Land Inventory and Survey*	5,339,600	
		39,780,100

20 - TOURISME, CHASSE ET PÊCHE
TOURISM, FISH AND GAME

PROGRAMME 1		
Maintien et amélioration de la faune *Maintenance and Improvement of Wildlife*	3,051,300	
PROGRAMME 2		
Protection de la faune / *Wildlife Protection*	6,483,300	
PROGRAMME 3		
Promotion du tourisme / *Tourist Promotion*	2,388,400	
PROGRAMME 4		
Services à la clientèle / *Consumer Services*	6,498,100	
PROGRAMME 5		
Formation professionnelle / *Vocational Training*	1,198,600	
PROGRAMME 6		
Réseau de parcs et réserves et d'établissements touristiques et récréatifs *Parks, Reserves, Tourist and Recreational Establishments Network*	13,109,800	
PROGRAMME 7		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	2,030,800	
		34,760,300

21 – TRANSPORTS / *TRANSPORT*

PROGRAMME 1		
Inventaire et recherche / *Research and Development*	2,560,300	
PROGRAMME 2		
Services aux usagers / *Operations*	13,767,100	
PROGRAMME 3		
Construction du réseau routier / *Road Construction*	317,747,600	
PROGRAMME 4		
Conservation du réseau routier / *Road Maintenance*	102,795,700	
PROGRAMME 5		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	43,377,900	
PROGRAMME 6		
Aide aux transports maritime et aérien / *Assistance for Maritime and Air Transport*	7,908,900	
PROGRAMME 7		
Transport aérien gouvernemental / *Government Air Transport*	4,021,700	
PROGRAMME 8		
Aide au transport scolaire / *Assistance for School Transportation*	72,397,000	
		564,576,200

22 – TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE
LABOUR AND MANPOWER

PROGRAMME 1		
Relations de travail / *Labour Relations*	89,400	
PROGRAMME 2		
Normes de travail / *Labour Standards*	352,900	
PROGRAMME 3		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	3,613,700	
PROGRAMME 4		
Services de main-d'oeuvre / *Manpower Services*	9,338,800	
PROGRAMME 5		
Sécurité au travail et dans les lieux publics / *Safety at Work and in Public Places*	7,707,600	
		21,102,400

23 - TRAVAUX PUBLICS / *PUBLIC WORKS*

PROGRAMME 1		
Allocation de l'espace et de l'équipement *Office Accommodation Supply*	45,833,800	
PROGRAMME 2		
Exploitation des immeubles / *Management of Buildings*	30,671,400	
PROGRAMME 3		
Gestion interne et soutien / *Internal Management and Support*	2,075,300	
		78,580,500
		4,524,676,300

Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 26)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 8 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124) est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mots « ou son siège social » par les mots, « son siège social ou son objet ».

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 32, les suivants:

« **32***a*. Plusieurs sociétés coopératives agricoles peuvent fusionner et faire les conventions nécessaires à cette fin.

« **32***b*. Les sociétés qui projettent une fusion préparent un acte d'accord prescrivant:

a) les conditions de la fusion et le mode de son exécution;

b) le nom de la société résultant de la fusion et les nom, prénoms, occupation et résidence de ses premiers administrateurs;

c) le mode d'élection des administrateurs subséquents et toute autre mesure nécessaire pour effectuer la fusion et pourvoir à l'administration et au fonctionnement de la société résultant de la fusion;

d) le nombre d'actions souscrites dans chacune des sociétés qui fusionnent, le

An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act

Assented to 29th June 1973
(Bill 26)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 8 of the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124) is amended by replacing the words "or its corporate seat" in the fourth line of the second paragraph by the words, ", its corporate seat or its object".

2. The said act is amended by inserting, after section 32, the following:

"**32***a*. Several cooperative agricultural associations may amalgamate and make the agreements necessary for such purpose.

"**32***b*. The associations proposing to amalgamate shall prepare a deed of agreement prescribing:

(*a*) the conditions of amalgamation and the mode of effecting it;

(*b*) the name of the association resulting from the amalgamation and the names in full, occupations and residences of its first directors;

(*c*) the mode of election of subsequent directors and any other provision necessary to effect the amalgamation and to provide for the management and operation of the association resulting therefrom;

(*d*) the number of shares subscribed in each of the amalgamating associations, the

montant de chacune de ces actions, ainsi que le mode de leur conversion en actions ordinaires ou privilégiées de la société résultant de la fusion.

« **32***c*. L'acte d'accord doit être soumis pour approbation à une assemblée générale de chacune des sociétés intéressées spécialement convoquée à cette fin.

Si l'acte d'accord est approuvé par chacune des sociétés, l'approbation doit y être attestée par leur secrétaire respectif.

« **32***d*. Après cette approbation, les sociétés intéressées demandent au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, par requête conjointe, la confirmation de l'acte d'accord.

Si la demande est accordée, un avis à cet effet est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et, à compter de la date de cette publication, les sociétés sont fusionnées et ne forment qu'une seule société sous le nom prévu dans l'acte d'accord.

Celle-ci est saisie des biens et droits des sociétés fusionnées à charge de leurs obligations.

« **32***e*. La fusion n'infirme pas les droits et obligations des sociétés fusionnées et les procédures instituées par ou contre elles peuvent être continuées sans reprise d'instance. »

3. La formule 1 de ladite loi est modifiée en remplaçant, dans le tableau, après les mots « Nombre d'actions de », le chiffre « 20.00 » par le chiffre « 10.00 ».

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

amount of each such share and the mode of converting them into common or preferred shares of the association resulting from the amalgamation.

"**32***c*. The deed of agreement shall be submitted for approval at a general meeting of each of the associations concerned called for such purpose.

If the deed of agreement is approved by all of the associations, such approval shall be attested therein by their respective secretaries.

"**32***d*. After such approval, the associations concerned shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives by a joint petition, for confirmation of the deed of agreement.

If the application is granted, a notice to that effect shall be published in the *Québec Official Gazette* and, from the date of such publication, the associations shall be amalgamated and shall be a single association under the name specified in the deed of agreement.

The new association is vested with the property and rights of the amalgamated associations and is subject to their obligations.

"**32***e*. The amalgamation shall not impair the rights and obligations of the amalgamated associations and proceedings commenced by or against them may be continued without continuance of suit."

3. Form 1 of the said act is amended by replacing the number "20.00" in the chart, after the words "Number of shares of" by the number "10.00".

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 27)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 de la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (1968, chapitre 116) est remplacé par le suivant:

« **5.** Le capital social de la société est composé des actions ordinaires souscrites par les sociétaires et des actions privilégiées émises par elle. Ce capital est variable. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

An act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec

Assented to 29th June 1973
(Bill 27)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec (1968, chapter 116) is replaced by the following:

"**5.** The capital stock of the association is composed of the common shares subscribed by the members and of the preferred shares issued by it. Such capital is variable."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Loi de la division territoriale

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 28)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 12 de la Loi de la division territoriale (Statuts refondus, 1964, chapitre 5) modifié par le chapitre 10 des lois de 1965 (1er session) et par l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 2 par ce qui suit:

« Le district électoral d'Argenteuil moins les parties des cadastres des paroisses de Saint Andrews et de Saint-Jérusalem comprises dans la division d'enregistrement des Deux-Montagnes. »;

b) en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 20 par ce qui suit:

« 1. Le district électoral des Deux-Montagnes;

2. Dans le district électoral d'Argenteuil:

a) la partie du cadastre de la paroisse de Saint Andrews renfermant les lots originaires 517, 518, 599 à 605, 825 à 836, et les lots de subdivision 598-1 et 598-2 ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent;

b) la partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérusalem renfermant avec leurs subdivisions actuelles les lots originaires 28 à 73, 75, 76, 79, 93 à 102, 102*a*, 103, 104, 104*a*, 105 à 121, 136, 139 à 165, 177 à 180, 182, 183, 185, 186, 187, 189, 190,

An Act to amend the Territorial Division Act

Assented to 29th June 1973
(Bill 28)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 12 of the Territorial Division Act (Revised Statutes, 1964, chapter 5), amended by chapter 10 of the statutes of 1965 (1st session) and section 3 of chapter 8 of the statutes of 1971, is again amended:

(*a*) by replacing the second paragraph of subsection 2 by the following:

"The electoral district of Argenteuil, less the parts of the cadastres of the parishes of Saint Andrews and St Jérusalem comprised in the registration division of Two Mountains.";

(*b*) by replacing the second paragraph of subsection 20 by the following:

"(1) The electoral district of Two Mountains;

(2) In the electoral district of Argenteuil:

(*a*) that part of the cadastre of the parish of Saint Andrews comprising original lots 517, 518, 599 to 605 and 825 to 836, and subdivision lots 598-1 and 598-2 and the roads, railway rights of way, watercourses or parts of them therein;

(*b*) that part of the cadastre of the parish of St Jérusalem comprising, with their present subdivisions, original lots 28 to 73, 75, 76, 79, 93 to 102, 102*a*, 103, 104, 104*a*, 105 to 121, 136, 139 to 165, 177 to 180, 182, 183, 185, 186, 187, 189, 190,

192 à 196, 198, 200, 203 à 217, 219 à 223, 225 à 230, 230*a*, 232, 233, 1766, 1767, 1769 à 1776, 1779, 1780, 1783, 1784, 1786 à 1791, 1791*a*, 1792, 1793, 1796 à 1799, 1801 à 1806, 1811 à 1815, 1817 et 1822 et les lots de subdivision 78-1 et 234-2 ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent.

3. Dans le district électoral de Terrebonne:

a) la partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines renfermant les lots de subdivision 2-1, 3-1, 4-1, 5-1, 6-1, 7-1, 9-1, 209-1 et 210-1 et les lots originaires 371, 372, 373 et 376 à 429 ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent;

b) la partie du cadastre de la paroisse de Saint-Janvier comprenant avec leurs subdivisions actuelles les lots originaires 1 à 80, 83 à 87, 91 à 93, 99, 100, 105 à 116, 119 à 122, 126 à 145, 147, 148, 166 à 169, 191 à 259, et les lots de subdivision 146-1, 146-2, 146-3, 149-1, 149-2, 149-3, 165-2, 190-3, 260-8 à 260-18, 260-40, 260-41 et 261-1 ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent;

c) la partie du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme comprenant avec leurs subdivisions actuelles les lots originaires 1, 2, 2*a*, 2*b*, 3 à 115 et 652 ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent;

d) la partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Sophie comprenant les lots originaires 29 à 48 ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent;

e) la partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse renfermant avec leurs subdivisions actuelles les lots originaires 575, 576, 578 à 588, 599, 600, 601, 609 à 628, 632 à 726 et les lots de subdivision 573-1, 590-1 et 603-1, ainsi que les chemins, autoroutes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux qui s'y trouvent. »;

c) en ajoutant, après le chiffre « 113 » dans le deuxième alinéa du paragraphe 77, ce qui suit:

« moins les parties des cadastres des paroisses de Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-

192 to 196, 198, 200, 203 to 217, 219 to 223, 225 to 230, 230*a*, 232, 233, 1766, 1767, 1769 to 1776, 1779, 1780, 1783, 1784, 1786 to 1791, 1791*a*, 1792, 1793, 1796 to 1799, 1801 to 1806, 1811 to 1815, 1817 and 1822 and the subdivision lots 78-1 and 234-2 and the roads, railway rights of way, watercourses or parts of them therein.

(3) In the electoral district of Terrebonne:

(*a*) that part of the cadastre of the parish of St Anne-des-Plaines, comprising subdivision lots 2-1, 3-1, 4-1, 5-1, 6-1, 7-1, 9-1, 209-1 and 210-1 and original lots 371, 372, 373 and 376 to 429 and the roads, railway rights of way, watercourses or parts of them therein;

(*b*) that part of the cadastre of the parish of St Janvier comprising, with their present subdivisions, original lots 1 to 80, 83 to 87, 91 to 93, 99, 100, 105 to 116, 119 to 122, 126 to 145, 147, 148, 166 to 169, 191 to 259, and subdivision lots 146-1, 146-2, 146-3, 149-1, 149-2, 149-3, 165-2, 190-3, 260-8 to 260-18, 260-40, 260-41 and 261-1 and the roads, railway rights of way, watercourses or parts of them therein;

(*c*) that part of the cadastre of the parish of St Jérôme comprising, with their present subdivisions, original lots 1, 2, 2*a*, 2*b*, 3 to 115 and 652 and the roads, railway rights of way, watercourses or parts of them therein;

(*d*) that part of the cadastre of the parish of St Sophie comprising original lots 29 to 48 and the roads, watercourses or parts of them therein;

(*e*) that part of the cadastre of the parish of St Thérèse comprising, with their present subdivisions, original lots 575, 576, 578 to 588, 599, 600, 601, 609 to 628, 632 to 726 and subdivision lots 573-1, 590-1 and 603-1 and the roads, autoroutes, railway rights of way, watercourses or parts of them therein.";

(*c*) by adding after the figure "113" in the second paragraph of subsection 77, the following:

", less the parts of the cadastres of the parishes of St Anne-des-Plaines, St Jan-

Janvier, Saint-Jérôme, Sainte-Sophie et Sainte-Thérèse comprises dans la division d'enregistrement des Deux-Montagnes ».

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

vier, St Jérôme, St Sophie and St Thérèse comprised in the registration division of Two Mountains".

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi modifiant la Loi de l'accréditation des libraires

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 69)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de l'accréditation des libraires (1965, 1re session, chapitre 21) est modifiée en remplaçant le titre français par le suivant:

« Loi de l'agrément des libraires ».

2. L'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot « sept » par le mot « douze ».

3. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **5.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement d'honoraires ainsi que d'allocations de frais de voyage et de séjour aux membres du comité. »

4. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot « mars » par le mot « octobre ».

5. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **8.** Nul ne peut prendre le titre de libraire agréé ou agir à ce titre s'il ne détient un certificat d'agrément en vigueur. »

An Act to amend the Booksellers Accreditation Act

Assented to 29th June 1973
(Bill 69)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Booksellers Accreditation Act (1965, 1st session, chapter 21) is amended by replacing the title of the French text by the following:

"Loi de l'agrément des libraires".

2. Section 3 of the said act is amended by replacing the word "seven" in the second line of the first paragraph by the word "twelve".

3. Section 5 of the said act is replaced by the following:

"**5.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the payment of fees and travelling and living allowances to the members of the committee."

4. Section 7 of the said act is amended by replacing the word "March" in the second line by the word "October".

5. Section 8 of the said act is replaced by the following:

"**8.** No person shall use the title of accredited bookseller or act as such unless he holds a certificate of accreditation in force."

6. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **9.** Quiconque contrevient à l'article 8 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende minimale de cinq cents dollars mais n'excédant pas mille dollars pour la première infraction et de deux mille dollars pour chaque récidive dans les deux ans.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique. »

7. Ladite loi est modifiée en insérant, après la section III, la section et les articles suivants:

« SECTION III A

« SUSPENSION, ANNULATION ET REFUS DE RENOUVELLEMENT DES PERMIS; APPELS

« **9*a*.** Le ministre peut suspendre, annuler ou refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui:

a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;

b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son permis.

« **9*b*.** Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension ou le refus de renouvellement d'un permis, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.

« **9*c*.** Toute personne dont le permis est suspendu ou annulé ou n'est pas renouvelé peut interjeter appel de la décision du ministre devant trois juges de la Cour provinciale du district où cette personne a sa résidence ou son siège social, suivant le cas,

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

6. Section 9 of the said act is replaced by the following:

"**9.** Every person who contravenes section 8 is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of at least five hundred dollars but not exceeding one thousand dollars for the first offence and two thousand dollars for each subsequent offence within two years.

Part II of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) applies."

7. The said act is amended by inserting, after division III, the following division and sections:

"DIVISION III A

"SUSPENSION, CANCELLATION OR REFUSAL OF RENEWAL OF PERMITS; APPEALS

"**9*a*.** The Minister may suspend, cancel or refuse to renew the permit of any holder who:

(*a*) is guilty of an offence against this act or the regulations;

(*b*) no longer fulfils the conditions for obtaining his permit.

"**9*b*.** The Minister shall, before cancelling, suspending or refusing to renew a permit, give the holder an opportunity to be heard. He shall also give notice of his decision in writing, with the reasons on which it is based, to any person whose permit he cancels, suspends or refuses to renew.

"**9*c*.** Any person whose permit is suspended, cancelled or not renewed may appeal from the Minister's decision to three judges of the Provincial Court of the district in which this person has his residence, or corporate seat as the case may be,

(*a*) if the reasons of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;

(*b*) if the proceedings are affected by gross irregularity;

(*c*) if the decision has not been rendered impartially.

« **9***d*. L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où est domicilié le requérant dans les quatre-vingt-dix jours de la réception par le requérant de la décision du ministre.

« **9***e*. Dans le mois qui suit la réception de l'avis d'appel, le ministre transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont est appel.

Le dossier comprend les pièces produites, la transcription des dépositions si elles ont été sténographiées, le procès-verbal de l'audition et la décision du ministre.

L'appel est entendu sur le dossier constitué, sous réserve du droit des juges d'entendre toute preuve additionnelle.

« **9***f*. Les juges qui entendent et décident l'appel sont investis, aux fins de cet appel, des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

« **9***g*. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que le juge en chef de la Cour provinciale n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

« **9***h*. Sur requête d'une partie signifiée à l'autre, le juge en chef de la Cour provinciale désigne les trois juges qui doivent entendre l'appel et fixe péremptoirement la date d'audition de l'appel entre le soixantième et le quatre-vingt-dixième jour qui suivent la production de la requête en appel au greffe.

« **9***i*. Les juges doivent, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de se faire entendre.

« **9***j*. Les juges peuvent admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.

« **9***k*. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

"**9***d*. The appeal shall be made by a motion served upon the Minister. This motion must be filed in the office of the Provincial Court of the judicial district where the appellant is domiciled within ninety days after he receives the Minister's decision.

"**9***e*. Within the month following receipt of the notice of appeal, the Minister shall send the record respecting the decision appealed from to the clerk of the Provincial Court.

The record shall include the documents produced, the transcript of testimony if taken down in shorthand, the minutes of the hearing and the Minister's decision.

The appeal shall be heard on the record as constituted, subject to the judges' right to hear any additional evidence.

"**9***f*. The judges hearing and deciding the appeal shall have for the purposes of this appeal the powers and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

"**9***g*. The appeal shall not suspend the execution of the Minister's decision unless the chief judge of the Provincial Court orders otherwise where the case is urgent.

"**9***h*. Upon a motion by one party served upon the other, the chief judge of the Provincial Court shall designate the three judges who must hear the appeal and by a peremptory order fix the date for hearing the appeal between the sixtieth and ninetieth days after the motion in appeal is filed in the office.

"**9***i*. The judges must allow the parties to be heard before rendering any decision on an appeal.

"**9***j*. The judges may admit a copy of or an extract from a document, in evidence, if the original is not available.

"**9***k*. At the proof and hearing, each party may examine the witnesses and present his arguments.

Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.

« **9***l*. Toute personne qui témoigne devant les juges a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

« **9***m*. Les juges ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils peuvent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des parties.

« **9***n*. Les juges peuvent confirmer la décision ou l'infirmer; leur décision est sans appel.

S'ils ne sont pas d'accord, la question est résolue par la majorité.

« **9***o*. Le jugement doit être consigné par écrit et signé par les juges qui l'ont rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.

« **9***p*. Une copie certifiée doit être transmise, par le greffier de la Cour provinciale, par la poste, à chacune des parties.

L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale. »

8. Dans toute loi ou proclamation, dans tout arrêté en conseil, contrat ou document,

a) le mot « accréditation », lorsqu'il s'applique à un libraire, est remplacé par le mot « agrément »;

b) les expressions « certificat d'accréditation » et « libraire accrédité » sont remplacées, respectivement, par les expressions « certificat d'agrément » et « libraire agréé ».

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Every party is entitled to an advocate's assistance.

"**9***l*. Every person testifying before the judges shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure shall apply, *mutatis mutandis*.

"**9***m*. The judges shall have all the powers necessary for the exercise of their jurisdiction and they may in particular make any order they think proper to protect the rights of the parties.

"**9***n*. The judges may confirm the decision or quash it; their decision shall be without appeal.

If they do not agree, the matter shall be resolved by the majority.

"**9***o*. The judgment must be in writing and signed by the judges who render it. In addition to the conclusions, it must contain the reasons on which the decision is based.

"**9***p*. The clerk of the Provincial Court shall mail a certified copy to each party.

The original shall be preserved in the office of the Provincial Court."

8. In every act, proclamation, order in council, contract or document,

(*a*) in the French text, the word "accreditation" when it applies to a bookseller, is replaced by the word "agrément";

(*b*) in the French text, the expressions "certificat d'accréditation" and "libraire accrédité" are replaced, respectively, by the expressions "certificat d'agrément" and "libraire agréé".

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi concernant le commerce du pain

Sanctionnée le 29 juin 1973
(P.L. 277)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « établissement »: tout endroit où l'on fabrique, entrepose, distribue, vend ou fait le commerce du pain au Québec;

b) « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce;

c) « pain rassi »: pain dont la date de fabrication est antérieure d'au moins quatre jours à celle de mise en vente au consommateur;

d) « prix »: le prix de vente au détail.

SECTION II

PRIX, POIDS ET COMMERCE DU PAIN

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer pour le pain un prix minimum en tenant compte du coût moyen de production de boulangeries faisant preuve d'une productivité satisfaisante.

3. Tout projet d'arrêté en conseil ayant pour objet de fixer un prix minimum du pain doit être publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant

An Act respecting the bread trade

Assented to 29th June 1973
(Bill 277)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(*a*) "establishment": every place where bread is made, stored, distributed, sold or traded in the province of Québec;

(*b*) "Minister": the Minister of Industry and Commerce;

(*c*) "stale bread": bread made at least four days before it is offered for sale to the consumers;

(*d*) "price": the retail selling price.

DIVISION II

PRICE, WEIGHT AND TRADE OF BREAD

2. The Lieutenant-Governor in Council may fix a minimum price for bread taking into account the average production cost for bakeries evidencing satisfactory productivity.

3. Every draft order in council having as its object the fixing of a minimum price of bread must be published by the Minister in the *Québec Official Gazette*, with notice that at the expiry of thirty days

cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Cet arrêté entre en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation.

4. Il est interdit:

a) de vendre du pain à un prix inférieur à celui fixé conformément à la présente loi;

b) de vendre ou d'offrir en vente, à un prix global, un lot de produits ou d'articles comprenant du pain;

c) d'utiliser des moyens directs ou indirects, comme des timbres, primes ou concours, ayant pour objet ou pour effet de réduire le prix en deçà du minimum établi en vertu de la présente loi ou de laisser croire qu'il en est ainsi;

d) de vendre du pain non conforme aux normes établies en vertu de la présente loi.

5. Il est interdit de donner du pain pour des fins publicitaires.

6. Le poids net de tout pain offert en vente au Québec doit être, au moins une heure après la cuisson, de 6 onces ou moins, ou de 16, 20, 24 ou 32 onces.

Les autres articles de la présente loi ne s'appliquent pas aux petits pains pesant individuellement six onces ou moins.

7. Le poids du pain doit être indiqué sur l'emballage.

8. Un marchand ou un boulanger peut offrir occasionnellement du pain défraichi aux conditions suivantes:

a) chaque pain doit porter une étiquette sur laquelle sont inscrites la mention « pain rassi » et la date de fabrication, laquelle doit être d'au moins quatre jours antérieure à celle de la mise en vente au consommateur;

b) ces pains doivent être placés dans un comptoir distinct, lequel doit porter bien en vue une affiche sur laquelle sont inscrits les mots « pain rassis »;

c) le prix de ce pain ne doit pas être inférieur à 75% du prix minimum fixé en vertu de la présente loi.

following such publication, it shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

Such order shall come into force from similar publication of a notice of such approval.

4. It is prohibited:

(*a*) to sell bread at a price lower than that fixed in accordance with this act;

(*b*) to sell or offer for sale, for a lump sum, a lot of products or articles including bread;

(*c*) to use direct or indirect means, such as stamps, premiums or contests, having as their object or effect to reduce the price below the minimum established under this act or to lead to the belief that it is so;

(*d*) to sell bread not in conformity with the standards established under this act.

5. It is prohibited to give bread for publicity purposes.

6. The net weight of a loaf offered for sale in the province of Québec must be 6 ounces or less, or 16, 20, 24 or 32 ounces at least one hour after baking.

Other sections of this act do not apply to rolls individually weighing six ounces or less.

7. The weight of the loaf must be indicated on the package.

8. A merchant or baker may occasionally offer stale bread on the following conditions:

(*a*) each loaf must bear a label on which the words "stale bread" and the date of making are inscribed; such date must be at least four days before that when the loaf is offered for sale to consumers;

(*b*) such loaves must be placed on a separate counter, which must bear in a conspicious place a sign on which the words "stale bread" are inscribed;

(*c*) the price of such bread shall not be less than 75% of the minimum price fixed under this act.

9. Tout pain doit porter sur l'emballage le nom et l'adresse du fabricant.

Tout pain dont l'emballage porte comme inscription principale un nom ou une marque de commerce qui n'appartient pas à l'entreprise qui le fabrique doit porter l'inscription suivante: « Fabriqué par .... (*nom du fabricant*) selon les indications de .... (*nom de l'entreprise qui l'a commandé*). »

9. All bread must bear on the package the name and address of the maker.

Any bread package whose main inscription is a name or trade mark which does not belong to the business making the bread must bear the following inscription: "Made by .... (*name of maker*) according to the instructions of .... (*name of the undertaking ordering it*)."

SECTION III

RÈGLEMENTS

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour régir le commerce du pain au Québec et plus particulièrement:

a) pour établir des normes relatives à la publicité, à l'étiquetage et à l'emballage du pain;

b) pour exempter, en totalité ou en partie, de l'application de la présente loi ou des règlements, certaines catégories de pains qu'il indique;

c) pour confier à une municipalité ou à une communauté urbaine l'application de la présente loi ou d'une partie de cette loi sur son territoire.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

DIVISION III

REGULATIONS

10. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to govern the bread trade in the province of Québec and in particular:

(*a*) to prescribe standards respecting advertising, labelling and packaging of bread;

(*b*) to exempt, in whole or in part, from the application of this act or the regulations, certain classes of bread which he indicates;

(*c*) to entrust to a municipality or urban community the application of this act or part of this act in its territory.

The regulations made under this act shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

SECTION IV

INSPECTION

11. Des inspecteurs peuvent être nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1re session, chapitre 14) pour veiller à l'application de la présente loi.

12. Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans tout établissement dans lequel du pain est fabriqué, entreposé, mis en vente ou distribué et en faire l'inspection, et vérifier le contenu de tout véhicule utilisé pour le transport du pain.

DIVISION IV

INSPECTION

11. Inspectors may be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) to see to the application of this act.

12. Every inspector may, in the performance of his duties, enter at any reasonable time any establishment where bread is made, stored, offered for sale or distributed and inspect it, and check the contents of any vehicle used for the transport of bread.

13. Tout inspecteur peut exiger du propriétaire, du locataire ou du gérant d'un établissement toute information relative à l'application de la présente loi et consulter tout registre ou document à l'appui de telle information.

14. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a le droit d'obtenir en vertu de la présente loi.

15. Un inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.

SECTION V

INFRACTIONS ET PEINES

16. Toute personne autre qu'une corporation qui contrevient aux dispositions de la présente loi est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins $200 et d'au plus $500 pour une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins $500 et d'au plus $2,000.

17. Toute corporation qui contrevient aux dispositions de la présente loi est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins $500 et d'au plus $1,000 pour une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans d'une amende d'au moins $2,000 et d'au plus $5,000.

18. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue à l'article 16, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

19. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur

13. Every inspector may exact from the owner, lessee or manager of an establishment any information relating to the application of this act and examine any register or document in support of such information.

14. It is forbidden to hinder an inspector in any manner in the performance of his duties, to mislead him by concealment or false representations or to refuse to give him information or a document which he is entitled to obtain under this act.

15. An inspector shall, if so required, show a certificate signed by the Minister, attesting his authority.

DIVISION V

OFFENCES AND PENALTIES

16. Every person other than a corporation who contravenes this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than $200 nor more than $500 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than $500 nor more than $2,000.

17. Every corporation which contravenes this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than $500 nor more than $1,000 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than $2,000 nor more than $5,000.

18. When a corporation is guilty of an offence against this act or a regulation, every officer, director, employee or agent of such corporation who prescribed or authorized the commission of the offence or consented to or acquiesced or participated in it, is deemed a party to the offence and is liable to the penalty provided in section 16, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

19. Proceedings under this act shall be taken by the Attorney-General or by

général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin, suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

La deuxième partie de cette dernière loi s'applique à ces poursuites.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

20. La Loi de la fabrication du pain (Statuts refondus, 1964, chapitre 191) est abrogée.

21. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

22. Jusqu'à ce qu'un arrêté en conseil soit adopté en vertu de l'article 3, le prix minimum visé à l'article 2 est fixé de la façon suivante:

Pain	*Prix minimum*
16 onces:	$0.18
20 onces:	0.20
24 onces:	0.22
32 onces:	0.30

23. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

a person whom he authorizes generally or specially in writing for that purpose, under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Part II of such last-mentioned act applies to such proceedings.

DIVISION VI

FINAL PROVISIONS

20. The Bread Act (Revised Statutes, 1964, chapter 191) is repealed.

21. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the application of this act.

22. Until an order in council is made under section 3, the minimum price contemplated by section 2 is fixed in the following manner:

Loaf	*Minimum Price*
16 ounces:	$0.18
20 ounces:	0.20
24 ounces:	0.22
32 ounces:	0.30

23. The provisions of this act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Textes réglementaires

A.C. 2784-72, du 20 septembre 1972

LOI FAVORISANT LA MISE EN VALEUR DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(L.Q. 1969, ch. 44)

Exploitations agricoles

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le règlement concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.Q., 1969, ch. 44), édicté par l'Office du crédit agricole du Québec le 14 septembre 1972 conformément à l'article 22 de ladite loi, aux fins d'abroger et de remplacer les règlements concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles approuvés par l'arrêté en conseil 4198 du 20 décembre 1969, lequel règlement est reproduit en annexe au présent arrêté en conseil, soit approuvé et entre en vigueur le 1er octobre 1972 après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles

Section I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) «Loi»: la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.Q., 1969, ch. 44 et am.);

b) «Office»: l'Office du crédit agricole du Québec;

c) «principale occupation» et «activité principale»: le fait pour une personne de consacrer la majeure partie de son temps à l'exploitation d'une ferme, d'en tirer la plus grande part de son revenu, d'y contrôler l'emploi de son temps et l'ensemble de ses décisions et d'être reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture;

Statutory instruments

O.C. 2784-72, 20 September 1972

ACT TO PROMOTE THE DEVELOPMENT OF AGRICULTURAL EXPLOITATIONS
(S.Q., 1969, ch. 44)

Agricultural exploitations

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulation under the Act to promote the development of agricultural exploitations.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulation annexed hereto, made by the Québec Farm Credit Bureau on 14 September, 1972 pursuant to section 22 of the Act to promote the development of agricultural exploitations (S.Q., 1969, ch. 44), the object of which is to revoke and replace the regulation under the said Act which was approved under Order in Council 4198 dated 20 December, 1969, be approved and come into force on 1 October, 1972 after its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the Act to promote the development of agricultural exploitations

Division I
DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. In this Regulation, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean:

(a) "Act": the Act to promote the development of agricultural exploitations (S.Q., 1969, ch. 44 and am.);

(b) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;

(c) "principal occupation" and "principal activity": the fact that a person devotes the major part of his time to the exploitation of a farm, derives the greater part of his revenue therefrom, controls the use of his time and, on the whole, his decisions thereon and is acknowledged in his milieu to be principally engaged in farming;

d) «culture du sol»: l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature et, accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol; l'exploitation exclusivement sylvicole n'est pas considérée comme «culture du sol» pour les fins de la Loi;

e) «élevage d'animaux de ferme»: l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de volailles et de visons, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à titre accessoire à l'entreprise principale, peut être considéré comme «élevage d'animaux de ferme» l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1.

Section II

PROGRAMME D'AMÉLIORATIONS GÉNÉRALES

2. Le programme d'améliorations générales prévu à l'article 17 de la Loi signifie toute amélioration apportée à la ferme en tant qu'unité d'exploitation agricole et, sans limiter la généralité de ce qui précède, comprend les améliorations apportées au fonds de terre et aux bâtiments de ferme, ainsi que l'achat d'instruments aratoires, de machinerie agricole et de cheptel. Ce programme doit, à la satisfaction de l'Office, comporter une description et une estimation du coût des améliorations projetées ou des achats à effectuer ainsi que le calendrier de leur exécution.

Section III

PROGRAMME D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

3. Le programme d'améliorations foncières visé aux articles 5 et 7 de la Loi doit être destiné prioritairement et dans la proportion d'au moins 50%, à moins que l'Office en décide autrement, à la mise en valeur du fonds de terre et ensuite à la construction ou à l'amélioration des bâtiments de ferme, à l'exception de la résidence de ferme ainsi que des frais d'entretien et des dépenses courantes. Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres:

a) **pour le fonds de terre:** la désignation de la superficie à améliorer, la nature et la description des améliorations à effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

b) **pour les bâtiments de ferme:** la nature des constructions ou améliorations à faire, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution.

(d) "cultivation of the soil": exploitation of the soil for the production of crops, either for transformation on the farm or for sale in their natural state and, accessorily, the exploitation of other soil resources; exclusively sylvicultural exploitation shall not be considered as "cultivation of the soil" for the purposes of the Act;

(e) "raising of livestock": the raising of cattle, sheep, swine, poultry and mink, or the exploitation of these classes of livestock and their products; as an accessory to the principal production, the breeding of any other animals or the exploitation of them and their products may be considered "raising of livestock".

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act where used in this Regulation, have the same meanings and refer to the same things as those in section 1.

Division II

GENERAL IMPROVEMENT PLAN

2. The general improvement plan mentioned in section 17 of the Act means any improvement made to the farm as a farming unit, and, without restricting the generality of the foregoing, shall include improvements made to the land and farm buildings, the purchase of farm implements, agricultural machinery and livestock. This plan shall, to the satisfaction of the Bureau, include a description and estimate of the cost of the planned improvements or purchases to be made, and a timetable for their carrying out.

Division III

PROGRAM FOR IMPROVEMENT OF LAND AND FARM BUILDINGS

3. The program for improvement of land and farm buildings contemplated in sections 5 and 7 of the Act shall, by priority and in a proportion of at least 50% unless the Bureau decides otherwise, be aimed at land improvement, and, next, at the construction or improvement of farm buildings, but excepting the farm residence, maintenance costs and current expenses. This program must be submitted to the Bureau and include, to the satisfaction of the latter, among other things:

(a) **in the case of land:** the designation of the area to be improved, the nature and description of the improvements to be made, the estimated cost of the work to be done and a timetable for its carrying out;

(b) **in the case of farm buildings:** the nature of the constructions or improvements to be made and a description thereof, including size, structure and type of materials, its estimated cost and a timetable for its carrying out.

Section IV
ÉTABLISSEMENT DE JEUNES AGRICULTEURS

4. N'est pas censé s'établir pour les fins de la Loi, l'agriculteur qui acquiert ou a acquis, dans les 3 années qui précèdent la date de réception de sa demande de subvention par l'Office, une ferme ou une partie de ferme en vue de constituer une ferme rentable, s'il était propriétaire avant ledit délai de 3 ans d'une ferme qui lui permettait alors de faire de l'agriculture sa principale occupation.

Section V
AGRANDISSEMENT DE FERME

5. La subvention prévue à l'article 7 de la Loi doit servir exclusivement au paiement du coût des améliorations foncières réalisées conformément au programme soumis à l'Office suivant l'article 3 du présent règlement.

Ladite subvention ne peut dépasser $50 l'acre en culture de la superficie augmentée, jusqu'à concurrence du maximum prévu de $2,000, ou $4,000 selon le cas, ni s'appliquer à la superficie agrandie ou partie de cette dernière qui porte la superficie globale en culture de la ferme à plus de 400 acres pour un individu et 700 acres pour une corporation d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole ou des agriculteurs qui exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes ou dont ils sont propriétaires par indivis.

Les limites prévues à l'alinéa précédent s'appliquent également dans le cas d'un agriculteur, d'une corporation ou d'une société d'exploitation agricole qui, pour des motifs jugés valables par l'Office, dispose de sa ferme pour en acquérir une autre de plus grande étendue en culture, la partie de la superficie de la ferme de remplacement qui excède la superficie en culture de la première ferme étant considérée comme la superficie d'agrandissement. Dans ce cas toutefois, il ne doit pas s'écouler plus de 2 années entre la date de l'acte d'aliénation de la première ferme et la date de l'acte d'acquisition de la seconde; ce délai pourra être étendu, dans les cas d'expropriations, lorsque sa prolongation, de l'avis de l'Office, n'est pas imputable à l'exproprié.

6. Pour les fins du premier alinéa de l'article 7 de la Loi, la superficie d'agrandissement ne doit en aucun cas être située à une distance de plus de 6 milles, par voie ordinaire, de l'unité principale d'exploitation.

7. Pour apprécier l'étendue de la superficie d'agrandissement, aux fins de la subvention prévue à l'article 7 de la Loi, doivent être considérées toutes les aliénations de parcelles d'une ferme effectuées dans les 5 années qui précèdent la date de la réception par l'Office d'une demande de subvention, la superficie ainsi réduite sera alors soustraite de la superficie normalement accessible à telle subvention à moins qu'il n'en soit jugé autrement par l'Office.

Division IV
ESTABLISHMENT OF YOUNG FARMERS

4. A farmer who, within the 3 years prior to the date on which the Bureau receives his application for a grant, acquires or has acquired a farm or part of a farm in order to make up an economic farm, shall not be deemed to be establishing himself for purposes of the Act if, before the said 3 year period, he was owner of a farm which at that time, enabled him to make farming his principal occupation.

Division V
ENLARGEMENT OF FARM

5. The grant refered to in section 7 of the Act shall only be used to pay the cost of improvements to land and farm building carried out in accordance with the program submitted to the Bureau under section 3 of this Regulation.

The said grant shall not exceed $50 per acre under cultivation of the enlarged area, nor the maximum permissible amount of $2000, or $4000 as the case may be, nor shall it apply to the enlarged area or part thereof which increases the total area of the farm to more than 400 acres for an individual or to 700 acres for a corporation for agricultural exploitation, an agricultural exploitation partnership or group of farmers jointly operating an economic farm composed of all their farms, or which they hold in undivided ownership.

The limits prescribed in the preceding paragraph shall also apply in the case of farmers, corporations or partnerships for agricultural exploitation which for reasons deemed sound by the Bureau, dispose of their farms in order to acquire another containing a larger area under cultivation, that part of the area of the new farm which exceeds the area under cultivation on the original farm being considered the enlargement area. In such case, however, no more than 2 years may elapse between the date of signature of the deed of alienation of the first farm and the date of the deed of acquisition of the second; this time limit may be extended in case of expropriation if such extension, in the opinion of the Bureau, is not attributable to the person whose land is being expropriated.

6. For purposes of the first paragraph of section 7 of the Act, the enlarged area shall, under no circumstance, be situated at a distance of over 6 miles, by customary route, from the main farm.

7. To determine the size of the enlargement area for purposes of the grant prescribed in section 7 of the Act, all transfers of parcels of a farm made within 5 years prior to the date on which the Bureau receives a grant application shall be taken into consideration, the area thus alienated shall then be subtracted from the area which would normally qualify for such grant, unless the Bureau deems otherwise.

Section VI
CONTRAT DE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION AGRICOLE

8. Le contrat de société d'exploitation agricole requis au paragraphe *g* de l'article 1 de la Loi doit notamment comporter, à la satisfaction de l'Office, des dispositions relativement aux questions suivantes:

a) la nature des apports de chaque associé et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société;

b) la participation de chaque associé aux profits et aux pertes de la société à moins de partage égal.

9. Pour les fins du deuxième alinéa de l'article 13 de la Loi, est considérée comme étant une modification au contrat par lequel une société d'exploitation agricole a été formée, la dissolution de telle société demandée par l'un ou plusieurs de ses membres tant que le dernier versement d'une subvention qui lui a été accordée en vertu de la Loi n'a pas été payé.

Section VII
PREUVE QUE DES AGRICULTEURS EXPLOITENT CONJOINTEMENT LEURS FERMES

10. Lorsque plusieurs agriculteurs exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes, ils doivent, pour les fins de l'article 13*f* de la Loi, fournir la preuve de telle exploitation conjointe dans un document établissant:

a) leur convention d'exploiter en commun aussi longtemps que le dernier versement de la subvention demandée par ces agriculteurs n'aura pas été payé;

b) la nature des apports de chacun de ces agriculteurs;

c) la participation de chacun dans l'administration et le partage des revenus et des dépenses, à moins de partage égal;

d) l'obligation de tenir une comptabilité.

Section VIII
VALEUR RELATIVE DES INTÉRÊTS D'UN ACTIONNAIRE OU D'UN SOCIÉTAIRE

11. Pour établir la valeur relative des intérêts d'un actionnaire ou d'un sociétaire dans une corporation ou une société d'exploitation agricole pour les fins de l'article 12 de la Loi, l'Office doit déterminer la quote-part de cet actionnaire ou de ce sociétaire dans l'actif global de cette corporation ou de cette société.

Division VI
CONTRACT OF AN AGRICULTURAL EXPLOITATION PARTNERSHIP

8. The contract of an agricultural exploitation partnership stipulated in paragraph *g* of section 1 of the Act shall, among other things, contain provisions relative to the following matters, to the satisfaction of the Bureau:

(a) the nature of each partner's contribution and the relative value to the partnership that such contribution represents in the case of each partner;

(b) the share of profits and losses apportioned to each partner, if the apportionment is not equal.

9. For the purposes of the second paragraph of section 13 of the Act, a request for dissolution of an agricultural exploitation partnership made by one or several of its members shall be considered an amendment to the contract constituting an agricultural exploitation partnership unless the last instalment on a grant made to it under the Act has been paid.

Division VII
PROOF THAT FARMERS OPERATE THEIR FARMS JOINTLY

10. If several farmers jointly operate an economic farm composed of all their farms they must, for the purposes of section 13*f* of the Act, furnish proof of such joint operations in a document establishing:

(a) their agreement to operate jointly until the last instalment on the grant requested by these farmers has been paid;

(b) the nature of each farmer's contribution;

(c) the share of each in the administration and apportionment of revenues and expenses if such sharing is not equal;

(d) the obligation to keep accounts.

Division VIII
RELATIVE VALUE OF THE INTERESTS OF A SHAREHOLDER OR PARTNER

11. To establish the relative value of the interests of a shareholder or partner in a corporation or partnership for agricultural exploitation for purposes of section 12 of the Act, the Bureau shall determine the share of such shareholder or partner in the total assets of the corporation or partnership.

Section IX
DEMANDE DE SUBVENTION ET PRODUCTION DE DOCUMENTS

12. Toute demande de subvention doit être faite sur une formule de demande approuvée par l'Office à laquelle doit être annexé l'acte d'acquisition de la ferme ou de la superficie d'agrandissement, selon le cas. Cette demande doit en outre être accompagnée d'un programme d'améliorations générales ou foncières selon le cas, conforme aux articles 2 et 3 du présent règlement.

L'acte d'acquisition requis pour les fins des articles 2, 5 et 7 de la Loi doit être acceptable par l'Office, les lots sous billet de location ne peuvent être considérés pour fins de calcul de la superficie d'agrandissement.

13. L'Office peut également requérir d'une personne qui fait une demande de subvention tout document qu'il juge utile ou nécessaire à l'octroi de cette dernière et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, requérir la production des documents suivants:

a) pour la corporation d'exploitation agricole:

i) les lettres patentes et lettres patentes supplémentaires, s'il y a lieu;
ii) le registre des actionnaires;
iii) le livre des minutes;
iv) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; et, dans le cas d'une nouvelle corporation, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations;
v) un certificat de régularité de la corporation récemment émis par le ministère des institutions financières, compagnies et coopératives;

b) pour la société d'exploitation agricole:

i) le contrat de formation de la société et toute convention subséquente, s'il y a lieu;
ii) la liste des sociétaires et participation de chacun de ces derniers;
iii) la déclaration de société;
iv) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; et, dans le cas d'une nouvelle société, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations.

N.B. Le présent règlement, antérieurement publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 septembre 1972, est republié, la version anglaise ayant été corrigée pour la rendre plus conforme à la version française.

196-o

Division IX
APPLICATION FOR GRANT AND PRODUCTION OF DOCUMENTS

12. Every application for a grant shall be made on an application form approved by the Bureau to which must be appended the deed of acquisition of the farm or of the enlargement area, as the case may be. This application form shall also be accompanied by a general improvement plan or a program of improvements to land and farm building, as the case may be, in accordance with sections 2 and 3 of this Regulation.

The deed of acquisition required for purposes of sections 2, 5 and 7 of the Act must be acceptable to the Bureau; the lots under a location ticket may not be included in calculating the enlargement area.

13. The Bureau may also require of a person applying for a grant any document that it considers useful or necessary thereto and, without restricting the generality of the foregoing, may require the production of the following documents:

(a) in the case of a corporation for agricultural exploitation:

(i) letters patent and supplementary letters patent, if any;
(ii) register of shareholders;
(iii) minute-book;
(iv) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year; and, in the case of a new corporation, a *pro forma* balance sheet and a plan of operations;
(v) a certificate of good standing of the corporation recently issued by the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

(b) in the case of an agricultural exploitation partnership:

(i) the contract of constitution of the partnership and any subsequent agreement, if applicable;
(ii) list of members and the contribution of each;
(iii) declaration of partnership;
(iv) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year; and, in the case of a new partnership, a *pro forma* balance sheet and a plan of operations.

N.B. This Regulation, previously published in the *Québec Official Gazette* of September 30, 1972, is republished, as the English version was corrected to render it more consistent with the French version.

196-o

A.C. 2782-72, 20 septembre 1972

LOI DE CRÉDIT AGRICOLE
(S.R.Q., 1964, ch. 108 et am.)

Règlement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant la Loi du crédit agricole.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le règlement concernant la Loi agricole (S.R.Q., 1964, ch. 108 et am.) adopté par l'Office du crédit agricole du Québec le 14 septembre 1972, aux fins d'abroger et de remplacer les règlements concernant la Loi du crédit agricole approuvés par l'arrêté en conseil 2475 du 27 août 1969, lequel règlement est reproduit en annexe au présent arrêté en conseil, soit approuvé conformément à l'article 9 de ladite loi et entre en vigueur le 1er octobre 1972 après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la Loi du crédit agricole

Section I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) «Loi»: la Loi du crédit agricole (S.R.Q., 1964, ch. 108 et am.);

b) «Office»: l'Office du crédit agricole du Québec;

c) «principale occupation» et «activité principale»: le fait pour une personne de consacrer la majeure partie de son temps à l'exploitation d'une ferme, d'en tirer la plus grande part de son revenu, d'y contrôler l'emploi de son temps et l'ensemble de ses décisions et d'être reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture;

d) «culture du sol»: l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature, et accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol; l'exploitation exclusivement sylvicole n'est pas considérée comme «culture du sol» pour les fins de la Loi;

O.C. 2782-72, 20 September 1972

FARM CREDIT ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 108 and am.)

Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Regulation under the Farm Credit Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the Regulation under the Farm Credit Act (R.S.Q., 1964, ch. 108 and am.) made by the Québec Farm Credit Bureau on 14 September, 1972, in order to revoke and replace the regulation in respect of the Farm Credit Act approved by Order in Council 2475 dated 27 August, 1969, which is annexed to this Order in Council, be approved pursuant to section 9 of the Act and come into force on 1 October, 1972, after its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the Farm Credit Act

Division I
DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. In this Regulation, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean:

(a) "Act": the Farm Credit Act (R.S.Q., 1964, ch. 108 and am.);

(b) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau:

(c) "principal occupation" and "principal activity": the fact that a person devotes the major part of his time to the exploitation of a farm, derives the greater part of his revenue therefrom, controls the use of his time and, on the whole, his decisions thereon and is acknowledged in his milieu to be principally engaged in farming;

(d) "cultivation of the soil": exploitation of the soil for the production of crops, either for transformation on the farm or for sale in their natural state and, accessorily, the exploitation of other soil resources; exclusively sylvicultural exploitation shall not be considered as "cultivation of the soil" for the purposes of the Act;

e) «élevage d'animaux de ferme»: l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de volailles et de visons, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à titre accessoire à l'entreprise principale, peut être considéré comme «élevage d'animaux de ferme» l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions;

f) «programme d'améliorations foncières»: un exposé détaillé d'un projet de mise en valeur du fonds de terre ou d'un projet de construction ou d'amélioration de bâtiments de ferme ainsi que des étapes de leur réalisation;

g) «conversion d'exploitation»: le fait de substituer à la production principale d'une ferme un autre genre de production.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1.

Section II

FINS AUXQUELLES DOIVENT SERVIR LES SOMMES PRÊTÉES

2. Les prêts consentis en vertu de la Loi peuvent être faits pour les fins suivantes:

a) achat de fermes ou de parties de ferme;

b) achat d'animaux de ferme et d'instruments aratoires;

c) construction ou réparations de bâtiments de ferme;

d) défrichement, drainage ou toute autre amélioration permanente en vue d'accroître la productivité de la ferme;

e) consolidation de dettes, sauf celles relatives aux automobiles, camions de plus de 3 tonnes, wagonnettes, béliers mécaniques d'une puissance motrice supérieure à 60 C.V. et autres dettes exceptées par l'Office;

f) toute autre fin qui, suivant le jugement de l'Office, peut rendre plus efficace l'exploitation de la ferme.

Section III

CONTRAT DE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION AGRICOLE

3. Le contrat de société d'exploitation agricole requis au paragraphe *g* de l'article 1 de la Loi doit notamment comporter, à la satisfaction de l'Office, des dispositions relativement aux questions suivantes:

a) la nature des apports de chaque associé et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société;

(e) "raising of livestock": the raising of cattle, sheep, swine, poultry and mink, or the exploitation of these classes of livestock and their products; as an accessory to the principal production, the breeding of any other animals or the exploitation of them and their products may be considered "raising of livestock";

(f) "land improvement program": a detailed description of a land improvement plan or of a plan for the construction or improvement of farm buildings, including the stages of the carrying out of such plans;

(g) "conversion to another type of operation": the substitution of another form of production for the principal production of a farm.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act, where used in this Regulation, have the same meaning and refer to the same things as those in section 1.

Division II

PURPOSES FOR WHICH LOANS MAY BE USED

2. Loans made under the Act may be granted for the following purposes:

(a) purchase of farms or parts of a farm;

(b) purchase of livestock and farm implements;

(c) construction or repair of farm buildings;

(d) clearing, draining or any other lasting improvement for the purpose of increasing the farm's productivity;

(e) consolidation of all debts except those related to cars, trucks weighing more than 3 tons, pick-ups and bulldozers exceeding 60 H.P., and all other debts excluded by the Bureau;

(f) any other purpose which, in the opinion of the Bureau, may contribute to the efficiency of farm operations.

Division III

CONTRACT OF AN AGRICULTURAL EXPLOITATION PARTNERSHIP

3. The contract of an agricultural exploitation partnership stipulated in paragraph *g* of section 1 of the Act shall, among other things, contain provisions relative to the following matters, to the satisfaction of the Bureau:

(a) the nature of each partner's contribution and the relative value to the partnership that such contribution represents in the case of each partner;

b) la participation de chaque associé aux profits et aux pertes de la société à moins de partage égal.

Section IV
CONTRIBUTION AU PAIEMENT DES FRAIS

4. La contribution de l'emprunteur aux frais d'évaluation des biens offerts en garantie est de $5.

Cette contribution doit accompagner la demande d'emprunt à l'Office et elle n'est retenue par ce dernier que si l'évaluation est complétée.

5. L'emprunteur doit assumer tous les frais relatifs à la recherche, à l'obtention et à l'enregistrement des titres ainsi qu'à la radiation des privilèges, hypothèques et nantissements sauf la partie payable par l'Office telle que déterminée par les arrêtés en conseil 1140 et 423 des 14 avril 1937 et 1er février 1940 respectivement.

Section V
PROGRAMME D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

6. Le programme d'améliorations foncières visé au paragraphe *d* de l'article 8 de la Loi doit être destiné de préférence à la mise en valeur du fonds de terre et ensuite à la construction ou à l'amélioration des bâtiments de ferme, à l'exception des frais d'entretien et des dépenses courantes.

Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres:

a) pour le fonds de terre: la désignation de la superficie à améliorer, la nature et la description des améliorations à effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

b) pour les bâtiments de ferme: la nature des constructions ou améliorations à faire, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution.

Section VI
PROGRAMME DE CONVERSION D'EXPLOITATION

7. Le programme de conversion d'exploitation visé au paragraphe *d* de l'article 8 de la Loi doit être destiné à réaliser un changement de structure de la ferme, c'est-à-dire une modification majeure dans le programme d'élevage ou de culture et l'implantation d'une autre production c'est-à-dire l'apparition d'un élevage ou d'une culture qui ne s'y rencontrait pas auparavant, ou qui ne s'y trou-

(b) the share of profits and losses apportioned to each partner, if the apportionment is not equal.

Division IV
CONTRIBUTION TO THE PAYMENT OF EXPENSES

4. The borrower's contribution to the cost of appraisal of the property given as security shall be fixed at $5.

This contribution must be sent with the loan application to the Bureau and shall be kept by the latter only if the appraisal is made.

5. The borrower must assume the costs relative to the search, obtaining and registration of titles and to the cancellation of privileges, hypothecs and pledges, with the exception of that part which is payable by the Bureau as determined by Orders in Council 1140 and 423 dated April 14, 1937 and February 1, 1940, respectively.

Division V
PROGRAM FOR IMPROVEMENT OF LAND AND FARM BUILDINGS

6. The land improvement program contemplated in paragraph *d* of section 8 of the Act shall first of all be aimed at land improvement and next, at the construction or improvement of farm buildings, but excepting maintenance costs and current expenses.

This program must be submitted to the Bureau and include, to the latter's satisfaction, among other things:

(a) in the case of land: the designation of the area to be improved, the nature and description of the improvements to be made, the estimated cost of the work to be done and a timetable for its carrying out;

(b) in the case of farm buildings: the nature of the constructions or improvements to be made and a description thereof, including size, structure and type of material, its estimated cost and a timetable for its carrying out.

Division VI
PROGRAM OF CONVERSION TO ANOTHER TYPE OF OPERATION

7. The program of conversion to another type of operation contemplated in paragraph *d* of section 8 of the Act shall be aimed at achieving a change in the farming system, namely, a major change in the livestock raising or crop cultivation program, and in the setting up of a new kind of production, that is, a type of livestick raising or crop production which did not previously exist on such farm or

vait qu'à titre accessoire. Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres:

a) **pour le fonds de terre:** la désignation des superficies, la nature et la description des transformations à effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

b) **pour les bâtiments de ferme:** la nature des constructions ou réparations, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

c) **pour les animaux:** l'espèce et le nombre des animaux à acquérir, leur coût et la date prévisible de leur achat ainsi que les dépenses additionnelles nécessaires à leur exploitation;

d) **pour les instruments et machineries agricoles:** la description sommaire, le coût et la date prévisible d'achat des appareils, outils et machines requis pour la conversion.

Le programme de conversion d'exploitation doit être accompagné d'une attestation écrite de la part d'un agronome du ministère de l'agriculture et de la colonisation à l'effet que le projet de conversion est de nature à favoriser le développement de l'exploitation agricole tout en étant compatible avec les objectifs poursuivis par ledit ministère.

Dans le cas de conversion d'exploitation, nonobstant le paragraphe *c* de l'article 1, il est loisible à l'Office d'accorder à la personne qui réalise une telle conversion le délai qu'il juge nécessaire pour lui permettre de se conformer audit article.

Section VII

BASES GÉNÉRALES D'ÉVALUATION DES FERMES ET DES BIENS NANTIS

8. Les bases générales d'évaluation des fermes pour les fins de la Loi reposent sur les données du marché dans le secteur concerné à la date de l'évaluation ainsi que sur la capacité de production agricole de la propriété offerte en garantie. La corrélation de la valeur indiquée par ladite capacité de production et de celle résultant d'une étude comparative des données dudit marché permet à l'Office d'établir la valeur de la ferme offerte en garantie.

Lorsque le produit de l'emprunt doit servir en tout ou en partie à la construction ou à la réparation de bâtiments, à l'agrandissement de la superficie en culture, à l'amélioration des conditions de drainage ou d'irrigation ou à toute autre amélioration permanente destinée à augmenter la valeur productive agricole de la ferme, la plus-value ainsi acquise est incluse dans la valeur estimative.

which existed only as an accessory operation. This program shall be submitted to the Bureau and include, to the latter's satisfaction, among other things:

(a) **in the case of land:** the designation of the areas and the nature and description of the changes to be made, the estimated cost of the work and a timetable for its carrying out;

(b) **in the case of farm buildings:** the nature of the constructions or repairs and a description thereof, including size, structure and type of the material, its estimated cost and a timetable for its carrying out;

(c) **in the case of animals:** the class and number of animals to be purchased, their cost and probable date of purchase, and also the necessary additional cost entailed by their exploitation;

(d) **in the case of farm implements and machinery:** a brief description and the cost and probable date of purchase of the appliances, equipment and machinery necessary for such conversion.

The program of conversion to another type of operation must be accompanied by a written attestation from an agronome of the Department of Agriculture and Colonization to the effect that the conversion plan is likely to promote the development of the farming operation and is compatible with the aims of the said Department.

In the case of conversion of an operation, notwithstanding paragraph *c* of section 1, it shall be permissible for the Bureau to grant persons carrying out such conversion any period of time it considers necessary for him to comply with the said section.

Division VII

GENERAL BASIS OF APPRAISAL OF FARMS AND PLEDGED PROPERTY

8. The general basis of appraisal of farms and pledged property for purposes of the Act shall depend on the marketing data for the sector in question on the date of appraisal, and on the agricultural production capacity of the property given as security. The correlation between the value indicated by the said production capacity and that resulting from a comparative study of the data of the said market will be used by the Bureau to establish the value of the farm given as security.

If the loan is to be used in whole or in part for the construction or repair of buildings, to increase in area under cultivation, to improve drainage or irrigation conditions or for any other lasting improvement aimed at increasing the productive value of the farm, the increase in value thereby acquired shall be included in the estimated value.

9. Les bases générales d'évaluation des biens nantis pour les fins de la Loi reposent sur les données du marché, dans le secteur concerné, lesquelles données doivent:

a) pour les animaux, être basées sur les prix observés pendant une période de temps jugée raisonnable par l'Office;

b) pour les instruments aratoires et pour la machinerie agricole, tenir compte du prix d'achat moins la dépréciation.

Section VIII

BIENS POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN NANTISSEMENT AGRICOLE ET BIENS POUVANT CONSTITUER LA BASE D'UN PRÊT SUR NANTISSEMENT AGRICOLE

10. Pour les fins du paragraphe *fa*[1] de l'article 8 de la Loi, tous les biens mentionnés à l'article 1979*a* du Code civil peuvent faire l'objet d'un nantissement agricole en faveur de l'Office.

Cependant, parmi ces biens, seuls les suivants peuvent constituer la base d'un prêt garanti par nantissement agricole pour les fins du paragraphe *d*[1] de l'article 8 de la Loi, soit:

a) les animaux reproducteurs: d'espèce bovine, ovine, porcine, chevaline, leur croît naturel et ceux des mêmes espèces qui peuvent leur être substitués dans le cours normal des opérations agricoles;

b) les instruments aratoires et la machinerie agricole: les outils, instruments, appareils, machines d'une espèce non habituellement fixée aux biens fonds ou immeubles, destinées à être employés sur une ferme, ainsi que les véhicules utilisés dans les exploitations agricoles, y compris les tracteurs de ferme et les camions d'une capacité de 3 tonnes et moins, mais à l'exception de tout autre véhicule automobile au sens du Code de la route et du tracteur industriel.

Section IX

TAUX D'INTÉRÊT ET BASE D'AMORTISSEMENT PROGRESSIF

11. Le taux d'intérêt payable à l'Office sur les quinze premiers mille dollars d'un prêt consenti par ce dernier, qu'il s'agisse de prêt hypothécaire ou de prêt sur nantissement, est de 2 1/2% par année.

Le taux d'intérêt payable à l'Office sur la partie d'un prêt consenti par ce dernier qui excède $15,000, qu'il s'agisse de prêt hypothécaire ou de prêt sur nantissement, est de 7% par année.

Pour déterminer la base d'amortissement progressif prévue à l'article 15 de la Loi et suivant laquelle sont

9. The general basis of appraisal of pledged property for purposes of the Act shall depend on the marketing data for the sector in question which:

(a) for animals, shall be based on the prices recorded over a period of time judged reasonable by the Bureau;

(b) for farm implements and machinery, shall take into account the purchase price less depreciation.

Division VIII

PROPERTY WHICH MAY BE THE OBJECT OF A PLEDGE OF AGRICULTURAL PROPERTY AND PROPERTY WHICH MAY CONSTITUTE THE BASIS FOR A LOAN SECURED BY PLEDGE OF AGRICULTURAL PROPERTY

10. For purposes of paragraph *fa*[1] of section 8 of the Act, all the property mentioned in article 1979*a* of the Civil Code may be the object of a pledge of agricultural property in favour of the Bureau.

However, only the following property may constitute the basis for a loan secured by pledge of agricultural property for purposes of paragraph *d*[1] of section 8 of the Act:

(a) breeding stock: of the bovine, ovine, porcine, equine species, their natural increase and that of the same species which may be substituted therefor in the normal course of agricultural operations;

(b) farm implements and machinery: equipment, implements, appliances and machinery of a kind not usually attached to real estate or immoveable property and intended for use on a farm, and also all vehicles used in farming, including farm tractors and trucks with a maximum capacity of 3 tons, but excluding any other motor vehicle within the meaning of the Highway Code as well as industrial tractors.

Division IX

RATE OF INTEREST AND BASIS OF PROGRESSIVE AMORTIZATION

11. The rate of interest payable to the Bureau on the first fifteen thousand dollars of a loan granted by the latter, whether it be a hypothecary loan or a loan secured by pledge, shall be fixed at 2 1/2% per annum.

The rate of interest payable to the Bureau on that part of a loan granted by the latter which exceeds $15,000, whether it be a hypothecary loan or a loan secured by pledge, shall be fixed at 7% per annum.

To determine the basis of progressive amortization prescribed in section 15 of the Act, which also provides for

remboursés les prêts consentis en vertu de cette dernière, l'Office établit le rapport entre les sommes prêtées, la durée des prêts et les taux d'intérêt, permettant ainsi d'établir le montant des versements semi-annuels égaux et consécutifs requis pour rembourser intégralement chaque prêt, y compris l'intérêt simple calculé semi-annuellement et séparément sur le solde de la partie inférieure à $15,000 et sur celui de la partie du prêt excédant $15,000, respectivement; lesdits versements comprennent une portion d'intérêt décroissant proportionnellement avec l'augmentation de la portion affectée à la réduction du capital.

Section X
ASSURANCE-VIE

12. Tout emprunteur âgé d'au moins 18 ans et d'au plus 40 ans qui obtient un prêt dont le montant est de 75% et plus de la valeur foncière de la ferme offerte en garantie, telle qu'établie par l'Office, doit adhérer au plan d'assurance-vie choisi par l'Office ou transporter à ce dernier les bénéfices d'une police d'assurance sur sa vie, pour un montant égal au montant de son prêt, jusqu'à concurrence de $25,000 et pour une période d'au moins 10 ans à compter de la date de la signature de l'acte de prêt, afin d'en garantir le remboursement au cas de son décès.

Tout emprunteur qui obtient un prêt sur nantissement agricole doit adhérer au plan d'assurance-vie choisi par l'Office ou transporter à ce dernier les bénéfices d'une police d'assurance sur sa vie, pour un montant égal au montant de son prêt et pour la durée de ce dernier.

Dans le cas d'emprunteurs conjoints, d'emprunteurs propriétaires par indivis, de corporations ou de sociétés d'exploitation agricole, l'Office désigne la personne qui devra assurer sa vie conformément aux alinéas précédents et détermine le montant d'assurance pour chaque personne lorsque l'assurance est requise de plusieurs d'entre elles.

N.B. Le présent règlement, antérieurement publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 septembre 1972, est republié, la version anglaise ayant été corrigée pour la rendre plus conforme à la version française.

196-o

the repayment of loans granted under same, the Bureau shall establish the relation between the capital loaned, the term of such loans and their rate of interest, thereby permitting the establishment of the amount of the equal and consecutive semi-annual payments required to repay each loan in full, including the simple interest computed semi-annually and separately on the balance of that part of the loan which is less than $15,000 and on the balance of that part exceeding $15,000 respectively; the said payments shall include an interest payment decreasing proportionally with the increase of that part appropriated for the reduction of capital.

Division X
LIFE INSURANCE

12. Every borrower who is at least 18 and not over 40 years of age who obtains a loan the amount of which represents 75% or more of the value of the farm given as security as established by the Bureau, shall, in order to guarantee repayment thereof in case of death, belong to the life insurance plan selected by the Bureau, or transfer to the latter the benefits of a life insurance policy for an amount equal to the amount of his loan, up to a maximum amount of $25,000 and for a period of at least 10 years from the date of signing of the deed of loan.

Every borrower who obtains a loan secured by pledge of agricultural property must belong to the life insurance plan chosen by the Bureau or transfer to the latter the benefits of a life insurance policy for an amount equal to the amount of his loan and for a duration equal to the term of such loan.

In the case of joint borrowers, joint-owner borrowers and agricultural exploitation corporations or partnerships, the Bureau shall designate the person who must insure his life in accordance with the preceding paragraphs and shall determine the amount of insurance for each person if insurance is required from several persons.

N.B. This Regulation, previously published in the *Québec Official Gazette* of September 30, 1972, is republished, as the English version was corrected to render it more consistent with the French version.

196-o

C.T. 72827, 11 juillet 1973
Règ. 73-396, 19 juillet 1973

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q., 1965, ch. 14)

Inspecteurs en carburants

CONCERNANT le Règlement concernant le statut particulier des inspecteurs en carburants.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 6 juin 1973, un règlement concernant le statut particulier des inspecteurs en carburants;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q., 1965, 1re session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q., 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

IL EST DÉCIDÉ par le conseil du trésor:

QUE soit approuvé le « Règlement concernant le statut particulier des inspecteurs en carburants » adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 6 juin 1973 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement prenne effet à compter du 1er juillet 1973 et soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement de la Commission de la fonction publique numéro 281 concernant le statut particulier des inspecteurs en carburants

1. Classification: Les inspecteurs en carburants forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires dont le travail principal et habituel consiste à surveiller et à contrôler, par des travaux d'inspection et d'enquête, l'application de la législation et des règlements ayant trait à la taxe sur les carburants.

Ce corps comprend 2 classes: la classe d'inspecteur en carburants et la classe d'inspecteur principal en carburants.

La classe d'inspecteur en carburants comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer des fonctions caractéristiques de cette classe.

T.B. 72827, 11 July 1973
Reg. 73-396, 19 July 1973

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q., 1965, ch. 14)

Fuel inspectors

CONCERNING the Regulation respecting the particular status of fuel inspectors.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 6 June 1973, a Regulation respecting the particular status of fuel inspectors;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (S.Q., 1965, 1st Session, ch. 14), the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (S.Q., 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED by the Treasury Board:

THAT the Regulation respecting the particular status of fuel inspectors made by the Civil Service Commission at its meeting held on 6 June 1973, a copy of which is annexed to this T.B., be approved;

THAT this Regulation come into force on 1 July 1973 and be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk.

Regulation 281 of the Civil Service Commission respecting the particular status of fuel inspectors

1. Classification: In the civil service fuel inspectors constitute a group of civil servants whose main and regular occupation consists in supervising and enforcing, by inspections and investigations, the application of the laws and regulations respecting fuel tax.

This group consists of 2 classes: the fuel inspector class and the fuel inspector administrative class.

The fuel inspector class consists of employees whose main and regular occupation is the performance of duties pertaining to that class.

L'inspecteur en carburants visite les raffineries et les entreprises d'importation des produits pétroliers combustibles pour s'assurer que la coloration du mazout s'effectue conformément à la loi et aux règlements; il patrouille les routes et au besoin visite les terrains privés, arrête les véhicules et prélève des échantillons des carburants utilisés, transportés ou entreposés; il prend sur place la lecture des pompes et des odomètres sur la machinerie diesel; il prend l'inventaire physique des carburants entreposés et concilie les quantités en stock avec les quantités obtenues selon les livres et documents comptables; il constate les irrégularités, émet des contraventions et s'il y a lieu obtient la collaboration des forces policières pour effectuer une arrestation ou une saisie; il peut, dans certains cas, procéder lui-même à la saisie d'un véhicule; il maintient des contacts avec les autorités susceptibles de l'aider dans la détection des fraudes; il effectue à l'occasion des inspections et enquêtes chez les vendeurs et usagers pour contrôler la perception et le paiement de la taxe sur les carburants; il peut être appelé à colorer des carburants; il témoigne devant le tribunal, si la situation l'exige, en vue de faire part des faits constatés au cours des travaux d'enquêtes; il rédige des rapports d'activités.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'inspecteur en carburants peut être appelé à initier au travail les nouveaux inspecteurs en carburants.

Enfin, l'inspecteur en carburants peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

La classe d'inspecteur principal en carburants comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer les fonctions de l'inspecteur en carburants chef d'équipe: il dirige une équipe d'inspecteurs en carburants; il exécute, avec les membres de son équipe, des fonctions caractéristiques de la classe précédente et effectue, au besoin, les travaux les plus difficiles; il répartit le travail entre les membres de son équipe; il vérifie l'exécution du travail; il donne, à la demande du notateur, son avis lors de la notation des membres de son équipe; il collabore à l'entraînement des membres de son équipe.

2. Recrutement:

A) Avis d'examen: Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission de la fonction publique tient des examens après en avoir donné un avis approprié.

B) Conditions spécifiques d'admission aux examens:

a) détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions spécifiques d'admission aux examens quant à la scolarité sont comparables;

The fuel inspector visits combustible petroleum products refineries and import businesses to ensure that the fuel oil colouring is performed in accordance with the law and regulations; he patrols highways and where necessary visits private lands, stops vehicles and takes samples of the fuel used, transported or stored; he takes on-the-spot reading of pumps and odometers on diesel operated engines; he takes physical inventory of stored fuel and reconciles the quantities in stock with the quantities obtained according to the bookkeeping documents; he searches out irregularities, issues notices of contraventions and, where applicable, obtains the cooperation of the police force in order to effect arrest or seizure; he may, in certain cases, himself effect the seizure of a vehicle; he maintains contact with the authorities who can assist him in fraud detection; he occasionally performs inspections and investigations with respect to sellers and consumers to control the collecting and paying of fuel tax; he may be required to colour fuel; he testifies before the courts, as required, in order to give information on the facts established during investigations; he draws up activity reports.

In the performance of his duties, the fuel inspector may be called upon to initiate new fuel inspectors.

Further, the fuel inspector may be assigned other related duties.

The fuel inspector administrative class consists of employees whose main and regular occupation is to exercise the functions of head of a team of fuel inspectors: he directs a team of fuel inspectors; together with the members of his team, he performs the duties pertaining to the class first mentioned and, where necessary, carries out the more difficult tasks; he distributes work among the members of his team and ensures that it is done; when requested by an evaluator, he gives his opinion when the members of his team are being rated; in addition, he collaborates in the training of the members of his team.

2. Recruitment:

(A) Examination notice: In order to establish permanent eligibility lists, the Civil Service Commission holds examinations upon due notice thereof.

(B) Examination eligibility requirements:

(a) hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade XI or Secondary V recognized by the competent authority, or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority, or belong to a class of employment within the Civil Service whose examination eligibility requirements are similar in respect of schooling;

b) avoir 5 années d'expérience pertinente aux activités de l'inspecteur en carburants notamment dans des travaux d'enquête ou de surveillance ou dans le commerce des produits pétroliers.

Peuvent également être admis les candidats ne possédant pas toute la scolarité requise précédemment mais ayant un grand nombre d'années d'expérience jugée suffisante pour remplir les fonctions d'inspecteur en carburants;

c) connaître la langue française et, au besoin, la langue anglaise.

C) Éligibilité:

1) **À la classe d'inspecteur en carburants:** Le candidat ayant les qualifications requises aux conditions spécifiques d'admission aux examens et qui réussit l'examen nécessaire est déclaré éligible à la classe d'inspecteur en carburants.

2) **À la classe d'inspecteur principal en carburants:** Faute d'employés éligibles dans le milieu à la suite d'un concours spécifique d'avancement, le candidat recruté à l'extérieur de la fonction publique ayant au moins 5 années d'expérience additionnelle à celle exigée aux conditions spécifiques d'admission aux examens de la classe d'inspecteur en carburants et qui réussit l'examen nécessaire, peut être déclaré éligible à la classe d'inspecteur principal en carburants.

3. Nomination: La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de 12 mois pour les fonctionnaires de ce corps.

4. Avancement de classe: L'avancement de classe d'inspecteur en carburants à la classe d'inspecteur principal en carburants n'est possible qu'aux conditions suivantes:

1) avoir complété la période d'emploi continu à titre temporaire;

2) avoir 5 années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice des fonctions caractéristiques de la classe d'inspecteur en carburants, à ce titre ou à un titre équivalent;

3) participer à un concours d'avancement spécifique qui a lieu selon les besoins de l'Administration; à l'occasion de ce concours d'avancement, le candidat doit démontrer qu'il a la compétence et les aptitudes pour exercer les fonctions du poste considéré; les rapports de notation, les travaux réalisés et l'ensemble du dossier professionnel du candidat font l'objet d'une étude particulière par le jury; celui-ci possède de plus une description des fonctions du poste à pourvoir;

(b) have 5 years of experience pertinent to the duties of fuel inspectors, particularly in investigative or supervisory work or in the petroleum products trade.

The candidates who do not have the previously specified schooling but who have many years of experience deemed sufficient to fulfil the duties of a fuel inspector are also eligible;

(c) know the French language and, subject to requirement, the English language.

(C) Eligibility:

(1) **The fuel inspector class:** A candidate who has the examination eligibility requirements and who passes the examination is declared eligible for the fuel inspector class.

(2) **Fuel inspector administrative class:** If no eligible employees are available within the Civil Service following a specific examination for promotion, a candidate recruited from outside the Civil Service with at least 5 years of experience additional to that required for examination eligibility in the fuel inspector class and who passes the required examination may be declared eligible for the fuel inspector administrative class.

3. Appointment: With respect to the members of this group, the period of required continuous temporary employment in the Civil Service before appointment on a permanent basis is 12 months.

4. Class promotion: Advancement from the fuel inspector class to the fuel inspector administrative class is only possible if the employee:

(1) has completed the period of required continuous temporary employment;

(2) has 5 years of experience recognized by the competent authority in the performance of duties pertaining to the fuel inspector class as such, or in an equivalent capacity;

(3) passes a specific promotion examination held as the Administration requires; at this examination, the candidate must show that he has the ability and aptitude to perform the duties pertaining to the position in question; the candidate's ratings, the work he has done, and his entire professional record shall be carefully studied by the jury; in addition, the jury shall be provided with a description of the functions of the position to be filled.

4) être déclaré éligible à l'emploi considéré;

5) être affecté à un emploi de la classe d'inspecteur principal en carburants.

192-o

(4) is declared eligible for the employment in question;

(5) is assigned to a position in the fuel inspector administrative class.

192-o

C.T. 72828, 11 juillet 1973
Règ. 73-397, 19 juillet 1973

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q. 1965, ch. 14)

Photographes

CONCERNANT le Règlement concernant le statut particulier des photographes.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 15 juin 1973, un nouveau règlement concernant le statut particulier des photographes;

ATTENDU QUE ce nouveau règlement remplace le règlement numéro 246 de la Commission de la fonction publique concernant le statut particulier des photographes approuvé par le C.T. 62215 du 1er mars 1972 et dont le C.T. 67360 du 22 novembre 1972 a décrété l'entrée en vigueur;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q., 1965, 1re session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q., 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

IL EST ORDONNÉ par le Conseil du trésor:

QUE soit approuvé le Règlement concernant le statut particulier des photographes adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 15 juin 1973 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement prenne effet à compter du 12 octobre 1972 et soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement de la Commission de la fonction publique numéro 246 concernant le statut particulier des photographes

1. Classification: Les photographes forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires dont le travail principal et habituel consiste à prendre et développer des photographies.

Ce corps ne comprend pas les employés dont le travail principal et habituel consiste à assurer la conduite d'appa-

T.B. 72828, 11 July 1973
Reg. 73-397, 19 July 1973

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q., 1965, ch. 14)

Photographers

CONCERNING the Regulation respecting the particular status of photographers.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 15 June 1973, a new regulation respecting the particular status of photographers.

WHEREAS the said Regulation replaces Regulation 246 of the Civil Service Commission respecting the particular status of photographers, approved by T.B. 62215 dated 1 March 1972 and whose coming into force was enacted by T.B. 67360 dated 22 November 1972;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (S.Q., 1965, 1st Session, ch. 14), the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (S.Q., 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED by the Treasury Board:

THAT the Regulation respecting the particular status of photographers made by the Civil Service Commission at its meeting held on 15 June 1973, a copy of which is annexed to this T.B., be approved.

THAT this Regulation come into force on 12 October 1972 and be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk.

Regulation 246 of the Civil Service Commission respecting the particular status of photographers

1. Classification: In the civil service photographers constitute a group of civil servants whose main and regular occupation consists in the taking and developing of photographs.

This group does not include those employees whose main and regular occupation consists in operating machines for

reils servant à reproduire des documents par procédé photographique à sec, à microfilmer des documents et à prendre des rayons X.

Ce corps comprend 2 classes: la classe de photographe qui comprend les grades II et I et la classe de photographe principal.

La classe de photographe comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer des fonctions caractéristiques de cette classe.

Le photographe prend, à l'intérieur comme à l'extérieur, des photographies en noir et blanc et en couleurs de personnes, de lieux ou d'autres sujets au moyen de divers appareils photographiques; il charge l'appareil avec un film ou une plaque, détermine l'angle de pose, compose et calcule la lumière du jour ou règle l'éclairage artificiel, règle l'objectivité et le temps de pose, déclenche l'obturateur, enlève le négatif de l'appareil; il traite, en chambre noire, les films ou les microfilms par une série de bains chimiques et de lavages d'une durée déterminée afin d'obtenir des négatifs et des positifs transparents en noir et blanc ou en couleurs; il prépare les différentes solutions chimiques utilisées en laboratoire; il effectue le travail nécessaire au contrôle de la qualité; il cadre l'image; il tire et développe des photographies en noir et blanc ou en couleurs; il agrandit et réduit; il tire des épreuves; il retouche les négatifs et les positifs; il effectue le montage de photographies et de diapositives; il effectue divers ajustements ainsi que des travaux mineurs d'entretien sur les appareils et l'équipement utilisé; il peut être appelé à suggérer des modifications aux appareils photographiques ou à tout autre équipement utilisé en photographie.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le photographe peut être appelé à initier au travail les nouveaux photographes, à diriger du personnel de soutien, à collaborer à son entraînement, à répartir le travail, à en vérifier l'exécution et, à la demande du notateur, à donner son avis lors de la notation.

Enfin, le photographe peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

La classe de photographe principal comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer les fonctions du photographe chef d'équipe; il dirige une équipe de photographes; il exécute, avec les membres de son équipe, des fonctions caractéristiques de la classe précédente et effectue, au besoin, les travaux les plus difficiles; il répartit le travail entre les membres de son équipe; il vérifie l'exécution du travail; il donne, à la demande du notateur, son avis lors de la notation des membres de son équipe; il collabore à l'entraînement des membres de son équipe.

Cette classe comprend également les employés qui, de façon principale et habituelle, soit conçoivent et réalisent des photographies de grande qualité artistique tels des portraits officiels, des reproductions fidèles d'oeuvre d'art,

photocopying documents, microfilming documents, or the taking of X-rays.

This group consists of 2 classes: the photographer class which comprises grades II and I, and the photographer administrative class.

The photographer class consists of employees whose main and regular occupation is the performance of duties pertaining to that class.

The photographer takes interior and exterior black and white and color photographs of people, places or other subjects by means of various types of photographic equipment; he loads cameras with film or plate, determines the shooting angle, composes and calculates the daylight factor or sets up artificial lighting, adjusts the lens and determines the time of exposure, releases the shutter, removes the negative from the camera; he develops films or microfilms in a darkroom by using a series of chemical baths and washings during a specified period of time in order to obtain transparent black and white or color negatives and prints; he prepares the various chemical solutions used in the laboratory; he attends to quality control; he centres pictures; he prints and develops, enlarges and reduces black and white or color photographs; he prints proofs; he touches up negatives and spots prints; he mounts photographs and slides; he performs various adjustments and effects minor maintenance repairs to cameras and equipment used for photography; he may be called upon to suggest modifications to cameras or any other equipment used for photography.

In the performance of his duties, the photographer may be called upon to initiate new photographers, supervise auxiliary staff, collaborate in their training, distribute work and see that it is done, and when so requested by an evaluator, give his opinion when a rating is being made of an employee.

Further, the photographer may be assigned other related duties.

The photographer administrative class consists of employees whose main and regular occupation is to exercise the function of head of a team of photographers; he directs a team of photographers; together with the members of his team he performs the duties pertaining to the class first mentioned and, where necessary, carries out the more difficult tasks; he distributes work among the members of his team and ensures that it is done; when so requested by an evaluator, he gives his opinion when a member of his team is being rated; in addition, he collaborates in the training of the members of his team.

This class also includes employees whose main and regular occupation consists in either conceiving and producing photographs of high artistic standard such as official portraits or faithful reproductions of works of art, or

soit conçoivent et réalisent des photographies à caractère scientifique pour des fins de recherche ou de médecine légale pouvant être présentées en preuve devant les tribunaux et ce, en utilisant divers appareils et procédés spéciaux; ils exécutent, pour la réalisation de ces photographies, les travaux de laboratoire photo noir et blanc et couleurs.

2. Recrutement:

A) Avis d'examen: Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission de la fonction publique tient des examens après en avoir donné un avis approprié.

B) Conditions spécifiques d'admission aux examens:

a) détenir un diplôme d'études secondaires équivalant à une 11ème année ou à secondaire V avec matières dominantes en photographie reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Une expérience reconnue dans le domaine de la photographie peut compenser pour une scolarité moindre;

b) connaître la langue française et, au besoin, la langue anglaise.

C) Éligibilité:

1) À la classe de photographe: Le candidat ayant les qualifications requises aux conditions spécifiques d'admission aux examens et qui réussit l'examen nécessaire est déclaré éligible à la classe de photographe.

2) À la classe de photographe principal: Faute d'employés éligibles dans le milieu à la suite d'un concours spécifique d'avancement, le candidat recruté à l'extérieur de la fonction publique ayant au moins 8 années d'expérience additionnelle à celle exigée aux conditions spécifiques d'admission aux examens dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de photographe et qui réussit l'examen nécessaire peut être déclaré éligible à la classe de photographe principal.

3. Nomination: La nomination du candidat déclaré éligible à la classe de photographe est faite au grade II de cette classe. Toutefois, cette nomination peut être faite au grade I de cette classe si le candidat a au moins 4 années d'expérience additionnelle à celle exigée aux conditions spécifiques d'admission aux examens dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de photographe et une compétence éprouvée reconnue par le jury.

conceiving and producing photographs of a scientific nature for purposes of research or of forensic medicine which may be presented before the court as evidence, accomplished by making use of various types of equipment and special processes; in addition, such employees carry out the laboratory work involved in the production of these photographs in black and white and color.

2 Recruitment:

(A) Examination notice: In order to establish permanent eligibility lists, the Civil Service Commission holds examinations upon due notice thereof.

(B) Examination eligibility requirements:

(a) hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to grade XI or secondary V with specialization in photography recognized by the competent authority, or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority.

Recognized experience in the field of photography may compensate for fewer years of schooling;

(b) known the French language and, subject to requirement, the English language.

(C) Eligibility:

(1) The photographer class: A candidate who has the examination eligibility requirements and who passes the examination is declared eligible for the photographer class.

(2) Photographer administrative class: If no eligible employees are available within the Civil Service following a specific examination for promotion, a candidate recruited from outside the Civil Service who has at least 8 years of experience additional to that required for examination eligibility in the performance of the duties pertaining to the photographer class, and who passes the required examination may be declared eligible for the photographer administrative class.

3. Appointment: A candidate declared eligible for the photographer class shall be appointed to grade II of that class. He may, however, be appointed to grade I of that class if he has at least 4 years of experience additional to that required for examination eligibility in the performance of duties pertaining to the photographer class and if he has the proven competence recognized by the jury.

La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de 6 mois pour les fonctionnaires de ce corps.

4. Changement de grade: Le grade est un niveau de compétence professionnelle attribué aux employés de la classe de photographe.

Le passage du grade II au grade I confirme que l'employé de la classe de photographe possède une compétence éprouvée dans l'exercice de ses fonctions.

Ce changement de grade est accordé par le sous-chef et n'est possible qu'aux conditions suivantes:

1) avoir complété la période d'emploi continu à titre temporaire;

2) avoir au moins 4 années d'expérience reconnue par l'autorité compétente et additionnelle à celle exigée aux conditions spécifiques d'admission aux examens dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de photographe, à ce titre ou à un titre équivalent;

3) faire l'objet d'un examen de changement de grade par un comité *ad hoc* formé par le sous-chef et composé de fonctionnaires de la direction du ministère ou de l'organisme; ce comité a pour rôle d'apprécier le niveau de compétence professionnelle de l'employé; à cette fin, les rapports de notation, les travaux réalisés et l'ensemble du dossier professionnel de l'employé font l'objet d'une étude particulière et, par la suite, le comité formule une recommandation au sous-chef.

5. Avancement de classe: L'avancement de la classe de photographe à la classe de photographe principal n'est possible qu'aux conditions suivantes:

1) avoir complété la période d'emploi continu à titre temporaire;

2) être photographe grade I;

3) avoir 8 années d'expérience reconnue par l'autorité compétente et additionnelle à celle exigée aux conditions spécifiques d'admission aux examens dans l'exercice de fonctions caractéritiques de la classe de photographe, à ce titre ou à un titre équivalent;

4) participer à un concours d'avancement spécifique qui a lieu selon les besoins de l'Administration; à l'occasion de ce concours d'avancement, le candidat doit démontrer qu'il a la compétence et les aptitudes pour exercer les fonctions du poste considéré; les rapports de notation, les travaux réalisés et l'ensemble du dossier professionnel du candidat font l'objet d'une étude particulière par le jury; celui-ci possède de plus une description des fonctions du poste à pourvoir;

With respect to the members of this group, the required period of continuous temporary employment in the Civil Service before appointment on a permanent basis is 6 months.

4. Grade promotion: A grade is a level of professional competence assigned to employees in the photographer class.

Advancement from grade II to grade I confirms that an employee in the photographer class has the proven competence to perform his duties.

This grade promotion shall be granted by the deputy-head, but only if the employee has:

(1) completed the required period of continuous temporary employment;

(2) at least 4 years of experience recognized by the competent authority, in addition to that required for examination eligibility, in the performance of duties pertaining to the photographer class as such, or in an equivalent capacity;

(3) passed the grade promotion examination given by an *ad hoc* committee set up by the deputy-head and consisting of officers of the particular department or agency; such committee shall evaluate the employee's level of professional competence; for this purpose, the ratings assigned to the employee, the work he has done and his entire professional record shall be carefully studied and the committee shall then make a recommendation to the deputy-head.

5. Class promotion: A candidate is promoted from the photographer class to the photographer administrative class only if he:

(1) has completed the required period of continuous temporary employment;

(2) is a photographer grade I;

(3) has 8 years of experience recognized by the competent authority, in addition to that required for examination eligibility, in the performance of the duties pertaining to the photographer class as such, or in an equivalent capacity;

(4) passes a specific promotion examination held as the Administration requires; at this examination, the candidate must show that he has the ability and aptitude to perform the duties pertaining to the position in question; the candidate's ratings, the work he has done and his entire professional record shall be carefully studied by the jury; in addition, the jury shall be provided with a description of the functions of the position to be filled;

5) être déclaré éligible à l'emploi considéré;

6) être affecté à un emploi de la classe de photographe principal.

6. Abrogation: Le présent règlement abroge et remplace le règlement de la Commission de la fonction publique 246 concernant le statut particulier des photographes approuvé par le C.T. 62215 du 1er mars 1972.

192-o

(5) has been declared eligible for the employment in question;

(6) is assigned to a position in the photographer administrative class.

6. Revocation: This Regulation revokes and replaces Regulation 246 of the Civil Service Commission respecting the particular status of photographers approved by T.B. 62215 dated 1 March 1972.

192-o

C.T. 72829, 11 juillet 1973
Règ. 73-398, 19 juillet 1973

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q., 1965, ch. 14)

Préposés aux services d'imprimerie

CONCERNANT le Règlement concernant le statut particulier des préposés aux services d'imprimerie.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 15 juin 1973, un règlement concernant le statut particulier des préposés aux services d'imprimerie;

ATTENDU QUE ce règlement remplace le règlement 242 de la Commission de la fonction publique concernant le statut particulier des mécanographes approuvé par le C.T. 62215 du 1er mars 1972 et dont le C.T. 67360 du 22 novembre 1972 a décrété l'entrée en vigueur;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q., 1965, 1re session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q., 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

IL EST DÉCIDÉ par le conseil du trésor:

QUE soit approuvé le Règlement concernant le statut particulier des préposés aux services d'imprimerie adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 15 juin 1973 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement prenne effet à compter du 12 octobre 1972 et soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement de la Commission de la fonction publique numéro 242 concernant le statut particulier des préposés aux services d'imprimerie

1. Classification: Les préposés aux services d'imprimerie forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires dont le travail principal et habituel consiste à assurer la conduite de diverses machines d'imprimerie utilisées dans la polycopie et le montage de documents telles les presses lithographiques, massicots, assembleu-

T.B. 72829, 11 July 1973
Reg. 73-398, 19 July 1973

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q., 1965, ch. 14)

Printing service employees

CONCERNING the Regulation respecting the particular status of printing service employees.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 15 June 1973, a Regulation respecting the particular status of printing service employees.

WHEREAS the said Regulation replaces Regulation 242 of the Civil Service Commission respecting the particular status of printing equipment operators, approved under T.B. 62215 dated 1 March 1972 and whose coming into force was enacted by T.B. 67360 dated 22 November 1972;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (S.Q., 1965, 1st Session, ch. 14), the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette;*

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (S.Q., 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED by the Treasury Board:

THAT the Regulation respecting the particular status of printing service employees made by the Civil Service Commission at its meeting held on 15 June 1973, a copy of which is annexed to this T.B., be approved:

THAT this Regulation come into force on 12 October 1972 and be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk.

Regulation 242 of the Civil Service Commission respecting the particular statuts of printing service employees

1. Classification: In the civil service printing service employees constitute a group of civil servants whose main and regular occupation consists in operating the various printing machines used in the reproduction and montage of documents such as lithographic presses, paper cutters, multistage gatherers and inserters, cold type setters, auto-

ses et inséreuses à stations multiples, composeuses à froid, machines à adresser automatiques, plieuses et relieuses commerciales.

Ce corps comprend 2 classes: la classe de préposé aux services d'imprimerie qui comprend les grade II et I et la classe de préposé principal aux services d'imprimerie.

La classe de préposé aux services d'imprimerie comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer des fonctions caractéristiques de cette classe.

Le préposé aux services d'imprimerie assure la conduite de l'une ou l'autre des diverse machines servant à l'impression de documents de toute sorte; à cet effet, il fait fonctionner les presses lithographiques en faisant usage des diverses matrices nécessaires à l'impression; il mélange et dilue les encres et autres solutions chimiques; il contrôle la qualité des imprimés et fait les ajustements requis pour l'écoulement de l'encre et la pression des rouleaux; il conduit des machines d'usage courant dans l'industrie servant à assembler, à relier, à plier, à couper, à adresser, à insérer des documents; il établit des copies matrices au moyen d'une machine à clavier servant à la composition à froid; il transpose des documents sur une plaque métallique en se servant du procédé de la photolithographie.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le préposé aux services d'imprimerie effectue les divers ajustements ainsi que les travaux mineurs d'entretien sur les machines à opérer; il peut être appelé à initier au travail les nouveaux préposés aux services d'imprimerie, à diriger du personnel de soutien, à collaborer à son entraînement, à répartir le travail, à en vérifier l'exécution et, à la demande du notateur, à donner son avis lors de la notation.

Enfin, le préposé aux services d'imprimerie peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

La classe de préposé principal aux services d'imprimerie comprend les employés dont le travail principal et habituel consiste à exercer les fonctions du préposé aux services d'imprimerie chef d'équipe: il dirige une équipe de préposés aux services d'imprimerie; il exécute, avec les membres de son équipe, des fonctions caractéristiques de la classe précédente et effectue, au besoin, les travaux les plus difficiles; il répartit le travail entre les membres de son équipe; il vérifie l'exécution du travail; il donne, à la demande du notateur, son avis lors de la notation des membres de son équipe; il collabore à l'entraînement des membres de son équipe.

matic addressing machines, folders and commercial binders.

This group consists of 2 classes: the printing service employee class which comprises grades II and I, and the printing service employee administrative class.

The printing service employee class consists of employees whose main and regular occupation is the performance of duties pertaining to that class.

The printing service employee operates one or other of the various machines used to print documents of all types; thus, he operates lithographic presses in making use of the various image carriers; he mixes and dilutes inks and other chemical solutions; he controls the quality of printed matter and makes the required ink flow and roller pressure adjustments; he operates the machines common to the trade for gathering, binding, folding, cutting, addressing and inserting documents; he produces image carriers using the cold type keyboard method; he transposes documents onto a metal plate by means of the photolithographic process.

In the performance of his duties, the printing service employee makes various machine adjustments and carries out limited maintenance work on such machines; he may be called upon to initiate new government printing service employees, direct auxiliary staff and cooperate in their training, distribute work and see that it is done, and, when so requested by an evaluator, give an opinion when an employee is being rated.

Further, the printing service employee may be assigned other related duties.

The printing service employee administrative class consists of employees whose main and regular occupation is to exercise the function of head of a team of printing service employees; he directs a team of printing service employees; together with the members of his team, he performs the duties pertaining to the class first mentioned and, where necessary, carries out the more difficult tasks; he distributes work among the members of his team and ensures that it is done; when so requested by an evaluator, he gives his opinion when the members of his team are being rated; he collaborates in the training of the members of his team.

2. Recrutement:

A) **Avis d'examen:** Aux fins d'établir des listes permanentes d'éligibilité, la Commission de la fonction publique tient des examens après en avoir donné un avis approprié.

2. Recruitment:

(A) **Examination notice:** In order to establish permanent eligibility lists, the Civil Service Commission holds examinations upon due notice thereof.

B) Conditions spécifiques d'admission aux examens:

a) avoir réussi des études de niveau secondaire équivalant à une 10ième année ou à secondaire IV avec spécialisation en imprimerie en atelier autonome reconnues par l'autorité compétente ou avoir une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Peuvent également être admis les candidats ne possédant pas toute la scolarité requise précédemment mais ayant un grand nombre d'années d'expérience jugée suffisante pour remplir les fonctions de préposé aux services d'imprimerie;

b) connaître la langue française.

C) Éligibilité:

1) **À la classe de préposé aux services d'imprimerie:** Le candidat ayant les qualifications requises aux conditions spécifiques d'admission aux examens et qui réussit l'examen nécessaire est déclaré éligible à la classe de préposé aux services d'imprimerie

2) **À la classe de préposé principal aux services d'imprimerie:** Faute d'employés éligibles dans le milieu à la suite d'un concours spécifique d'avancement, le candidat recruté à l'extérieur de la fonction publique ayant au moins 5 années d'expérience dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de préposé aux services d'imprimerie et qui réussit l'examen nécessaire peut être déclaré éligible à la classe de préposé principal aux services d'imprimerie.

3. Nomination: La nomination du candidat déclaré éligible à la classe de préposé aux services d'imprimerie est faite au grade II de cette classe. Toutefois, cette nomination peut être faite au grade I de cette classe si le candidat a au moins 3 années d'expérience dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de préposé aux services d'imprimerie et une compétence éprouvée reconnue par le jury.

La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de 6 mois pour les fonctionnaires de ce corps.

4. Changement de grade: Le grade est un niveau de compétence professionnelle attribué aux employés de la classe de préposé aux services d'imprimerie.

Le passage du grade II au grade I confirme que l'employé de la classe de préposé aux services d'imprimerie possède une compétence éprouvée dans l'exercice de ses fonctions.

Ce changement de grade est accordé par le sous-chef et n'est possible qu'aux conditions suivantes:

(B) Examination eligibility requirements:

(a) hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade X or Secondary IV with specialization in independent shop printing recognized by the competent authority, or a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority.

Candidates who do not hold the previously specified diplomas but who have the many years of experience deemed sufficient to fulfill the duties of printing service employee are also eligible;

(b) know the French language.

(C) Eligibility

(1) **The printing service employee class:** A candidate who has the examination eligibility requirements and who passes the examination is declared eligible for the printing service employee class.

(2) **The printing service employee administrative class:** If no eligible employees are available within the Civil Service following a specific examination for promotion, a candidate recruited from outside the Civil Service with at least 5 years of experience in the duties pertaining to the printing service employee class and who passes the required examination may be declared eligible for the printing service employee administrative class.

3. Appointment: A candidate declared eligible for the printing service employee class is appointed to grade II of that class. He may, however, be appointed to grade I if he has at least 3 years of experience in the performance of the duties pertaining to the printing service employee class, and has the proven competence recognized by the jury.

With respect to the members of this group, the period of required continuous temporary employment in the Civil Service before appointment on a permanent basis is 6 months.

4. Grade promotion: A grade is a level of professional competence assigned to employees in the printing service employee class.

Advancement from grade II to grade I confirms that an employee in the printing service employee class has the proven competence to perform his duties.

Such grade promotion shall be granted by the deputy-head, but only if the employee has:

1) avoir complété la période d'emploi continu à titre temporaire;

2) avoir au moins 3 années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de préposé aux services d'imprimerie, à ce titre ou à un titre équivalent;

3) faire l'objet d'un examen de changement de grade par un comité *ad hoc* formé par le sous-chef et composé de fonctionnaires de la direction du ministère ou de l'organisme; ce comité a pour rôle d'apprécier le niveau de compétence professionnelle de l'employé; à cette fin, les rapports de notation, les travaux réalisés et l'ensemble du dossier professionnel de l'employé font l'objet d'une étude particulière et, par la suite, le comité formule une recommandation au sous-chef.

5. Avancement de classe: L'avancement de la classe de préposé aux services d'imprimerie à la classe de préposé principal aux services d'imprimerie n'est possible qu'aux conditions suivantes:

1) avoir complété la période d'emploi continu à titre temporaire;

2) être préposé aux services d'imprimerie grade I;

3) avoir 5 années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de la classe de préposé aux services d'imprimerie, à ce titre ou à un titre équivalent;

4) participer à un concours d'avancement spécifique qui a lieu selon les besoins de l'Administration; à l'occasion de ce concours d'avancement, le candidat doit démontrer qu'il a la compétence et les aptitudes pour exercer les fonctions du poste considéré; les rapports de notation, les travaux réalisés et l'ensemble du dossier professionnel du candidat font l'objet d'une étude particulière par le jury; celui-ci possède de plus une description des fonctions du poste à pourvoir;

5) être déclaré éligible à l'emploi considéré;

6) être affecté à un emploi de la classe de préposé principal aux services d'imprimerie.

6. Abrogation: Le présent règlement abroge et remplace le règlement de la Commission de la fonction publique 242 concernant le statut particulier des mécanographes approuvé par le C.T. 62215 du 1er mars 1972.

192-o

(1) completed the required period of continuous temporary employment;

(2) at least 3 years of experience rocognized by the competent authority in the performance of duties pertaining to the printing service employee class as such, or in an equivalent capacity;

(3) passed the change of grade examination given by an *ad hoc* committee set up by the deputy-head and consisting of officers of the particular department or agency; such committee shall evaluate the employee's level of professional competence; for this purpose, the ratings assigned to the employee, the work he has done and his entire professional record shall be carefully studied and the committee shall then make a recommendation to the deputy-head.

5. Class promotion: A candidate is promoted from the printing service employee class to the government printing service employee administrative class only if he:

(1) has completed the required period of continuous temporary employment;

(2) is a government printing service employee grade I;

(3) has 5 years of experience recognized by the competent authority in the performance of the duties pertaining to the printing service employee class as such, or in an equivalent capacity;

(4) passes a specific promotion examination held as the Administration requires; at this examination, the candidate must show that he has the ability and aptitude to perform the duties pertaining to the position in question; the candidate's ratings, the work he has done and his entire professional record shall be carefully studied by the jury; in addition, the jury shall be provided with a description of the functions of the position to be filled;

(5) has been declared eligible for the employment in question;

(6) is assigned to a position in the printing service employee administrative class.

6. Revocation: This Regulation revokes and replaces Regulation 242 of the Civil Service Commission respecting the particular status of printing equipment operators approved under T.B. 62215 dated 1 March 1972.

192-o

A.M. 13 juillet 1973
Règ. 73-418, 3 août 1973

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du homard

Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard, 1973-4.

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'industrie et du commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard », ci-après.

Ordonnance d'exception à une période de fermeture de la pêche du homard

1. La présente Ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1973-4.

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 9 fixée au paragraphe 2 de l'article 7, du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 11 de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifiée pour l'année 1973 de manière que cette période commence le 22 juillet 1973.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

191-o

M.O. 13 July 1973
Reg. 73-418, 3 August 1973

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Lobster Fishery Regulations

Lobster Fishing Variation Order 1973-4.

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulations made by Order in Council P.C. 1963-745 dated 15 May 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce of Québec is pleased to make the annexed Order respecting the closed season for lobster fishing.

Lobster Fishing Variation Order

1. This Order may be cited as: Lobster Fishing Variation Order 1973-4.

2. The closed season for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 9 as fixed by subsection 2 of section 7 of the Lobster Fishery Regulations and set out in item 11 of Schedule A thereto, is hereby varied for 1973 so that the said closed season commences on 22 July 1973.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

191-o

A.M. 6 juillet 1973
Règ. 73-419, 3 août 1973

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages.

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-22.4 région s'étentant du pont de la route — côte nord du pont du chemin de fer incluant le barachois de la rivière Malbaie dans le comté de Gaspé-Sud,

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil, Québec, 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

191-o

M.O. 6 July 1973
Reg. 73-419, 3 August 1973

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing.

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

G-22.4 the area extending from the highway bridge to the northern side of the railway bridge, including the Malbaie River Barachois in the county of Gaspé South,

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said area to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish in the said area.

This prohibition does not apply however to producers licenced solely for canned products (Order in Council, Québec, 1963-779).

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

191-o

A.M. 6 juillet 1973
Règ. 73-420, 3 août 1973

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages.

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-8.2 région s'étendant de la Pointe Est de la rivière Mistassini — Pointe à la Croix dans le comté du Saguenay,

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le ministre de l'industrie et du commerce.
GUY SAINT-PIERRE.

191-o

M.O. 6 July 1973
Reg. 73-420, 3 August 1973

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec fishery Regulations

Notice respecting shellfishing.

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-8.2 the area extending from the East Point of Mistassini River to Pointe à la Croix in Saguenay County,

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food and for canning.

THEREFORE, pursuant to subsection 2, of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said area to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish in the said area.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

191-o

A.M. 11 juillet 1973
Règ. 73-421, 3 août 1973

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages.

VU la décision du ministère de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.5 région s'étendant du quai de l'Anse noire — Ancien chemin à Richard Fortin,

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

191-o

M.O. 11 July 1973
Reg. 73-421, 3 August 1973

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing.

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-4.5 the area extending from the Anse Noire wharf to the old road at Richard Fortin,

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said area to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish in the said area.

This prohibition does not apply however to producers licenced solely for canned products (Order in Council, Québec, 1963-779).

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

191-o

A.M. 11 juillet 1973
Règ. 73-422, 3 août 1973

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages.

VU la décision du ministère de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

B-10.2 région s'étendant du phare de Cap-Chat — Quai de Cap-Chat

N-11.1 région s'étendant de Pointe-aux-Anglais — Pointe Sproule

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

191-o

M.O. 11 July 1973
Reg. 73-422, 3 August 1973

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing.

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

B-10.2 the area extending from the Cap-Chat lighthouse Cap-Chat wharf

N-11.1 the area extending from Pointe-aux-Anglais Point Sproule

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food and for canning.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish in the said areas.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

191-o

A.M. 17 juillet 1973
Règ. 73-423, 3 août 1973

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. 14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages.

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-22.4 Région s'étendant du pont de la route — côté-nord du pont du chemin de fer incluant le Barachois de la rivière Malbaie dans le comté de Gaspé-Sud,

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation fermée à l'état cru et la mise en conserve.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

191-o

M.O. 17 July 1973
Reg. 73-423, 3 August 1973

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing.

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

G-22.4 the area extending from the highway bridge to the northern side of the railway-bridge including the Malbaie River Barachois in the County of Gaspé South,

are toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food and for canning.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said area to fishing and directs that no person shall fish for, take or possess shellfish in the said area.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

191-o

A.C. 2791-73, 1 août 1973
Règ. 73-424, 6 août 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Règlement 15 (Transport par navire traversier)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 15 sur certaines normes de taux et de tarifs pour le transport par navire traversier.

ATTENDU QUE le projet de loi 23 intitulé « Loi des transports » a été sanctionné le 8 juillet 1972;

ATTENDU QUE l'article 3 de ladite loi stipule:

"**3.** Le ministre doit dresser un plan des systèmes de transport au Québec, faire la nomenclature des coûts, taux et tarifs de transports et, sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, prendre les mesures destinées à les améliorer en les coordonnant et en les intégrant.»;

ATTENDU QU'une étude fut faite en 1971 sur les traverses maritimes au Québec concernant entre autres l'imposition du péage pour les piétons et les véhicules et que les recommandations contenues dans cette étude furent entérinées par un Comité ministériel le 6 décembre 1971;

ATTENDU QUE cette étude a permis d'établir qu'une tarification applicable aux traverses maritimes s'imposait mais que les usagers réguliers devaient bénéficier d'un tarif privilégié par rapport au tarif qui devait être chargé aux touristes et aux usagers occasionnels;

ATTENDU QUE les paragraphes *d* et *l* de l'article 5 de la Loi des transports édictent que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

« **d)** décréter des normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport;

l) adopter toute autre mesure en vue de l'application de la présente loi; »

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un tel règlement aux fins de permettre à certains usagers de traverses maritimes de bénéficier de services de transport gratuits;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 15 sur certaines normes de taux et tarifs pour le transport par navire traversier, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté tel que rédigé, qu'il soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'il entre en vigueur à compter de cette publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 2791-73, 1 August 1973
Reg. 73-424, 6 August 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Regulation 15 (Ferry transportation)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 15 respecting certain standards governing rates and tariffs for ferry transportation.

WHEREAS Bill 23 entitled "Transport Act" was assented to on 8 July 1972;

WHEREAS section 3 of the said Act stipulates:

"**3.** The Minister must prepare a plan of transport systems in the province of Québec, list the transport costs, rates and tariffs and, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, take steps to improve them while coordinating and integrating them.";

WHEREAS in 1971 a study was made in respect of ferry services in Québec which bore *inter alia*, on a toll to be paid by pedestrians and vehicles using such services, and the recommendations contained in the said study were ratified by a Departmental Committee on 6 December 1971;

WHEREAS as a result of the said study it was determined that although it was imperative to establish a tariff with respect to ferry services, regular users should benefit from a reduced tariff as compared to that charged to tourists and occasional users;

WHEREAS subparagraphs *d* and *l* of section 5 of the Transport Act provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation,

"**(d)** prescribe standards for transport tariffs, rates or costs;

(l) take any other steps to apply this act;"

WHEREAS it is expedient that such regulation be enacted in order to enable certain users of ferries to enjoy free transportation service;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 15 respecting certain standards governing rates and tariffs in respect of ferry transportation, annexed to this Order in Council, be approved as drafted, be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement 15 concernant certaines normes de taux et tarifs pour le transport par navire traversier

Section 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « carte d'identification »: un document conforme à l'annexe I du présent règlement et émis par le ministère ou par un transporteur effectuant un service de transport par navire traversier;

b) « navire traversier »: un navire pouvant transporter des personnes, des marchandises ou des véhicules automobiles et reliant à horaire fixe deux points de terre situés au Québec et séparés par une étendue d'eau;

c) « vignette »: un document conforme à l'annexe 2 du présent règlement et émis par le ministère ou par un transporteur effectuant un service de transport par navire traversier.

15.2 Le présent règlement est un règlement sur les transports et, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots définis à l'article I de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55) et au Règlement I sur l'interprétation des règlements sur le transport adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972 et modifié par l'arrêté en conseil 1489-73 du 27 avril 1973 ont la signification indiquée dans cette Loi ou ce règlement chaque fois qu'ils se rencontrent dans le présent règlement.

Section 2
NORMES DE TAUX ET DE TARIFS

15.3 Sous réserve des articles 15.6 et 15.8, aucun prix ne peut être exigé pour le transport, à l'aller ou au retour ou à l'aller et au retour, des personnes, de leurs véhicules-automobiles et de leurs bagages au moyen d'un navire traversier reliant:

a) l'Île-aux-Coudres et la rive nord du fleuve Saint-Laurent, lorsque ces personnes ont leur résidence sur le territoire de l'Ile-aux-Coudres, ou

b) L'Île-aux-Grues et la rive sud du fleuve Saint-Laurent, lorsque ces personnes ont leur résidence sur le territoire de l'Île-aux-Grues.

15.4 Sous réserve de l'article 15.6, aucun prix ne peut être exigé pour le transport, à l'aller ou au retour ou à

Regulation 15 respecting certain standards governing rates and tariffs for ferry transportation

Division 1
GENERAL PROVISIONS

15.1 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) ''identity card'': a document in accordance with Schedule 1 to this Regulation and issued by the Department or by a carrier operating a ferry service;

(b) ''ferry'': a boat capable of transporting persons, goods or motor vehicles and plying at scheduled intervals between two points in Québec that are separated by a stretch of water;

(c) ''sticker'': a document in accordance with Schedule 2 to this Regulation and issued by the Department or by a carrier operating a ferry service.

15.2 This Regulation is a transport regulation and, unless the context indicates otherwise, the expressions and words defined in section 1 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55) and in Regulation 1 concerning the interpretative provisions of the transport regulations, enacted under Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972 and amended by Order in Council 1489-73 dated 27 April 1973, have the meaning indicated in the said Act or Regulation each time they are used in this Regulation.

Division 2
STANDARDS GOVERNING RATES AND TARIFFS

15.3 Subject to sections 15.6 and 15.8, no tariff shall be charged for the transportation, one way or return trip, of persons, their motor vehicles or their luggage, by means of a ferry plying between:

(a) Île-aux-Coudres and the North Shore of the St. Lawrence River, if such persons reside within the territory of Île-aux-Coudres; or

(b) Île-aux-Grues and the South Shore of the St. Lawrence River, if such persons reside within the territory of Île-aux-Grues.

15.4 Subject to section 15.6, no tariff shall be charged for the transportation, one way or return trip, of persons

l'aller et au retour, des personnes et de leurs bagages au moyen d'un navire traversier reliant l'Île d'Entrée et tout autre lieu situé aux Îles-de-la-Madeleine, lorsque ces personnes ont leur résidence sur le territoire de l'Île d'Entrée.

15.5 Sous réserve de l'article 15.6, aucun prix ne peut être exigé pour le transport, à l'aller ou au retour ou à l'aller et au retour, des personnes et de leurs bagages au moyen d'un navire traversier reliant Québec et Lévis ou reliant Sorel et Saint-Ignace lorsque ces personnes ont leur résidence au Québec.

Section 3

CONDITIONS D'OBTENTION D'UN BILLET DE PASSAGE GRATUIT

15.6 Les personnes visées aux articles 15.3 à 15.5, sauf les enfants de moins de 12 ans, doivent, pour obtenir gratuitement un billet de passage, présenter une carte d'identification valide émise par le ministère ou par le transporteur qui effectue le service.

15.7 La carte d'identification est émise sur demande, au nom du requérant qui la signe, suivant les renseignements exigés qu'il fournit et moyennant le versement d'un montant de $1.

15.8 Les personnes visées à l'article 15.3 doivent, pour obtenir gratuitement un billet de passage pour le transport de leur véhicule automobile, coller à ce véhicule automobile, en un endroit facile à repérer et susceptible de ne pas nuire à la visibilité de la personne qui conduit, une vignette valide émise par le ministère ou par le transporteur qui effectue le service.

15.9 La vignette est émise sur demande, pour le véhicule automobile dont le requérant est propriétaire, suivant les renseignements exigés qu'il fournit avec sa demande de carte d'identification.

15.10 Tout transfert de propriété du véhicule automobile pour lequel une vignette a été émise annule cette vignette et le propriétaire qui a effectué le transfert doit en informer le ministère ou le transporteur qui a émis la vignette dans les 15 jours de ce transfert.

15.11 Nul ne peut prêter sa carte d'identification à une autre personne, ni détenir ou utiliser la carte d'identification d'une autre personne, ni détenir ou utiliser ou permettre que soit détenue ou utilisée une carte d'identification non conforme au présent règlement.

15.12 Nul ne peut apposer ou permettre que soit apposée une vignette sur un autre véhicule automobile que celui pour lequel elle a été émise, ni détenir ou utiliser ou per-

and their luggage, by means of a ferry plying between Île d'Entrée and any other point situated in Îles-de-la-Madeleine, if such persons reside within the territory of Île d'Entrée.

15.5 Subject to section 15.6, no tariff shall be charged for the transportation, one way or return trip, of persons and their luggage, by means of a ferry plying between Québec and Levis or between Sorel and Saint-Ignace, if such persons are Québec residents.

Division 3

CONDITIONS FOR OBTAINING FREE PASSAGE

15.6 In order to obtain free passage, every person contemplated in sections 15.3 to 15.5, except children under 12 years of age, shall submit a valid identity card issued by the Department or by the carrier operating such service.

15.7 An identity card is issued upon request, in the name of the applicant who shall affix his signature thereon, in accordance with the compulsory information contained in his application and upon payment of $1.

15.8 In order to obtain free transport of his motor vehicle, every person contemplated in section 15.3 must affix a valid sticker to such vehicle, issued by the Department or by the carrier operating such service, and placed such that it is clearly visible and does not obstruct the driver's vision.

15.9 A sticker in respect of the motor vehicle owned by the applicant is issued upon the latter's request in accordance with the compulsory information contained in his application for an identity card.

15.10 Every transfer of ownership of a motor vehicle in respect of which a sticker was issued cancells such sticker and the owner who has made such transfer must immediately notify the Department or carrier that issued the sticker before the expiry of 15 days following such transfer.

15.11 No person shall lend his identity card to another person, nor hold or use the identity card of another person, nor hold or use or permit an identity card to be held or used other than in compliance with this Regulation.

15.12 No person shall affix a sticker or permit that it be affixed to a motor vehicle other than the vehicle for which it was issued, or hold or use or permit that a sticker

mettre que soit détenue ou utilisée une vignette non conforme au présent règlement ou annulée conformément à l'article 15.10.

Section 4
DISPOSITIONS FINALES

15.13 Le présent règlement est adopté en vertu de la Loi des transports, notamment de son article 5.

15.14 Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

ANNEXE I

Sont désignées pour les fins de l'article 15.6 les cartes d'identification suivantes:

1. TRAVERSE MARITIME QUÉBEC-LÉVIS

V19(1)

TRAVERSE MARITIME — FERRY
QUEBEC — LÉVIS

NOM — NAME

ADRESSE — ADDRESS

DATE DE NAIS / / / /
DATE OF BIRTH

SEXE
SEX M ☐ F ☐

X
SIGNATURE

01-000000

Québec
Ministère des Transports
Service Maritime

2. TRAVERSE MARITIME SOREL — St-IGNACE

V19(1)

TRAVERSE MARITIME — FERRY
SOREL — ST-IGNACE

NOM — NAME

ADRESSE — ADDRESS

DATE DE NAIS / / / /
DATE OF BIRTH

SEXE
SEX M ☐ F ☐

X
SIGNATURE

02-000000

Québec
Ministère des Transports
Service Maritime

be held or used other than in compliance with this Regulation or that has been cancelled in accordance with section 15.10.

Division 4
FINAL PROVISIONS

15.13 This Regulation is enacted under the Transport Act, in particular under section 5 thereof.

15.14 This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

SCHEDULE I

The following identity cards are designated for the purposes of section 15.6:

1. QUÉBEC-LÉVIS FERRY

2. SOREL — St. IGNACE FERRY

3. TRAVERSE MARITIME ÎLE-AUX-COUDRES 3. ÎLE-AUX-COUDRES FERRY

4. TRAVERSE MARITIME ÎLE-AUX-GRUES 4. ÎLE-AUX-GRUES FERRY

5. TRAVERSE MARITIME ÎLE D'ENTRÉE 5. ÎLE D'ENTRÉE FERRY

ANNEXE 2

Sont désignées pour les fins de l'article 15.8 les vignettes suivantes:

1. TRAVERSE MARITIME ÎLE-AUX-COUDRES

Code:
03-001 à 700

Code:
03-001 to 700

2. TRAVERSE MARITIME ÎLE-AUX-GRUES

Code:
04-001 à 300

Code.
04-001 to 300

SCHEDULE 2

The following stickers are designated for the purposes of section 15.8:

1. ÎLE-AUX-COUDRES FERRY

2. ÎLE-AUX-GRUES FERRY

A.C. 2805-73, 1 août 1973
Règ. 73-425, 6 août 1973

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX
(L.Q., 1971, ch. 48)

Règlement général

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil 3322-72 du 8 novembre 1972, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 25 novembre 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil a édicté un règlement général sous l'autorité de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q., 1971, ch. 48);

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil 1203-73 du 4 avril 1973, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 11 avril 1973, un règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux a été adopté, en modifiant l'article 0.1.4 du règlement général;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le règlement général, en amendant à nouveau ledit article 0.1.4;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE le règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et prenne effet à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux

Le règlement adopté en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux par l'arrêté en conseil 3322-72 modifié par l'arrêté en conseil 1203-73, est de nouveau modifié en remplaçant l'article 0.1.4 par le suivant:

0.1.4 Professionnel: toute personne détentrice d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire et occupant à plein temps dans un établissement des fonctions dans le secteur d'activités couvert par ce diplôme de même

O.C. 2805-73, 1 August 1973
Reg. 73-425, 6 August 1973

ACT RESPECTING HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES
(S.Q., 1971, ch. 48)

General Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation under the Act respecting health services and social services.

WHEREAS under Order in Council 3322-72 dated 8 November 1972, published in the *Québec Official Gazette* on 25 November 1972, the Lieutenant-Governor in Council enacted a General Regulation under the Act respecting health services and social services (S.Q., 1971, ch. 48);

WHEREAS under Order in Council 1203-73 dated 4 April 1973, published in the *Québec Official Gazette* on 11 April 1973, a Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services was enacted, amending section 0.1.4 of the General Regulation;

WHEREAS it is expedient to amend the General Regulation by further amending the said section 0.1.4;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services

The Regulation under the Act respecting health services and social services enacted by Order in Council 3322-72, amended by Order in Council 1203-73, is further amended by replacing section 0.1.4 by the following:

0.1.4 Professional: the following are professionals within the meaning of the Act: every person who holds a college or university diploma and who, in an establishment, is occupied full-time in functions within the range

que toute personne y exerçant des activités de podiatres et les membres en règle de:

a) la Corporation des audio-prothésistes du Québec;
b) la Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;
c) la Corporation des conseillers sociaux du Québec;
d) l'Association professionnelle des criminologues du Québec;
e) l'Association des hygiénistes dentaires de la province de Québec;
f) *the Québec Society of occupational therapists;*
g) la Corporation des physiothérapeutes de la province de Québec;
h) l'Association des psycho-éducateurs du Québec;
i) l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;
j) la Corporation des techniciens inhalothérapeutes du Québec;
k) la Corporation des technologistes médicaux du Québec;
l) l'Association des archivistes médicales de la province de Québec;
m) l'Association des prothésistes et orthésistes du Québec;
n) l'Association des physiciens d'hôpitaux du Québec;

ou de toute corporation professionnelle pouvant remplacer les corporations ou associations ci-haut énumérées sont considérés comme des professionnels au sens de la Loi.

195-o

of activities covered by the said diploma, and also every person who performs therein the duties of podiatrist; also members in good standing of:

(a) the *Corporation des audio-prothésistes du Québec;*
(b) the *Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;*
(c) the *Corporation des conseillers sociaux du Québec;*
(d) the *Association professionnelle des criminologues du Québec;*
(e) the *Association des hygiénistes dentaires de la province de Québec;*
(f) the Québec Society of occupational therapists;
(g) the *Corporation des physiothérapeutes de la province de Québec;*
(h) the *Association des psycho-éducateurs du Québec;*
(i) the *Association des techniciens dentaires de la province de Québec;*
(j) the *Corporation des techniciens inhalothérapeutes du Québec;*
(k) the *Corporation des technologistes médicaux du Québec;*
(l) the *Association des archivistes médicales de la province de Québec;*
(m) the *Association des prothésistes et orthésistes du Québec;*
(n) the *Association des physiciens d'hôpitaux du Québec;*

or of any professional corporation that replaces the corporations or associations mentioned above.

195-o

A.C. 2824-73, 1 août 1973
Règ. 73-426, 6 août 1973

LOI DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC
(L.Q., 1971, ch. 64)

Modification des règlements

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à un article des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec.

ATTENDU QUE la Loi de l'aide au développement industriel du Québec, (L.Q., 1971, ch. 64) a été adoptée par l'Assemblée nationale le 7 avril 1971, sanctionnée le 8 avril 1971 et proclamée le 26 mai 1971;

ATTENDU QUE la loi est entrée en vigueur le 1er juin 1971;

ATTENDU QUE l'article 48 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (L.Q., 1971, ch. 64) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements touchant certains sujets ayant trait à l'application de ladite Loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article, des règlements ont été adoptés par l'arrêté en conseil 1955 du 1er juin 1971;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier l'un des articles desdits règlements, lesquels furent publiés dans la *Gazette officielle du Québec* le 5 juin 1971;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE l'article 4.02 desdits règlements soit modifié en y remplaçant, à la sixième ligne, les mots « en raison de ses besoins financiers » par les mots « pour assurer la rentabilité normale des investissements requis » et d'insérer à la septième ligne entre les mots « eu égard » et « à la situation » les mots « à ses effets d'entraînement au Québec et» de manière à ce que dorénavant cet article 4.02 se lise comme suit:

4.02 Dans les cas visés au paragraphe *a* ou *b* de l'article 2 de la loi, le taux d'intérêt réduit auquel des prêts peuvent être accordés ne peut être inférieur à la moitié du taux du marché et est fixé pour chaque entreprise manufacturière par le lieutenant-gouverneur en conseil pour assurer la rentabilité normale des investissements requis pour la réalisation du projet envisagé et eu égard à ses effets d'entraînement au Québec et à la situation du chômage pour la région.

O.C. 2824-73, 1 August 1973
Reg. 73-426, 6 August 1973

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE ACT
(S.Q., 1971, ch. 64)

Amendment to Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to a section of the Regulation respecting Québec industrial development assistance.

WHEREAS the Québec Industrial Development Assistance Act (S.Q., 1971, ch. 64) was passed by the National Assembly on 7 April 1971, assented to on 8 April 1971 and the proclamation in respect thereof made on 26 May 1971;

WHEREAS the Act came into force on 1 June 1971;

WHEREAS section 48 of the Québec Industrial Development Assistance Act (S.Q., 1971, ch. 64) empowers the Lieutenant-Governor in Council to make regulations respecting certain matters to be administered by the said Act;

WHEREAS pursuant to the said section, a Regulation was enacted under Order in Council 1955 dated 1 June 1971;

WHEREAS it is expedient to amend one of the sections of the said Regulation, published in the *Québec Official Gazette* on 5 June 1971;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT section 4.02 of the said Regulation be amended by replacing, in the sixth line, the words "in accordance with the financial needs of the firm" by the words "so as to ensure reasonable profitability of the investments required", and by inserting in the seventh line between the words "with regard" and "to the unemployment situation" the words "to its training outlays in Québec and", so that section 4.02 shall henceforth read as follows:

4.02 In cases referred to in paragraph *a* or *b* of section 2 of the Act, the reduced rate of interest at which loans may be granted must not be lower than half the market rate and shall be determined for each manufacturing industry by the Lieutenant-Governor in Council so as to ensure reasonable profitability of the investments required for carrying out its project, and with regard to its training outlays in Québec and to the unemployment situation in the region.

QUE la modification susdite à l'article 4.02 des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec soit adoptée et entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

R.A.L. p. 8-093

191-o

THAT the aforementioned amendment to section 4.02 of the Regulation respecting Québec industrial development assistance be enacted and come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

S.R. p. 8-093

191-o

A.C. 2830-73, 1 août 1973
Règ. 73-427, 6 août 1973

LOI CONCERNANT CERTAINS PLACEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE
(P.L. 283, sanctionné le 14 mars 1973)

Règlement d'application

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement en application de la Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de la Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance (P.L. 283 sanctionné le 14 mars 1973), une compagnie d'assurance qui a été constituée en vertu d'une loi du Québec et qui exerce en assurance sur la vie, peut, sous réserve des règlements qui peuvent être adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil et avec l'approbation préalable du surintendant des assurances, acquérir des actions entièrement libérées de toute corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un règlement à cette fin.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE le règlement en application de la Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance (P.L., 283 sanctionné le 14 mars 1973) annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'il entre en vigueur à la date de publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement en application de la Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance

Section I
DÉFINITIONS

1. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

O.C. 2830-73, 1 August 1973
Reg. 73-427, 6 August 1973

ACT RESPECTING CERTAIN INVESTMENTS OF INSURANCE COMPANIES
(Bill 283, assented to 14 March 1973)

Regulation administering the Act

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation administering the Act respecting certain investments of insurance companies.

WHEREAS under section 1 of the Act respecting certain investments of insurance companies (Bill 283, assented to 14 March 1973), an insurance company incorporated under a Québec statute carrying on life insurance may, subject to regulations the Lieutenant-Governor in Council may make for that purpose and with prior approval of the Superintendent of Insurance, acquire fully paid-up shares of any corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business;

WHEREAS it is expedient to make a regulation for such purpose;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT the Regulation administering the Act respecting certain investments of insurance companies (Bill 283, assented to 14 March 1973), annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation administering the Act respecting certain investments of insurance companies

Division I
DEFINITIONS

1. Definitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

a) « action comportant le droit de vote »: une action à l'égard de laquelle le droit de voter peut être exercé, soit que ce droit soit absolu, soit qu'il soit rattaché à l'existence d'une condition qui est accomplie;

b) « compagnie »: une compagnie d'assurance visée à l'article 1 de la loi à l'exclusion d'une société de secours mutuels et qui exerce en assurance sur la vie;

c) « corporation de services »: une corporation constituée en vue de fournir:

i) à une corporation des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes relativement aux prestations d'assurance vie ou aux annuités dont le montant varie selon la valeur marchande d'un groupe spécifié d'éléments d'actifs, ou

ii) à une corporation de fonds mutuels, des services de consultation, d'administration et de répartition des ventes;

d) « corporations d'opérations complémentaires des opérations d'assurance »: une corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance autres que celles

i) de toute corporation constituée hors du Québec pour exercer l'assurance sur la vie et qui ne possède pas de permis au Québec;

ii) de toute corporation constituée pour fournir à l'assureur ou à une corporation mentionnée au paragraphe *i* des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes relativement aux prestations d'assurance sur la vie dont le montant varie selon la valeur marchande d'un groupe déterminé d'actifs;

iii) de toute corporation constitutée pour exercer en assurance de dommages;

iv) de toute corporation qui a uniquement pour objet d'acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles;

v) de toute corporation constituée en vue d'offrir une participation dans un portefeuille d'investissement;

vi) de toute corporation constituée en vue de fournir à une corporation mentionnée au paragraphe *v* des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes;

e) « état annuel »: l'état qui doit, en vertu de l'article 162 de la Loi des assurances (R.S.Q., 1964, ch. 295) être déposé chez le ministre chaque année;

f) « Loi »: la Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance (P.L. 283, sanctionné le 14 mars 1973);

g) « ministre »: le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives;

(a) "voting share": a share entitling the holder thereof to vote, whether such right be absolute or attached to the subsistence of a condition which is fulfilled;

(b) "company": an insurance company contemplated in section 1 of the Act, with the exception of a mutual benefit association, and which carries on life insurance;

(c) "service corporation": a corporation incorporated to furnish:

(i) a corporation with consultation, administration or sales distribution services in respect of life insurance benefits or annuities, the amount of which varies in accordance with the market value of a specified group of assets, or

(ii) a mutual funds corporation with consultation, administration and sales distribution services;

(d) "business corporations complementary to insurance business": a corporation incorporated principally to carry on business complementary to the business of insurance with the exception of that of

(i) any corporation incorporated outside Québec to carry on life insurance and which is not the holder of a license in Québec;

(ii) any corporation incorporated to furnish the insurer or a corporation mentioned in subparagraph *i* with consultation, administration or sales distribution services in respect of life insurance benefits, the amount of which varies in accordance with the market value of a specified group of assets;

(iii) any corporation incorporated to transact insurance against damage;

(iv) any corporation whose sole object is to acquire, hold, lease or manage immoveable property;

(v) any corporation incorporated to offer participation in an investment portfolio;

(vi) any corporation incorporated to furnish a corporation mentioned in subparagraph *v* with consultation, administration or sales distribution services;

(e) "annual statement": the statement which must be filed with the Minister every year, pursuant to section 162 of the Insurance Act (R.S.Q. 1964, ch. 295);

(f) "Act": the Act respecting certain investments of insurance companies (Bill 283, assented to 14 March 1973);

(g) "Minister": the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

h) « surintendant »: le surintendant des assurances nommé en vertu de l'article 280 de la Loi des assurances (S.R.Q., 1964, ch. 295);

2. Aux fins du présent règlement, une corporation est réputée être contrôlée par une ou plusieurs compagnies lorsque

a) ses actions comportant le droit de vote à l'élection des administrateurs sont détenues dans une proportion de plus de 50% au nom ou au profit de cette ou ces compagnies, autrement qu'à titre de garantie seulement;

b) les votes que comportent ces actions sont suffisants, lorsqu'on y a recours, pour élire une majorité des administrateurs.

3. Aux fins de l'article 9, l'actif de la corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance ne doit comprendre aucun élément d'actif qui, s'il était possédé par une compagnie, ne serait pas admis comme élément d'actif dans son état annuel, et la valeur totale de tous titres compris dans l'actif ne doit pas dépasser le total de leurs valeurs marchandes.

Section II
MODALITÉS ET CONDITIONS

4. Conditions: Une compagnie ne doit pas faire un placement dans les actions d'une corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance à moins que cette corporation ne soit réputée être contrôlée par cette ou ces compagnies ou qu'à la suite du placement cette ou ces compagnies n'acquièrent ce contrôle.

5. Renseignements: Avant de faire un placement dans les actions d'une corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance, la compagnie doit fournir au Surintendant les renseignements concernant le placement projeté et, lorsque ce placement consiste en actions d'une corporation existante, la compagnie doit déposer auprès du Surintendant une copie attestée de l'acte de constitution en corporation, des règlements et de l'état financier le plus récent de cette corporation.

6. Dépôt d'engagement: La compagnie doit déposer auprès du Surintendant, dans les 2 semaines après qu'elle a fait un placement dans les actions d'une corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance, un engagement de la part de cette corporation selon lequel, tant qu'elle sera réputée être contrôlée par cette ou ces compagnies, la corporation

(h) "Superintendent": the Superintendent of Insurance appointed under section 280 of the Insurance Act (R.S.Q., 1964, ch. 295);

2. For the purposes of this Regulation, a corporation is deemed to be controlled by one or several companies where

(a) its voting shares in respect of the election of directors are held in a ratio of more than 50% in the name of or for the benefit of such company or companies, otherwise than as a security only;

(b) upon their voting rights being exercised, such voting shares are sufficient to elect a majority of directors;

3. For the purposes of section 9, the assets of the corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business shall not include any asset which, if owned by a company, would not be allowable as an asset in its annual statement, and the aggregate value of all securities comprised in the assets shall not exceed the total of their market values.

Division II
TERMS AND CONDITIONS

4. Conditions: A company shall not invest in the shares of a corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business unless such corporation is deemed to be controlled by the said company or companies or, upon the investment, the said company or companies acquire such control.

5. Information: Prior to investing in the shares of a corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business, the company shall furnish the Superintendent of Insurance with information respecting the contemplated investment and, where such investment comprises shares in a subsisting corporation, the company must file with the Superintendent a certified copy of the letters patent, by-laws and the most recent financial statement of the said corporation.

6. Filing of commitment: The company must file with the Superintendent, within the 2 weeks after having invested in the shares of a corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business, a commitment from the said corporation whereby, solong as it shall be deemed to be controlled by such company or companies, the corporation undertakes

a) fournira au Surintendant des copies de ses états financiers et tels autres renseignements sur ses affaires qu'il pourra demander de temps à autre;

b) ne fera aucune opération qui n'est pas complémentaire des opérations d'assurance;

c) ne fera aucun placement que l'article 158*n* de la Loi des assurances (S.R.Q., 1964, ch. 295 et am.) défend à une compagnie de faire;

d) n'acquerra ni ne détiendra, sauf avec l'approbation du Surintendant, plus de 30% des actions ordinaires de toute corporation; et

e) si elle a été constituée en vue de fournir des services d'un genre ordinairement requis par la compagnie, ne fournira, sauf avec l'approbation du Surintendant, ces services à aucune autre personne à moins qu'elle ne les fournisse également à la compagnie.

7. Observation de l'engagement: La compagnie doit de temps à autre, à la demande du Surintendant, établir que la corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance, observe l'engagement mentionné à l'article 6.

8. Contrôle continu: Une compagnie ne doit à aucun moment détenir un placement dans les actions d'une corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance à moins que la corporation ne soit réputée être alors contrôlée par cette ou ces compagnies.

9. État annuel: Les actions ordinaires de la corporation constituée en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance, que possède la compagnie doivent être prises en compte dans l'état annuel de la compagnie à une valeur qui ne dépasse pas le montant obtenu en multipliant

i) un montant égal à l'exédent de l'actif de la corporation sur le total de son passif et de son capital en actions privilégiées; par

ii) la proportion que représente le nombre d'actions ordinaires de la corporation qui appartiennent à la compagnie par rapport au nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation, de la corporation.

10. Valeur comptable maximum du placement: La valeur comptable totale des placements détenus par une compagnie dans des actions de corporations constituées en vue de faire principalement des opérations complémentaires des opérations d'assurance ne doit à aucun moment dépasser 1% de la valeur comptable de l'actif total de la compagnie.

199-o

(a) to furnish the Superintendent with copies of its financial statements and such other information in respect of its business which he may request from time to time;

(b) not to carry on any business which is not complementary to insurance business;

(c) not to make any investment which a company is prohibited from making under section 158*n* of the Insurance Act (R.S.Q., 1964, ch. 295 and am.);

(d) not to acquire or hold, except with the approval of the Superintendent, more than 30% of the common shares of any corporation; and

(e) if it was incorporated to furnish services of a type normally required by the company, not to furnish, except with the approval of the Superintendent, such services to any other person unless it also furnishes them to the company.

7. Compliance with the commitment: The company shall, from time to time, upon request of the Superintendent, establish that the corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business complies with the commitment mentioned in section 6.

8. Continuous control: A company shall not at any time hold an investment in the shares of a corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business unless such corporation is deemed to be at that time controlled by the said company or companies.

9. Annual statement: Common shares of the corporation incorporated principally to carry on business complementary to insurance business which are held by the company shall be taken into account in the company's annual statement at a value not exceeding the amount obtained by multiplying

(i) an amount equal to the excess of the assets of the corporation over the total of its liabilities and its

(ii) the proportion represented by the number of common shares of the corporation which belong to the company in relation to the total number of issued and outstanding common shares of the corporation.

10. Maximum book value of the investment: The total book value of investments held by a company in shares of corporations incorporated principally to carry on business complementary to insurance business shall not at any time exceed 1% of the book value of the total assets of the company.

199-o

A.C. 2855-73, 1 août 1973
Règ. 73-428, 6 août 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Serrurerie et menuiserie métallique (Montréal)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction à l'arrêté en conseil 1906-73 du 24 mai 1973, concernant des modifications au décret relatif à la serrurerie et à la menuiserie métallique dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil 1906-73 du 24 mai 1973, concernant des modifications au décret relatif à la serrurerie et à la menuiserie métallique dans la région de Montréal, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 27 juin 1973, soit corrigé en ajoutant ce qui suit à la fin du paragraphe *a* de l'article II:

« **Zone II:** Les taux minimaux de salaire dans la zone II sont les taux de la zone I réduits de $0.15 l'heure. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

198-o

O.C. 2855-73, 1 August 1973
Reg. 73-428, 6 August 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Non-structural metalwork (Montreal)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to Order in Council 1906-73 of May 24, 1973, concerning amendments to the decree respecting the non-structural metalwork industry in the Montreal region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council 1906-73 of May 24, 1973, concerning amendments to the decree respecting the non-structural metalwork industry in the Montreal region, published in the *Québec Official Gazette* of June 27, 1973, be corrected by adding the following to the end of subsection *a* of Section II:

"**Zone II:** The minimum wage rates in zone II are the same rates as in Zone I minus $0.15 per hour."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

198-o

Décision du 2 août 1973
Règ. 73-429, 7 août 1973

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q., 1964, ch. 120)

Producteurs de volailles (Quotas)

Prenez avis que lors de son assemblée du 2 août 1973, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après adopté par la Fédération des producteurs de volailles du Québec et ayant pour effet de modifier son règlement de quota.

Régie des marchés agricoles du Québec

Le secrétaire,
(Me) GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le règlement de quotas

La Fédération des producteurs de volailles du Québec, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 46 de la Loi des marchés agricoles du Québec (S.R.Q., 1964, ch. 120), modifie ainsi qu'il suit son règlement de quotas publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 14 février 1973 et amendé par des règlements publiés dans la *Gazette officielle du Québec* le 28 mars 1973, le 9 mai 1973, le 23 mai 1973 et le 11 juillet 1973;

1. Le paragraphe *a* de l'article 20 dudit règlement est modifié ainsi qu'il suit:

« **a) Poulet à griller:** Pour la période no 7, du 30 septembre 1973 au 29 décembre 1973, la demande est fixée à 82% pour le nombre de livres et à 92%, pour le nombre maximum de têtes. »

194-o

Decision, 2 August 1973
Reg. 73-429, 7 August 1973

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 120)

Poultry producers (Quotas)

Notice is given that at its meeting held on 2 August 1973, the Québec Agricultural Marketing Board approved the following regulation made by the *Fédération des producteurs de volailles du Québec* amending the *Fédération's* Quota Regulation.

Québec Agricultural Marketing Board

GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

Regulation amending the Quota Regulation

The *Fédération des producteurs de volailles du Québec*, under the powers conferred upon it by section 46 of the Québec Agricultural Marketing Act (R.S.Q., 1964, ch. 120), amends its Quota Regulation published in the *Québec Official Gazette* on 14 February 1973 and amended by the regulations published in the *Québec Official Gazette* on 28 March 1973, 9 May 1973, 23 May 1973 and 11 July 1973;

1. Item *a* of section 20 of the said Regulation is amended as follows:

"**(a) Broiler chicken:** For period No. 7 from 30 September 1973 to 29 December 1973, the demand is fixed at 82% for the number of pounds and at 92% for the maximum head."

194-o

A.C. 2916-73, 8 août 1973
Règ. 73-430, 10 août 1973

LOI SUR LES MATÉRIAUX DE REMBOURRAGE ET LES ARTICLES REMBOURRÉS
(L.Q., 1969, ch. 61)

Matériaux de rembourrage

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au Règlement concernant les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 38 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.Q., 1969, ch. 61) le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur proposition du ministre de l'industrie et du commerce, adopter des règlements;

ATTENDU QU'il est opportun d'amender le règlement adopté par l'arrêté en conseil 3086-72 sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés en vue notamment d'obtenir la réciprocité avec l'Ontario, l'Alberta et le Manitoba.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE le règlement modifiant le règlement concernant les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés, annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et prenne effet à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement concernant les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés

1. Le Règlement concernant les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (A.C. 3086-72) est modifié en remplaçant l'article 3.02 dudit règlement par le suivant:

«**3.02** L'étiquette «MATÉRIAUX NEUFS SEULEMENT» ne doit être apposée que sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés neufs.

Lorsque cette étiquette est apposée sur un article rembourré ou sur des matériaux de rembourrage, elle doit contenir l'indication de la nature des matériaux contenus dans l'article, suivant la classification et appellation décrites en annexe 3. Ces indications doivent refléter le contenu réel de l'article rembourré ou la description exacte du matériau de rembourrage.

O.C. 2916-73, 8 August 1973
Reg. 73-430, 10 August 1973

STUFFING AND UPHOLSTERED AND STUFFED ARTICLES ACT

(S.Q., 1969, ch. 61)

Stuffing

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the amendments to the Regulation respecting stuffing and upholstered and stuffed articles.

WHEREAS under section 38 of the Stuffing and Upholstered and Stuffed Articles Act (S.Q., 1969, ch. 61), upon a motion by the Minister of Industry and Commerce, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations;

WHEREAS it is deemed expedient to amend the Regulation made by Order in Council 3086-72 respecting stuffing and upholstered and stuffed articles particularly with a view to obtaining reciprocity with Ontario, Alberta and Manitoba.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting stuffing and upholstered and stuffed articles, annexed to this Order in Council, be made;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation respecting stuffing and upholstered and stuffed articles

1. The Regulation respecting stuffing and upholstered and stuffed articles (O.C. 3086-72) is amended by replacing section 3.02 of the said Regulation by the following:

"**3.02** The label "NEW MATERIAL ONLY" shall be affixed only to new stuffing and upholstered and stuffed articles.

When this label is affixed to an upholstered or stuffed article or stuffing, it must contain an indication of the nature of the material contained in the article in accordance with the classification and designation described in Schedule 3. These indications must reflect the true content of the upholstered or stuffed article or the exact description of the stuffing.

La terminologie utilisée doit être conforme à la norme contenue en annexe 3 du présent règlement, sans aucune addition de qualificatifs ou autres termes.»

2. L'article 3.03 dudit règlement est remplacé par le suivant:

«**3.03** Seule l'étiquette «ARTICLE RENOVÉ» doit être apposée sur des articles rembourrés en réparation.

Cette étiquette doit être complétée par le dépositaire qui y inscrit le nom du propriétaire de l'article et par le réparateur qui y inscrit le numéro de son permis.»

3. L'article 3.04 dudit règlement est remplacé par le suivant:

«**3.04** L'étiquette «ARTICLE D'OCCASION» doit être apposée seulement sur les articles d'occasion rembourrés, qui ont fait l'objet d'une première vente au détail sauf s'ils ont été retournés au vendeur sans avoir été utilisés ou s'ils sont réparés en vertu de la garantie du manufacturier.»

4. L'article 3.06 dudit règlement est abrogé.

5. La section V est modifiée en remplaçant le titre de la section par le mot «Inspection» et en ajoutant après l'article 5.01 l'article suivant:

«**5.02** En vertu du paragraphe *f* de l'article 38 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés, l'inspecteur qui a des doutes raisonnables sur la conformité d'un article rembourré, au moment de l'inspection, peut enlever, couper, découdre ou ouvrir le matériau de recouvrement d'un article rembourré afin de vérifier sur place la qualité des matériaux de rembourrage ou de prélever des échantillons des matériaux de rembourrage pour analyses et vérifications.»

6. L'article 6.02 dudit règlement est remplacé par le suivant:

«**6.02** Le présent règlement ne s'applique pas aux matériaux de rembourrage faisant parties intégrantes de tout véhicule automobile ou de tout autre véhicule motorisé ou moyen de transport à l'exception de la literie faisant partie de ces véhicules.»

7. Ledit règlement est modifié en ajoutant après l'article 6.02 la section et les articles suivants:

The terminology used must conform with the standard contained in Schedule 3 to this Regulation, without any addition of qualification or other term."

2. Section 3.03 of the said Regulation is replaced by the following:

"**3.03** Only the label "RENOVATED ARTICLE" shall be affixed to upholstered or stuffed articles being renovated.

Such label shall be completed by the depositary, who shall write the name of the owner of the article thereon, and by the renovator, who shall write his permit number thereon."

3. Section 3.04 of the said Regulation is replaced by the following:

"**3.04** The label "SECOND HAND ARTICLE" shall be affixed only to second hand upholstered or stuffed articles that have been the object of a first retail sale, unless they were returned to the vendor without use or were renovated under the manufacturer's guarantee."

4. Section 3.06 of the said Regulation is revoked.

5. Division V is amended by replacing the title of the division by the word "Inspection" and by adding the following section after section 5.01:

"**5.02** Pursuant to paragraph *f* of section 38 of the Stuffing and Upholstered and Stuffed Articles Act, an inspector who has reasonable doubt as to the conformity of an upholstered or stuffed article may, at the time of inspection, remove, cut, unsew or open the covering material of an upholstered or stuffed article in order to immediately verify the quality of the upholstered or stuffed article or to take specimens of the stuffings for purposes of testing and verification."

6. Section 6.02 of the said Regulation is replaced by the following:

"**6.02** This Regulation does not apply to stuffing forming an integral part of a motor vehicle or of any other motorized vehicle or means of transport, with the exception of the bedding forming part of such vehicles."

7. The said Regulation is amended by adding the following division and sections after section 6.02:

« **Section VII**
RÉCIPROCITÉ

7.01 Pour les fins de l'article 4 de la Loi, les provinces suivantes sont désignées:

a) l'Ontario;

b) l'Alberta;

c) le Manitoba.

7.02 Les étiquettes apposées, en vertu des lois d'une province désignée sont reconnues équivalentes à celles qui sont requises en vertu de la Loi du Québec si elles portent l'indication de la nature du ou des 3 matériaux de rembourrage les plus importants en masse. »

8. L'Annexe 1 dudit règlement est remplacée par la suivante:

''**Division VII**
RECIPROCITY

7.01 For the purposes of section 4 of the Act, the following provinces are designated:

(a) Ontario;

(b) Alberta;

(c) Manitoba.

7.02 The labels affixed in pursuance of the laws of a designated province are recognized to be equivalent to those required under the laws of Québec if the said labels bear the indication of the nature of one or more of the 3 largest stuffing components of the whole.''

8. Schedule 1 to the said Regulation is replaced by the following:

ANNEXE 1

DEMANDE DE PERMIS

En vertu de la Loi sur les matériaux de rembourrage
et les articles rembourrés (L.Q., 1969, ch. 61)

À adresser à: Service de Conformité
Bureau de Normalisation du Québec
Ministère de l'Industrie et du Commerce
Hôtel du Gouvernement — Québec 4 — Canada
G1A 1L2

Nom de la firme .....

Adresse .....

.....

Nom du propriétaire ou des associés

.....

.....

.....

.....

Nom des officiers (dans le cas d'une compagnie)

.....

.....

.....

.....

Genre d'activité:

☐ Manufacturier (Permis « A ») $50

☐ Réparateur (Permis « B ») $25

Adresse des différents ateliers: .....

.....

.....

Types d'articles rembourrés:

☐ Meubles
☐ Vêtements
☐ Literie
☐ Autres (*spécifiez*) .....
☐ Jouets
☐ Articles de sport
☐ Coussins

Types de matériaux de rembourrage: .....

.....

.....

Je certifie l'exactitude de ces renseignements

Date ..... Signature .....

La présente demande de permis doit être accompagnée d'un chèque visé ou mandat de poste fait à l'ordre du Ministère des Finances du Québec.

Schedule 1

APPLICATION FOR PERMIT

Pursuant to the Stuffing and Upholstered and Stuffed Articles Act (S.Q., 1969, ch. 61)

Address to:
Certification Service
Québec Standards Bureau
Department of Industry and Commerce
Parliament Buildings, Québec 4, Canada
G1A 1L2

Name of firm .....

Address .....

.....

Name of owner or partners

.....

.....

.....

Name of officers (if a company)

.....

.....

.....

Type of activity:

☐ Manufacturer (Permit "A") $50

☐ Renovator (Permit "B") $25

Address(es) of workshop(s): .....

.....

.....

Types of upholstered or stuffed articles:

☐ Furniture ☐ Toys
☐ Clothing ☐ Sports articles
☐ Bedding ☐ Cushions
☐ Others (*specify*) .....

Types of stuffing: .....

.....

.....

I certify the above information to be true and correct

Date ..... Signature .....

This application must be accompanied by a certified cheque or postal order payable to the order of the Minister of Finance of Québec.

9. L'Annexe 1 dudit règlement est modifiée en ajoutant après le modèle de demande de permis, le modèle de demande de renouvellement de permis.

9. Schedule 1 to the said Regulation is amended by adding after the application for permit model, the application for renewal of a permit model.

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'UN PERMIS
APPLICATION FOR RENEWAL OF A PERMIT

À adresser à:

Service de Conformité
Bureau de Normalisation du Québec
Ministère de l'Industrie et du Commerce
Gouvernement du Québec, Québec 4, Canada
G1A 1L2

Address to:

Certification Service
Québec Standards Bureau
Department of Industry and Commerce
Parliament Buildings, Québec 4, Canada
G1A 1L2

Nom de la firme
Name of firm .....

Adresse
Address .....

Date d'expiration du présent permis
Date of expiry of present permit .....

No. de permis
Permit No. .....

Date .....

Signature .....

La présente demande doit être accompagnée d'un chèque visé ou mandat poste fait à l'ordre du Ministre des Finances du Québec.

This application must be accompanied by a certified cheque or postal order payable to the order of the Minister of Finance of Québec.

10. La norme BNQ 7880-910 en date du 1972-08-01 décrite en l'Annexe 2 dudit règlement est remplacée par la norme BNQ 7880-910/1973-07-01.

11. La norme BNQ 7880-905 en date du 1972-08-01 décrite en l'Annexe 3 dudit règlement est remplacée par la suivante: BNQ 7880-905/1973-07-01.

(R.A.L. p. 8-082-3)

191-o

10. The QSB 7880-910 standard dated 1972-08-01 described in Schedule 2 to the said Regulation is replaced by the standard, QSB 7880-910/1973-07-01.

11. The QSB 7880-905 standard dated 1972-08-01 described in Schedule 3 to the said Regulation is replaced by the following: QSB 7880-905/1973-07-01.

(S.R. p. 8-082-3)

191-o

A.C. 2936-73, 8 août 1973
Règ. 73-431, 10 août 1973

LOI DE L'ACCRÉDITATION DES LIBRAIRES
(L.Q., 1965, ch. 21)

Aide aux librairies agréées

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide aux librairies agréées.

ATTENDU QUE la récente dévaluation du dollar américain a entraîné une augmentation de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien;

ATTENDU QUE cette dévaluation a eu comme effet de diminuer très largement la marge de profit du libraire lorsqu'il vend aux institutions subventionnées;

ATTENDU QU'il y a lieu, de ce fait, de modifier le règlement concernant l'aide aux librairies agréées (A.C. 354-72, du 2 février 1972, *G.O.* 26 février et 25 mars 1972 p. 1957 et 2923), tel que modifié par le règlement modifiant le règlement concernant l'aide aux librairies agréées, (A.C. 1147-73, du 28 mars 1973, *G.O.* 11 avril 1973, p. 1149;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des affaires culturelles:

QUE le règlement modifiant le règlement concernant l'aide aux librairies agréées soit approuvé;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le règlement concernant l'aide aux librairies agréées

1. Le règlement concernant l'aide aux librairies agréées édicté par l'arrêté en conseil 354-72 du 2 février 1972 et modifié par l'arrêté en conseil 1147-73 du 28 mars 1973 est de nouveau modifié en remplaçant le tableau A par le suivant:

TABLEAU A

PRIX QUE DOIVENT PAYER LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

Livres étrangers, non soumis à une exclusivité au Canada, que les librairies agréées peuvent acheter de l'éditeur étranger original (ou de son diffuseur exclusif) et qui leur sont facturés en monnaies étrangères.

O.C. 2936-73, 8 August 1973
Reg. 73-431, 10 August 1973

BOOKSELLERS ACCREDITATION ACT
(S.Q., 1965, ch. 21)

Assistance to accredited bookshops

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING assistance to accredited bookshops.

WHEREAS the recent devaluation of the American dollar resulted in an increase in the value of foreign currency in relation to the Canadian dollar;

WHEREAS such devaluation brought about a marked decrease in the margin of profits realized by booksellers in their sales to subsidized institutions;

WHEREAS, for the aforesaid reason, it is expedient to amend the Regulation respecting assistance to accredited bookshops (O.C. 354-72 dated 2 February 1972, *O.G.* 26 February and 25 March 1972, pages 1957 and 2923), amended by the Regulation amending the Regulation respecting assistance to accredited bookshops (O.C. 1147-73 dated 28 March 1973, *O.G.* 11 April 1973, p. 1149);

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting assistance to accredited bookshops be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation respecting assistance to accredited bookshops

1. The Regulation respecting assistance to accredited bookshops enacted under Order in Council 354-72 dated 2 February 1972 and amended under Order in Council 1147-73 dated 28 March 1973 is further amended by replacing Table A by the following:

TABLE A

PRICES TO BE PAID BY SUBSIDIZED INSTITUTIONS

Foreign books not under exclusive distribution rights in Canada that may be purchased by accredited bookshops from the original foreign publisher (or his exclusive foreign distributor) and for which they are billed in foreign currency.

Remises de base obtenue par les librairies agréées — *Basic discounts obtained by accredited bookshops*	Catégories de livres correspondant en général aux remises de base ci-contre — *Categories of books generally corresponding to the basic discounts opposite*	Taux de conversion des monnaies étrangères servant à déterminer les prix nets que doivent payer les institutions sur les livres provenant de — *Foreign currency exchange rate used in determining the net prices to be paid by institutions for books from*					
		France — *France*	Belgique — *Belgium*	Suisse — *Switzerland*	E.U. soumis à aucun droit de douane — *U.S.A. If not dutiable*	E.U. soumis à des droits de douane — *U.S.A. If dutiable*	Grande-Bretagne — *Great Britain*
40% et /*and* 38%	Littérature générale, ouvrages pour la jeunesse, livres d'art, littérature religieuse, utilité pratique, collections de poche, etc. /*General literature, books for youth, art books, religious literature, applied crafts, pocket-books, etc.*	.256 (F-1)	.0301 (B-1)	.351 (S-1)	.90 (E-1)	1.00 (ED-1)	2.67 (G-1)
35% et/*and* 33 1/3%	—idem—	.268 (F-2)	.032 (B-2)	.372 (S-2)	.90 (E-2)	1.00 (ED-2)	2.80 (G-2)
30% et /*and* 25%	Dictionnaires, encyclopédies, livres scientifiques et techniques, médecine, droit, érudition, enseignement, manuels scolaires agréés par le min. de l'éducation, etc. /*Dictionaries, encyclopaedias, scientific and rechnical, medical, law, general knowledge and teaching books, text books approved by the Dept. of Education, etc.*	.288 (F-3)	.0339 (B-3)	.391 (S-3)	1.05 (E-3)	1.15 (ED-3)	2.96 (G-3)
20%	Érudition, encyclopédies, etc. *General knowledge books, encyclopaedias, etc.*	.325 (F-4)	.039 (B-4)	.444 (S-4)	1.05 (E-4)	1.15 (ED-4)	3.35 (G-4)
15%	—idem—	.325 (F-5)	.039 (B-5)	.444 (S-5)	1.20 (E-5)	1.30 (ED-5)	3.35 (G-5)
10%	—idem—	.325 (F-6)	.039 (B-6)	.444 (S-6)	1.20 (E-6)	1.30 (ED-6)	3.35 (G-6)
0%	—idem—	.325 (F-7)	.039 (B-7)	.444 (S-7)	1.20 (E-7)	1.30 (ED-7)	3.35 (G-7)

(S.R. p. 2-057)

202-o

(R.A.L. p. 2-057)

202-o

A.C. 2939-73, 8 août 1973
Règ. 73-432, 10 août 1973

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Boîtes de carton ondulé

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé au Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé au Québec, rendue obligatoire par le décret 728 du 6 juillet 1955 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 9 mai 1973;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 728 soit modifié de la façon suivante:

1. Les paragraphes 3.04 et 3.05 de l'article III sont remplacés par le suivant:

«**3.04** Les heures de travail des diverses équipes sont étalées de la façon suivante:

1° équipe: entre 7 h et 18 h;

2° équipe: entre 14 h et 1 h;

3° équipe: entre 23 h et 8 h.»

2. L'article IV est modifié:

a) en remplaçant les paragraphes 4.01, 4.04 et 4.07 par les suivants:

«**4.01** Sauf pour le conducteur de machines fixes et le chauffeur de chaudières, les heures effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou en sus des heures de la semaine normale entraînent une majoration du taux normal de 50%. Les heures effectuées le samedi, le dimanche ou un jour férié qui entraînent une majoration du taux normal ne doivent pas être considérées comme des heures de la semaine normale de travail.

O.C. 2939-73, 8 August 1973
Reg. 73-432, 10 August 1973

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Corrugated paper Boxes

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in Québec, rendered obligatory by Decree No. 728 of July 6, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree:

WHEREAS, the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of May 9, 1973;

WHEREAS, no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 728 be amended as follows:

1. Subsections 3.04 and 3.05 of section III are replaced by the following:

"**3.04** Working hours of the various shifts shall be scheduled as follows:

1st shift: between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

2nd shift: between 2:00 p.m. and 1:00 a.m.

3rd shift: between 11:00 p.m. and 8:00 a.m."

2. Section IV is amended:

a) by replacing subsections 4.01, 4.04 and 4.07 by the following:

"**4.01** Except for stationary enginemen and firemen (stokers), work done on Saturdays, Sundays, holidays or in excess of the hours of a standard workweek involves a 50% increase of the normal rate. Hours worked Saturdays, Sundays or holidays which involve an increase of the normal rate shall not be considered as hours of the standard workweek.

4.04 Le salarié affecté à la deuxième équipe doit toucher une prime de $0.12 l'heure et celui affecté à la troisième équipe doit toucher une prime de $0.14 l'heure.

4.07 a) L'employeur doit accorder au salarié 2 pauses, avec paie, de 10 minutes chacune par équipe.

b) Lorsqu'un salarié est appelé à effectuer 2 heures supplémentaires ou plus, l'employeur doit lui accorder durant les 2 premières heures, une pause de 10 minutes, avec paie, au moment fixé par l'employeur. »

b) en ajoutant le paragraphe 4.09 suivant:

« **4.09** Les heures effectuées en qualité de chef d'équipe entraînement une majoration du taux horaire de $0.10. »

3. Le paragraphe 5.01 de l'article V est remplacé par le suivant:

5.01 Les salaires horaires minimaux sont les suivants:

Taux de salaires minimaux

Classification des emplois:		*À compter du 1 sept. 1973*	*1 déc. 1973*
Chef d'équipe	$2.81	$2.96	$3.06
Machine à onduler:			
Conducteur	2.90	3.05	3.15
Conducteur temporaire	2.84	2.99	3.09
Découpeur	2.84	2.99	3.09
Conducteur de colleuses double face	2.79	2.94	3.04
Ramasseur et placeur de rouleaux	2.60	2.75	2.85
Machine à onduler (petit format — papie cristal (glassine):			
Conducteur	2.80	2.95	3.05
Découpeur	2.69	2.84	2.94
Ramasseur — placeur de rouleaux et aide	2.49	2.64	2.74
Encocheuse — imprimeuse et presse flexographique:			
Conducteur	2.84	2.99	3.09
Aide-conducteur	2.74	2.89	2.99
Margeur et ramasseur	2.65	2.80	2.90
Presse à imprimer sur la longueur:			
Conducteur	2.79	2.94	3.04
Ramasseur	2.65	2.80	2.90
Encocheuse (grosses boîtes):			
Conducteur	2.70	2.85	2.95
Ramasseur	2.55	2.70	2.80

4.04 The employee attached to the second shift shall receive a shift differential of $0.12 an hour and those on the third shift shall receive a shift differential of $0.14 an hour.

4.07 a) The employer shall grant the employee 2 rest periods, with pay, of 10 minutes each, for each shift.

b) When an employee does 2 hours overtime or more, the employer shall grant him during the first 2 hours, a 10 minute rest period with pay, at a time fixed by the employer."

b) by adding the following subsection 4.09:

"**4.09** Hours worked as lead hand involve an increase of $0.10 an hour."

3. Subsection 5.01 of section V is replaced by the following:

5.01 The minimum hourly wages are the following:

Minimum wage rates

Job Classification:		*As of Sept. 1, 1973*	*Dec. 1, 1973*
Lead hand	$2.81	$2.96	$3.06
Corrugating machine:			
Operator	2.90	3.05	3.15
Temporary operator	2.84	2.99	3.09
Slitter and knifer	2.84	2.99	3.09
Double-backer	2.79	2.94	3.04
Tailor and roll shafter	2.60	2.75	3.05
Corrugating machine (small-glassine):			
Operator	2.80	2.95	3.05
Slitter and Knifer	2.69	2.84	2.94
Tailor and roll shafter and assistant	2.49	2.64	2.74
Printer-slotter machine and Flexographic press			
Operator	2.84	2.99	3.09
Slotter man	2.74	2.89	2.99
Feeder and tailor	2.65	2.80	2.90
Printing press longway			
Operator	2.79	2.94	3.04
Tailor	2.65	2.80	2.90
Slotting machine (large boxes)			
Operator	2.70	2.85	2.95
Tailor	2.55	2.70	2.80

Classification des emplois:		*À compter du 1 sept. 1973*	*1 déc. 1973*	*Job Classification:*		*As of Sep. 1 1973*	*Dec. 1 1973*
Encocheuse (petites boîtes):				slotting machine (small boxes)			
Conducteur — Classe A	2.65	2.80	2.90	Operator — Class A	2.65	2.80	2.90
— Classe B	2.32	2.47	2.57	— Class B	2.32	2.47	2.57
Ramasseur — Classe A	2.55	2.70	2.80	Tailor — Class A	2.55	2.70	2.80
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage: 1° opération):				Box slitting and scoring machine (1st operation)			
Mitrailleur	2.75	2.90	3.00	Operator	2.75	2.90	3.00
Ramasseur	2.55	2.70	2.80	Tailor	2.55	2.70	2.80
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers):				Sheet slitting and coring machine (miscellaneous)			
Mitrailleur	2.69	2.84	2.94	Operator	2.69	2.84	2.94
Ramasseur — Classe A	2.55	2.70	2.80	Tailor — Class A	2.55	2.70	2.80
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Encocheuse — mitrailleuse de cloisons:				Combination partition slitter-slotter			
Conducteur	2.74	2.89	2.99	Operator	2.74	2.89	2.99
Ramasseur — Classe A	2.64	2.79	2.89	Tailor — Class A	2.64	2.79	2.89
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Encocheuse simple de cloisons:				Plain partition slotter			
Conducteur — Classe A	2.65	2.80	2.90	Operator — Class A	2.65	2.80	2.90
— Classe B	2.32	2.47	2.57	— Class B	2.32	2.47	2.57
Ramasseur — Classe A	2.55	2.70	2.80	Tailor — Class A	2.55	2.70	2.80
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Machine à assembler les cloisons:				Partition assembly machine			
Conducteur — Classe A	2.70	2.85	2.95	Operator — Class A	2.70	2.85	2.95
— Classe B	2.32	2.47	2.57	— Class B	2.32	2.47	2.57
Margeur	2.27	2.42	2.52	Feeder	2.27	2.42	2.52
Ramasseur	2.27	2.42	2.52	Tailor	2.27	2.42	2.52
Assemblage des cloisons:				Partition assembly			
Assembleur	2.27	2.42	2.52	Assembler	2.27	2.42	2.52
Coupeuse de rabats:				Flap — cutting machine			
Découpeur	2.70	2.85	2.95	Operator	2.70	2.85	2.95
Ramasseur — Classe A	2.55	2.70	2.80	Tailor — Class A	2.55	2.70	2.80
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Plieuse — colleuse:				Folding and glueing machine			
Conducteur	2.82	2.97	3.07	Operator	2.82	2.97	3.07
Ramasseur et inspecteur:				Tailor and inspector			
Classe A	2.64	2.89	2.99	Class A	2.64	2.89	2.99
Classe B	2.32	2.47	2.57	Class B	2.32	2.47	2.57
Plieuse — enrubaneuse:				Folding and taping machine			
Conducteur	2.82	2.97	3.07	Operator	2.82	2.97	3.07
Ramasseur et inspecteur:				Tailor and inspector			
Classe A	2.55	2.70	2.80	Class A	2.55	2.70	2.80
Classe B	2.32	2.47	2.57	Class B	2.32	2.47	2.57

Classification des emplois:		*À compter du 1 sept. 1973*	*1 déc. 1973*
Rubaneuse semi-automatique:			
Conducteur — Classe A	2.65	2.80	2.90
— Classe B	2.32	2.47	2.57
Ramasseur et inspecteur:			
Classe A	2.55	2.70	2.80
Classe B	2.27	2.42	2.52
Pliage de boîtes:			
Plieur	2.27	2.42	2.52
Rubaneuse à la main:			
Conducteur	2.27	2.42	2.52
Machine automatique à plier et à piquer:			
Piqueur	2.78	2.93	3.03
Margeur — Classe A	2.55	2.70	2.80
— Classe B	2.27	2.42	2.52
Ramasseur et inspecteur:			
Classe A	2.55	2.70	2.80
Classe B	2.32	2.47	2.57
Machine semi-automatique à piquer:			
Piqueur — Classe A	2.60	2.85	2.95
— Classe B	2.32	2.47	2.57
Machine à piquer à la main:			
Piqueur — Classe A	2.60	2.85	2.95
— Classe B	2.32	2.47	2.57
Scie à ruban:			
Scieur	2.55	2.70	2.80
Coucheuse à nappe:			
Conducteur	2.79	2.94	3.04
Ramasseur	2.55	2.70	2.80
Machine à laminer, teindre et imprimer:			
Conducteur	2.84	2.99	3.09
Aide	2.60	2.75	2.85
Attacheuse automatique de courroies métalliques:			
Conducteur	2.74	2.89	2.99
Presse automatique à découper:			
Mécanicien	2.82	2.97	3.07
Aide ou décortiqueur	2.55	2.70	2.80
Presse à platine à découper margée à la main:			
Conducteur	2.79	2.94	3.04
Aide ou décortiqueur	2.55	2.70	2.80

Job Classification:		*As of Sep. 1, 1973*	*Dec. 1 1973*
Semi-automatic taping machine			
Operator — Class A	2.65	2.80	2.90
— Class B	2.32	2.47	2.57
Tailor and inspector			
Class A	2.55	2.70	2.80
Class B	2.27	2.42	2.52
Box folding			
Folder	2.27	2.42	2.52
Hand taping machine			
Operator	2.27	2.42	2.52
Automatic folding and stitching machine			
Operator	2.78	2.93	3.03
Feeder — Class A	2.55	2.70	2.80
— Class B	2.27	2.42	2.52
Tailor and inspector			
Class A	2.55	2.70	2.80
Class B	2.32	2.47	2.57
Semi-automatic stitching machine			
Operator — Class A	2.60	2.85	2.95
— Class B	2.32	2.47	2.57
Manual Stitching machine			
Operator — Class A	2.60	2.85	2.95
— Class B	2.32	2.47	2.57
Band saw			
Operator	2.55	2.70	2.80
Curtain coater			
Operator	2.79	2.94	3.04
Tailor	2.55	2.70	2.80
Printing, tinting and laminating machine			
Operator	2.84	2.99	3.09
Helper	2.60	2.75	2.85
Automatic steel-strapping machine			
Operator	2.74	2.89	2.99
Automatic die press cutting machine			
Operator	2.82	2.97	3.07
Helper or stripper	2.55	2.70	2.80
Platen die press cutting machine (handfed)			
Operator	2.79	2.94	3.04
Helper or stripper	2.55	2.70	2.80

Classification des emplois:		*À compter du 1 sept. 1973*	*1 déc. 1973*	*Job Classification:*		*As of Sep. 1, 1973*	*Dec. 1, 1973*
Bobineuse et coupeuse (simple face):				Rewinding and cutting machine (single face)			
Conducteur — Classe A	2.69	2.84	2.94	Operator — Class A	2.69	2.84	2.94
— Classe B	2.32	2.47	2.57	— Class B	2.32	2.47	2.57
Ramasseur — Classe A	2.64	2.79	2.89	Tailor — Class A	2.64	2.79	2.89
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Paraffineuse:				Waxing machine			
Conducteur	2.64	2.79	2.89	Operator	2.64	2.79	2.89
Empaquetage et ficelage:				Bundling and tying			
Ficeleur — Classe A	2.60	2.75	2.85	Tier — Class A	2.60	2.75	2.85
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Matières adhésives:				Adhesive Unit			
Préposé à la colle	2.70	2.85	2.95	Operator	2.70	2.85	2.95
Presse à balles:				Waste-bailing press			
Conducteur	2.65	2.80	2.90	Operator	2.65	2.80	2.90
Aide	2.60	2.75	2.85	Helper	2.60	2.75	2.85
Manutention de rouleaux:				Roll handling			
Chef manutentionnaire	2.70	2.85	2.95	Chief roll handler	2.70	2.85	2.95
Manutention motorisée:				Power roll handling			
Conducteur	2.70	2.85	2.95	Operator	2.70	2.85	2.95
Manutentionnaire	2.60	2.75	2.85	Roll handler	2.60	2.75	2.85
Manutention:							
Conducteur de chariot élévateur-automoteur	2.70	2.85	2.95	Handling Power lift-truck operator	2.70	2.85	2.95
Machines non classées:				Unclassified machines			
Conducteur	2.69	2.84	2.94	Operator	2.69	2.84	2.94
Margeur — Classe A	2.49	2.64	2.74	Feeder — Class A	2.49	2.64	2.74
— Classe B	2.27	2.42	2.52	— Class B	2.27	2.42	2.52
Expédition:				Shipping department			
Expéditeur	2.84	2.99	3.09	Shipper	2.84	2.99	3.09
Aide-expéditeur	2.74	2.89	2.99	Assistant-shipper	2.74	2.89	2.99
Vérificateur	2.64	2.79	2.89	Checker	2.64	2.79	2.89
Conducteur de camion à remorque	2.79	2.94	3.04	Trailer truck driver	2.79	2.94	3.04
Conducteur de camion	2.74	2.89	2.99	Truck driver	2.74	2.89	2.99
Aide	2.58	2.73	2.83	Helper	2.58	2.73	2.83
Entretien:				Maintenance			
Hommes de métier	2.94	3.09	3.19	Tradesman	2.94	3.09	3.19
Mécanicien	2.94	3.09	3.19	Mechanic	2.94	3.09	3.19
Aide aux hommes de métier	2.75	2.90	3.00	Tradesman's helper	2.75	2.90	3.00
Huileur	2.69	2.84	2.94	Oiler	2.69	2.84	2.94
Concierge	2.57	2.72	2.82	Janitor	2.57	2.72	2.82
Chaufferie:							
Conducteur mécanicien de machines fixes				Boiler room Stationary engineman			
2e classe	3.14	3.29	3.39	2nd class	3.14	3.29	3.39
3e classe	2.97	3.12	3.22	3rd class	2.97	3.12	3.22
4e classe	2.87	3.02	3.12	4th class	2.87	3.02	3.12

Classification des emplois:	*À compter du 1 sept. 1973*	*1 déc. 1973*
Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante:		
Aide tous travaux:		
— Classe A	2.49	2.64	2.74
— Classe B	2.23	2.38	2.48

Définition classe A: Travail généralement lourd, impliquant la manutention de grandes boîtes.

Définition classe B: Travail généralement léger quant aux dimensions et à la pesanteur du matériel manipulé.

4. Les paragraphes 5.02 et 5.03 de l'article V sont abrogés.

5. Les paragraphes 6.01 et 6.02 de l'article VI sont abrogés.

6. L'article VII est modifié:

a) en remplaçant le sous-paragraphe *c* du paragraphe 7.02 par le suivant:

« **c)** S'il a au moins 8 ans de service continu pour le même employeur, a un congé dont la durée est de 3 semaines. »

b) en ajoutant le sous-paragraphe *d* suivant, au paragraphe 7.02:

« **d)** S'il a au moins 20 ans de service continu pour le même employeur, a un congé dont la durée est de 4 semaines. »

c) en remplaçant le paragraphe 7.03 par le suivant:

« **7.03** Le salarié doit toucher pour son congé annuel une indemnité déterminée de la façon suivante:

a) 4% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de moins de 8 ans au service de son employeur;

b) 6% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de 8 ans au service de son employeur;

c) 8% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de 20 ans au service de son employeur. »

7. L'article VIII est modifié:

a) en remplaçant les paragraphes 8.01, 8.02 et 8.05 par les suivants:

« **8.01** Les jours suivants sont des jours fériés:
le premier jour de l'An, le vendredi saint, la fête de Dollard des Ormeaux, la Saint-Jean Baptiste, la

Job Classification:	*As of Sep. 1, 1973*	*Dec. 1, 1973*
Miscellaneous work: The basic wage scale for general work is as follows:		
General helper		
Class A	2.49	2.64	2.74
Class B	2.23	2.38	2.48

Class A (definition): Heavy work involving the handling of large boxes.

Class B (definition): Light work, as regards the size and weight of materials handled.

4. Subsections 5.02 and 5.03 of section V are abrogated.

5. Subsections 6.01 and 6.02 of section VI are abrogated

6. Section VII is amended:

a) by replacing paragraph *c* of subsection 7.02 by the following:

"**(c)** If he has at least 8 years' continuous service with the same employer, shall have a 3-week vacation."

b) by adding the following paragraph *d* to subsection 7.02:

"**(d)** If he has at least 20 years' continuous service with the same employer, shall have a 4-week vacation."

c) by replacing subsection 7.03 by the following:

"**7.03** The employee shall receive for his annual vacation a pay determined in the following manner:

a) 4% of his total wages during the qualifying year if he has less than 8 years' service with his employer;

b) 6% of his total wages during the qualifying year if he has 8 years' service with his employer;

c) 8% of his total wages during the qualifying year if he has 20 years' service with his employer."

7. Section VIII is amended:

a) by replacing subsection 8.01, 8.02 and 8.05 by the following:

"**8.01** The following days are general holidays:
New Year's Day, Good Friday, Dollard des Ormeaux Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour

Confédération, la fête du travail, le jour de l'action de grâces, le jour de Noël.

De plus, l'employeur doit accorder au salarié permanent un jour de congé avec paie durant la période comprise entre le 23 décembre et le 3 janvier.

8.02 Le salarié permanent doit toucher pour son jour de congé avec paie ainsi que pour chaque jour férié une indemnité de 8 fois son salaire horaire normal.

8.05 L'employeur qui accorde, en vertu d'une convention collective particulière, au moins 9 jours fériés à ses employés, peut observer et payer des jours fériés autres que ceux mentionnés au paragraphe 8.01.»

b) en ajoutant les paragraphes 8.06 et 8.07 suivants:

«**8.06 Congé de mortalité:** Lors du décès de son conjoint ou de son enfant, le salarié permanent peut s'absenter pour la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles. Il doit être rémunéré pour chaque jour faisant partie de sa semaine normale de travail, jusqu'à concurrence de 3 jours, pourvu que:

a) il assiste aux funérailles;

b) il ne soit pas absent du travail à ce moment en raison de maladie, d'accident, de compensation ou de congé annuel.

S'il ne peut assister aux funérailles il n'a droit qu'à une indemnité de 8 fois son taux horaire.

8.07 Lors du décès du père ou de la mère du salarié ou de son conjoint, le salarié ne peut s'absenter que le jour des funérailles, pourvu qu'il y assiste. Il doit toucher pour cette journée si elle fait partie de sa semaine normale de travail, une indemnité de 8 fois son taux horaire.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

R.A.L. p 4-867

198-o

Day, Thanksgiving Day, and Christmas Day.

Moreover, the employer shall grant the regular employee one day's paid holiday during the period between December 23 and January 3.

8.02 The regular employee shall receive for his one day's paid holiday, as well as for each general holiday, 8 hours' pay at his basic hourly rate.

8.05 An employer who, in accordance with a private collective agreement, observes and pays 9 or more general holidays to his employees, may do so for days other than those stipulated in subsection 8.01.''

b) by adding the following subsections 8.06 and 8.07:

''**8.06** Bereavement leave: In the event of the death of his spouse or child, the regular employee shall be entitled to a leave from the day of death to the day of the funeral. He may be remunerated for each day of his standard workweek not exceeding 3 days, provided that:

a) he attends the funeral;

b) he not be absent from work during that time because of sickness, accident, compensation or annual vacation.

If he cannot attend the funeral, he shall only have the right to one day's (8 hours) pay at his basic rate.

8.07 In the event of the death of his father or mother, or that of his spouse, the employee shall only be absent for the day of the funeral, provided he attend. He shall receive for this day, if it is part of his standard workweek, 8 times his hourly rate.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

S.R. p. 4-867

198-o

A.C. 2940-73, 8 août 1973
Règ. 73-433, 10 août 1973

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Distributeurs de pain (Montréal)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux distributeurs de pain de la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux distributeurs de pain de la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 85 du 4 février 1959 et amendements ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 13 juin 1973;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 85 soit modifié de la façon suivante:

L'article IV est remplacé par le suivant:

«**IV. Rémunération:** La rémunération minimale de tout salarié est de $100 pour toute semaine normale de travail».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

R.A.L. p. 4-197

198-o

O.C. 2940-73, 8 August 1973
Reg. 73-433, 10 August 1973

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Bread distributors (Montreal)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting bread distributors in the Montreal Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement respecting bread distributors in the Montreal Region, made binding by Decree 85 of February 4, 1959 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit an amendment to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 13, 1973;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 85 be amended as follows:

Section IV is replaced by the following:

"**IV. Remuneration:** Every employee shall be paid at least $100 for a standard workweek".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

S.R. p. 4-197

198-o

A.C. 2941-73, 8 août 1973
Règ. 73-434, 10 août 1973

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Salariés de garages (Rimouski)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux salariés de garages de Rimouski.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le décret 720 du 24 février 1970, relatif aux salariés de garages de Rimouski, soit prolongé jusqu'au 30 novembre 1973.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

R.A.L. p. 4-707

198-o

O.C. 2941-73, 8 August 1973
Reg. 73-434, 10 August 1973

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Garage employees (Rimouski)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting garage employees, Rimouski.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Decree 720 of February 24, 1970 respecting garage employees, Rimouski, be extended until November 30, 1973.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

S.R. p. 4-707

198-o

A.C. 2946-73, 8 août 1973
Règ. 73-435, 10 août 1973

LOI DE L'HÔTELLERIE
(S.R.Q., 1964, ch. 205)

Règlement de l'hôtellerie

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement à l'arrêté en conseil 480 du 11 mars 1965, modifié par l'arrêté en conseil 1628 du 14 juin 1967.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 12 de la Loi de l'hôtellerie (S.R.Q., 1964, ch. 205), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour déterminer les droits payables à l'occasion de la délivrance d'un permis;

ATTENDU QU'il y a lieu, pour simplifier les opérations comptables à l'intérieur du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, de relever les auberges, restaurants et terrains de camping appartenant audit ministère de l'obligation de payer des droits lors de la délivrance du permis;

ATTENDU QU'il est opportun d'apporter une modification à l'arrêté en conseil ci-dessus mentionné;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'article 23 de l'arrêté en conseil 480, du 11 mars 1965, modifié par l'arrêté en conseil 1628, du 14 juin 1967, soit à nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

« Les auberges, restaurants et terrains de camping exploités par le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article. »

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

(R.A.L. p. 7-901)

200-o

O.C. 2946-73, 8 August 1973
Reg. 73-435, 10 August 1973

HOTELS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 205)

Regulation of the hotel trade

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council 480 dated 11 March 1965, amended by Order in Council 1628 dated 14 June 1967.

WHEREAS under subparagraph *a* of section 12 of the Hotels Act (R.S.Q., 1964, ch. 205), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to fix the duties payable on the issue of a permit;

WHEREAS it is expedient, in order to simplify bookkeeping operations within the Department of Tourism, Fish and Game, to exempt inns, restaurants and camping grounds belonging to the said Department from the obligation of paying duties on the issue of the permit;

WHEREAS it is expedient to amend the abovementioned Order in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT section 23 of Order in Council 480 dated 11 March 1965, amended by Order in Council 1628 dated 14 June 1967, be further amended by adding thereto the following paragraph:

"Inns, restaurants and camping grounds operated by the Department of Tourism, Fish and Game shall not be subject to the provisions of this section."

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

(S.R. p. 7-901)

200-o

A.C. 2564-73, 11 juillet 1973
Règ. 73-436, 13 août 1973

LOI DES TERRES ET FORÊTS
(S.R.Q., 1964, ch. 92)

Réduction de droit de coups

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la construction d'une route servant à vidanger les zones à être inondées du réservoir Taibi.

ATTENDU QUE le ministère prépare actuellement des plans quinquennaux d'exploitation pour les industriels s'approvisionnant dans la forêt domaniale de Matagami et la concession Quévillon no 1, lesquels ont pour but de récupérer les zones susceptibles d'être inondées des réservoirs Taibi et Waswanipi;

ATTENDU QU'aucune route n'existe présentement pour relier l'usine de Barrette et Saucier Ltée, ci-après appelée « La Compagnie », et les zones susceptibles d'être inondées au nord-est de la rivière Bell, secteurs prévus pour alimenter la scierie de la Compagnie, le tout suivant le plan produit à l'annexe A;

ATTENDU QUE la Compagnie est consentante à construire, suivant les normes du ministère des terres et forêts, une partie de la route forestière nécessaire pour relier ces zones à la voirie déjà existante;

ATTENDU QUE les travaux de construction sur une distance de 3.8 milles et de réfection sur une distance de 3.5 milles coûteront à la Compagnie au moins $250,000;

ATTENDU QU'en compensation, il y a lieu d'accorder à la Compagnie une réduction de droit de coupe de $1 par unité de 100 pieds cubes de bois sur les 250,000 premières unités de 100 pieds cubes qu'elle coupera dans lesdites zones;

VU l'article 4 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q., 1964, ch. 92).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QU'une réduction de droit de coupe de $1 par unité de 100 pieds cubes de bois soit accordée à la Compagnie sur les 250,000 premières unités de 100 pieds cubes coupées dans les zones susceptibles d'être inondées au nord-est de la rivière Bell, district électoral d'Abitibi-Est.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

204-o

O.C. 2564-73, 11 July 1973
Reg. 73-436, 13 August 1973

LANDS AND FORESTS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 92)

Reduction in stumpage dues

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the building of a timber clearance road in the projected inundation areas of the Taibi Reservoir.

WHEREAS the Department is presently engaged in the preparation of 5-year logging plans for industrial enterprises whose supply of timber comes from the Matagami Crown Forest and the Quévillon No. 1 Concession, the object of such plans being the salvaging of timber in the Taibi and Waswanipi Reservoir areas whose inundation is projected;

WHEREAS no road presently exists to connect the factory of Barrette and Saucier, Ltd., hereinafter called "the Company", and the projected inundation areas northeast of the Bell River, which sectors are to be used to supply the Company's sawmill, the whole in accordance with the plan reproduced in Schedule A:

WHEREAS the Company agrees to build, in accordance with the standards of the Department of Lands and Forests, part of the forest road necessary to connect the said areas with the existing road system;

WHEREAS construction work over a distance of 3.8 miles and repair work over a distance of 3.5 miles will cost the Company at least $250,000;

WHEREAS in compensation therefor, it is expedient to grant the Company a reduction in stumpage dues of $1 per unit of 100 cubic feet of wood on the first 250,000 units of 100 cubic feet that it will cut in the said areas.

CONSIDERING section 4 of the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1964, ch. 92).

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT a reduction in stumpage dues of $1 per unit of 100 cubic feet of wood be granted the Company on the first 250,000 units of 100 cubic feet cut in the projected ununda-tion areas northeast of the Bell River, electoral district of Abitibi East.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

204-o

A.C. 2977-73, 15 août 1973
Règ. 73-437, 16 août 1973

LOI DE L'AIDE SOCIALE
(L.Q., 1969, ch. 63)

Règlement 2 et 3

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant les règlements 2 et 3 de la Loi de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (L.Q., 1969, ch. 63 et am.), le lieutenant-gouvernement possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont été adoptés sous l'empire de cette loi;

ATTENDU QU'il est nécessaire de modifier ces règlements.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE sous l'autorité de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (L.Q., 1969, ch. 63 et am.), les règlements 2 et 3 de l'aide sociale soient modifiés de la façon prévue au présent arrêté en conseil;

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication sauf pour la modification concernant l'article 2.05 du règlement 2 de l'aide sociale relative à l'abrogation de cet article qui entrera en vigueur à compter du 1er septembre 1973.

Règlement modifiant les Règlements 2 et 3 de l'aide sociale

Section I
MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT 2 DE L'AIDE SOCIALE

1. L'article 2.05 du règlement 2 de l'aide sociale est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Pour les fins de l'application du présent article, tous les bénéficiaires desservis par ce service seront considérés comme ayant déménagé à la date du 31 août 1973. »

2. l'article 2.05 dudit règlement est abrogé à compter du 1er septembre 1973.

O.C. 2977-73, 15 August 1973
Reg. 73-437, 16 August 1973

SOCIAL AID ACT
(S.Q., 1969, ch. 63)

Regulation 2 and 3

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending Regulations 2 and 3 under the Social Aid Act.

WHEREAS under section 48 of the Social Aid Act (S.Q., 1969, ch. 63 and am.), the Lieutenant-Governor in Council has regulatory powers;

WHEREAS by Order in Council 3491 dated 17 September 1970, regulations were enacted under the authority of the said Act;

WHEREAS it is expedient to amend the said regulations.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT, under the authority of section 48 of the Social Aid Act (S.Q., 1969, ch. 63 and am.), Regulations 2 and 3 on Social Aid be amended as prescribed in this Order in Council;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication, with the exception of the amendment in respect of section 2.05 of Regulation 2 on social aid relating to the revocation of such section, which shall come into force effective 1 September 1973.

Regulation amending Regulations 2 and 3 on social aid

Division I
AMENDMENTS TO REGULATION 2 ON SOCIAL AID

1. Section 2.05 of Regulation 2 on social aid is amended by adding thereto the following paragraph:

"For the purpose of administration of this section, all recipients of such service shall be deemed to have moved on 31 August 1973."

2. Section 2.05 of the said Regulation is revoked effective 1 September 1973.

Section II

MODIFICATION AU RÈGLEMENT 3 DE L'AIDE SOCIALE

3. La classification des municipalités par zones de logement aux fins de l'aide sociale prévue au règlement 3 de l'aide sociale est modifée de façon à changer la zone de logement des municipalités suivantes à celle y indiquée en regard de chacune d'elle:

Division II

AMENDMENT TO REGULATION 3 ON SOCIAL AID

3. The classification of municipalities by lodging zones for social aid purposes prescribed in Regulation 3 on social aid is amended in order to change the lodging zone of the following municipalities to that indicated herein in respect of each:

Code municipal *Municipal code*	Nom de la municipalité *Municipality*	Zone de logement *Lodging zone*
3532	Asbestos	2
0106	Cap-aux-Meules	2
2919	Cap-Santé	1
6914	Châteauguay-Centre (VT)	3
0108	Fatima	2
2911	Fossambault-sur-le-Lac	1
3912	Granby (C)	2
3911	Granby (CT)	2
0111	Grande Entrée	2
0109	Havre-aux-Maisons	2
0103	Île-d'Entrée	2
8384	Kippawa	2
0104	L'étang-du-Nord	2
3934	Maricourt	1
2904	Neuville	1
0426	New-Richmond	2
9044	Normandin (CT)	2
9046	Normandin (V)	2
9042	Notre-Dame-de-la-Doré	2
9058	Notre-Dame-de-la-Lorette	2
2924	Notre-Dame-de-Portneuf	1
2902	Pointe-aux-Trembles	1
2918	Pont-Rouge	1
2926	Portneuf	1
6339	Prévost	2
0739	Rimouski (C)	3
2959	Rivière-à-Pierre	1
2948	Saint-Alban (V)	1
2946	Saint-Alban (P)	1
9005	Saint-André-du-Lac-St-Jean	2
2901	Saint-Augustin-de-Desmaures	1
2921	Saint-Basile	1
2922	Saint-Basile-Sud	1
2949	Saint-Casimir (P)	1
2952	Saint-Casimir (V)	1
2951	Saint-Casimir-Est (V)	1
2934	Saint-Charles-des-Grondines (P)	1
2936	Saint-Charles-des-Grondines (V)	1
9008	Saint-François-de-Sales	2
2931	Saint-Gilbert	1
2942	Saint-Léonard-de-Portneuf	1
2932	Saint-Marc-des-Carrières	1
2941	Saint-Raymond (VT)	1
2954	Saint-Thuribe	1
2956	Saint-Ubald (P)	1
2958	Saint-Ubald (V)	1
2909	Sainte-Catherine	1
2944	Sainte-Christine	1
2914	Shannon	1
3904	Shefford (CT)	1
3901	Stukely Sud (SD)	2
3902	Stukely Sud (V)	2

Règ. 73-438, 17 août 1973

LOI DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
(L.Q., 1968, ch. 66)

Avis par la présente est donné que l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec a amendé le 27 juin 1973, l'article 3.1.1 de l'annexe VII du Règlement général 17.*b* en biffant à cet article les mots « où qui sont admissibles à ce régime ».

206-o

Reg. 73-438, 17 August 1973

UNIVERSITY OF QUÉBEC ACT
(S.Q., 1968, ch. 66)

Notice is hereby given that the Board of Governors of the University of Québec amended, on 27 June 1973, section 3.1.1 of Schedule VII of General Regulation 17.*b* , by deleting in the said section the words "or those eligible thereto".

206-o

Projet de règlement

Avis

LOI DES MAÎTRES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE
(S.R.Q., 1964, ch. 155)

Avis est par les présentes donné que lors de l'assemblée générale annuelle de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, tenue à Montréal, les 17, 18 et 19 mai 1973, les modifications suivantes ont été apportées aux règlements de la Corporation. Ces modifications seront soumises pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration de 30 jours suivant la date de la publication du présent avis, le tout en conformité avec l'article 10, 2ième paragraphe de la Loi des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, (S.R.Q., 1964, ch. 155).

L'article 61 est modifié comme suit:

Ajouter après le paragraphe 61*c* le paragraphe suivant:

c-2) « Cependant, toute inscription dans les annuaires et bottins téléphoniques doit indiquer l'adresse de la place d'affaires reconnue par la Corporation des M.M.T. du Québec, où l'appareil du téléphone doit être installé. »

Au paragraphe 61*d*, radier les mots « un an » et les remplacer par les mots « 3 mois ».

Le premier paragraphe de l'article 61*e* est radié et remplacé par le suivant:

e) « Tout membre est tenu de faire écrire sur les flancs de tout véhicule qu'utilise une entreprise pour ses affaires, et ce, au moyen de peinture ou d'enseignes amovibles du genre accepté par la Corporation, les inscriptions ou symboles suivants: »

Ajouter un deuxième sous-paragraphe à l'article 61*c*, comme suit:

c-3) « Cependant, sur preuve adéquate, à l'effet qu'un membre de la catégorie B a contracté un contrat exclusif d'entretien et de réparation de systèmes de brûleurs à l'huile avec une seule compagnie-distributrice d'huile à chauffage pour une période déterminée d'au moins 6 mois, l'application des paragraphes *a*, *b* et *c* ci-dessus ne sera pas exigée pour ceux-ci. »

Le paragraphe *c* tel qu'il existe dans le moment devient *c*-1.

196-o

Regulation draft

Notice

MASTER PIPE-MECHANICS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 155)

Notice is hereby given that at the annual general meeting of the Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec, held in Montreal, on 17, 18 and 19 May 1973, the following amendments were made to the Regulations of the Corporation. Such amendments shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval upon the expiry of 30 days following upon the date of publication of this notice, the whole in accordance with the 2nd paragraph of section 10 of the Master Pipe-Mechanics Act, (R.S.Q., 1964, ch. 155).

Section 61 is amended as follows:

At the end of paragraph *c* of section 61, add the following paragraph:

(c-2) "However, every insertion in telephone directories shall indicate the address of the place of business recognized by the Corporation of M.P.M. of Québec, where the telephone shall be installed."

In paragraph *d* of section 61, delete the words "one year" and replace them by the words "3 months".

The first paragraph of paragraph *e* of section 61 is deleted and replaced by the following:

(e) "Every member must cause to be written, on the sides of every vehicle used by a business in its operations, by means of paint or removable signs of the kind accepted by the Corporation, the following words or symbols:"

A second paragraph to paragraph *c* of section 61 is added as follows:

(c-3) "However, upon adequate evidence to the effect that a member of the B category entered into an exclusive oil burner systems maintenance and repair contract with a single fuel oil distributing company for a determined period of at least 6 months, paragraphs *a*, *b* and *c* above shall not apply to the said member.

Paragraph *c* remains unchanged but becomes paragraph *c*-1.

196-o

PROJET DE MODIFICATION

Automobile — Cantons de l'Est

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que la Centrale des syndicats démocratiques lui a présenté une requête à l'effet d'être reconnue comme partie contractante au décret 1982 relatif à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

198-o

DRAFT AMENDMENT

Automobile — Eastern Townships

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Jean Cournoyer, hereby gives notice that the *Centrale des syndicats démocratiques* has petitioned him for recognition as a contracting party to Decree 1982 respecting the Automobile Industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke regions.

The publication of this notice does not render obligatory the provisions contained therein. Only an Order in Council may render these provisions obligatory, with or without amendment. The Order in Council may not be enforced before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

In the 30 days from the date of the publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower shall receive objections that interested persons may wish to bring forward.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

198-o

LOI MÉDICALE
(S.R.Q., 1964, ch. 249)

Avis est donné, conformément à l'arrêté en conseil 427 du 4 mars 1965 que le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration des 30 jours suivant la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, pour obtenir l'approbation des règlements suivants.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le Bureau de la Législation déléguée, (Ch. 326 B, Assemblée nationale) recevra les commentaires que les intéressés pourront désirer formuler.

Règlement modifiant les règlements du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec

L'alinéa *i* du paragraphe 35 de l'article 52*a* des règlements du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec est remplacé par le texte suivant:

« Exercer la médecine sans que la constitution, la tenue et la conservation de ses dossiers médicaux répondent aux prescriptions suivantes:

1. Le médecin doit constituer un dossier médical pour toute personne qui le consulte en établissant l'identité du malade, notamment ses nom, prénom, adresse, date de naissance et sexe.

2. Le médecin doit insérer au dossier médical, à l'occasion de chaque consultation, les renseignements, les observations et les documents suffisants pour décrire clairement:

a) la date;

b) les observations médicales recueillies par suite de l'interrogatoire et de l'examen;

c) les demandes et comptes-rendus des examens complémentaires et des consultations auprès d'un autre médecin ou d'un autre professionnel;

d) le diagnostic;

e) les ordonnances;

Dans le cas d'une ordonnance de médicaments, on doit noter au dossier la date, le nom du médicament, le dosage, la quantité prescrite, la posologie et la durée de l'emploi;

f) le traitement prescrit ou effectué; dans le cas d'un traitement chirurgical, un protocole doit rendre compte de l'intervention;

g) les autorisations légales, le cas échéant. »

201-o

MEDICAL ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 249)

Notice is given in accordance with Order in Council 427 dated 4 March 1965 that, upon the expiry of the 30 days following the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec will petition the Lieutenant-Governor in Council for approval of the Regulation appearing hereinafter.

Any person desirous of commenting on this Draft Regulation may address his comments to the Bureau of Delegated Legislation (National Assembly, Room 326 B) within the 30 days following the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Regulation amending the Regulation of the College of Physicians and Surgeons of Québec

Subparagraph *i* of paragraph 35 of section 52 A of the Regulation of the College of Physicians and Surgeons of Québec is replaced by the following:

"practising medicine without establishing, maintaining and keeping his medical records in accordance with the following provisions:

1. The physician must open a medical record for every person who consults him by entering therein the patient's name, given name, address, date of birth and sex.

2. At each consultation, the physician must enter in the patient's medical record the information, observations and documents required to clearly indicate:

(a) the date;

(b) the medical observations after questioning and examining the patient;

(c) the requests for and reports on complementary examinations and consultations with another physician or with another professional;

(d) the diagnosis;

(e) the prescriptions;

In the case of a prescription for medications, the date, name of the medication, dosage, quantity prescribed and duration of the treatment;

(f) the treatment prescribed or administered; in the case of surgical treatment, an operation protocol must also be entered;

(g) legal authorization forms, where applicable."

201-o

PROJET DE MODIFICATION

Coiffure pour hommes — Montréal

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (R.S.Q., 1964, ch. 143 et am.), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret 1790 du 12 octobre 1966 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour hommes dans la région de Montréal:

Remplacer le paragraphe *a* de l'article 102 (Durée du travail) par le suivant:

« **Durée du travail** »

102. La durée maximale des heures de travail pour tout employé permanent est de 40 heures et demie par semaine, établie à l'intérieur de l'horaire qui suit:

les lundi, mardi, mercredi et jeudi: entre 7 h et 19 h;
le vendredi: entre 7 h et 20 h;
le samedi: entre 7 h et 17 h.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

198-o

DRAFT AMENDMENT

Men's Hairdressers — Montreal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that he intends to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendment to Decree 1790 of October 12, 1966 and amendments, respecting the Men's Hairdressing Trade in the Montreal region:

Subsection *a* of section 102 (Hours of work) shall be replaced by the following:

"**Hours of work**"

102. All regular employees shall have a 40½ — hour standard workweek, scheduled as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: between 7 hrs. and 19 hrs.;
Friday: between 7 hrs. and 20 hrs.;
Saturday: between 7 hrs. and 17 hrs.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

198-o

AVIS

Prenez avis qu'à l'expiration de 30 jours de cette date, la Corporation des électroniciens du Québec soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation, et ce, selon l'article 7 de sa loi constitutive, (L.Q., 1964, ch. 102) les amendements et modifications suivants à ses règlements généraux:

1. L'article 5 des règlements généraux de la corporation est remplacé par le suivant:

«**5. Contributions ou cotisations:** Les contributions ou cotisations qui devront être versées à la Corporation par ses membres seront établies au taux de $30 pour les membres employés et de $60 pour les membres entrepreneurs, et seront payables aux périodes qui seront, de temps à autre, déterminées par résolution du Conseil Provincial.»

2. Le paragraphe *a* de l'article 9 des règlements généraux de la Corporation est remplacé par le suivant:

«**a) Conseil d'administration:** Les affaires de la corporation sont administrées par un conseil appelé «Conseil Provincial d'Administration»: ce conseil est composé d'un président, d'un premier vice-président, d'un second vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de 5 directeurs, tous élus par l'assemblée générale de la corporation. Le président sortant de charge y siège également d'office. Chaque année, chaque section délègue parmi ses membres, au plus tard le 31 décembre, un représentant au Conseil Provincial, qui siège à titre de directeur. Automatiquement le président de chaque section sera délégué au Conseil Provincial et en l'absence de celui-ci, il devra déléguer à son choix tout autre membre de l'exécutif seulement, avec autorisation du président. Toute absence sans justification de 3 séances régulières consécutives au Conseil Provincial entraînera la disqualification du délégué directeur de la section. Le terme du délégué est d'un an et prend fin le 30 novembre de l'année en cours.»

3. Le paragraphe *e* de l'article 13 des règlements généraux de la corporation est remplacé par le suivant:

«**e)** Ces sections devront tenir une assemblée générale annuelle de leurs membres au moins une fois l'an au cours de laquelle elles éliront leur exécutif; cette assemblée se tiendra soit en octobre ou en novembre de chaque année, ses exécutifs feront parvenir au secrétariat de la Corporation des électroniciens du Québec les formations respectives propres à leur section, en mentionnant les noms des nouveaux élus aux postes de président, vice-président, trésorier, secrétaire et, au plus, 4 directeurs, plus le président sortant de charge au siège

NOTICE

Notice is given that upon the expiry of 30 days following this date, the Québec Corporation of Electronicians will submit for the approval of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to its general by-laws, in accordance with section 7 of its Act of incorporation (S.Q., 1964, ch. 102):

1. Section 5 of the general By-laws of the Corporation is replaced by the following:

"**5. Fees or assessments:** The fees or assessments which must be paid to the Corporation by its members are fixed at a rate of $30 for salaried employees and at $60 for contractor, and are payable at periods which shall be, from time to time, determined by a resolution of the Provincial Council."

2. Paragraph *a* of section 9 of the general By-laws of the Corporation is replaced by the following:

"**(a) Administrative Council:** The business of the Corporation shall be administered by a council known as "Provincial Administrative Council": such council shall be composed of a chairman, a first vice-chairman, a second vice-chairman, a secretary, a treasurer and 5 directors, all to be elected at a general meeting of the Corporation. The outgoing chairman shall also sit *ex officio*. Every year, not later than 31 December, each section shall delegate from among its members a representative to the Provincial Council, who shall sit as director. Automatically, the chairman of each section shall be delegated to the Provincial Council, and in his absence, he shall select and delegate another member of the executive, with the authorization of the chairman. Any unjustified absence from 3 consecutive regular sittings of the Provincial Council shall give rise to the disqualification of the delegated director of the section. The term of office of the delegate shall be one year and shall end on 30 November of the current year."

3. Paragraph *e* of section 13 of the general By-laws of the Corporation is replaced by the following:

"**(e)** The said sections shall hold an annual general meeting of their members at least once during the year at which they shall elect their executive; such meeting shall be held either in October or in November of each year; its executives shall forward to the secretariat of the Québec Corporation of Electronicians the respective compositions of their section, indicating the name of the new persons elected to the posts of chairman, vice-chairman, treasurer, secretary and not more than (4) directors, in addition to the outgoing

d'office, pour le 31 décembre de l'année en cours. Faute de quoi, l'exécutif provincial aura seul le droit de nommer un secrétaire correspondant, qui demeurera en fonction jusqu'au 30 novembre de l'année en cours. La fonction du secrétaire correspondant sera celle de liaison correspondante entre la section délinquante et l'exécutif, et celui-ci sans aucun pouvoir. »

205-o

chairman *ex officio*, not later than 31 December of the current year. In default thereof, the provincial executive shall only be entitled to appoint a correspondent secretary, who shall remain in office until 30 November of the current year. The function of the correspondent secretary shall be to act as liaison correspondent between the delinquent section and the executive, without any powers."

205-o

Proclamations

Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de la Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives (projet de loi no 13, session 1973), cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 15 août 1973 la date d'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 2832-73, du 1er août 1973, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives (projet de loi no 13, session 1973), soit fixée au 15 août 1973.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce premier

Proclamations

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS that pursuant to section 25 of the Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions (Bill 13, 1973 Session), this Act must come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is now expedient to fix August 15, 1973 as the date of the coming into force of said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2832-73, dated August 1, 1973, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the date fixed for the coming into force of the Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions (Bill 13, 1973 Session), be August 15, 1973.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this first day of August in

jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-treize de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 142

193-o

the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-three and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 142

193-o

Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires a été sanctionnée le 6 juillet 1973;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de ladite loi, les articles 1 à 8, 11 et 15 entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 23 août 1973 l'entrée en vigueur de cesdits articles;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3017-73 du 15 août 1973, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de la justice par intérim:

QUE l'entrée en vigueur des articles 1 à 8, 11 et 15 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires (projet de loi 2 sanctionné le 6 juillet 1973) soit fixée au 23 août 1973.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-treize de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 146

193-o

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to amend the Courts of Justice Act was assented to on July 6, 1973;

WHEREAS pursuant to section 16 of said Act, sections 1 to 8, 11 and 15 shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix August 23, 1973 as the date of the coming into force of said sections;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 3017-73 and dated August 15, 1973, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Acting Minister of Justice:

THAT the date fixed for the coming into force of sections 1 to 8, 11 and 15 of the Act to amend the Courts of Justice Act (Bill 2, assented to on July 6, 1973) be August 23, 1973.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifteenth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-three and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 146

193-o

ERRATUM

Gazette officielle du Québec, Partie II, vol. 105, No 24, 8 août 1973, commerce du pain. (Proclamation)

Au 4ième alinéa, 1ère ligne, nous aurions dû lire: « ATTENDU QU'il y a lieu que les articles 6 et 9 . . . . . » au lieu de: « ATTENDU QU'il y a lieu que les articles 6 à 9 . . . . . »

190-o

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
Abbreviations: Abrogated
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Accredited bookshops – Assistance (Booksellers Accreditation Act, S.Q. 1965, ch. 21)	Reg. 73-431	10-08-73	4701	
Agriculture et Colonisation, loi de l'... – modifiée (L.Q. 1973, ch...) – *entrée en vigueur*			4735	Proclamation
Agriculture and Colonization Act – amended (L.Q. 1973, ch...) – *Coming into force*			4735	Proclamation
Agricultural exploitations – Regulation (Act to promote the development of agricultural exploitations, S.Q. 1969, ch. 44)			4639	English version amended
Aide au développement industriel du Québec – règlement (Loi de l'aide au développement industriel du Québec, L.Q. 1971, ch. 64)	Règ. 73-426	06-08-73	4685	M
Aide sociale, loi de l'... – Règlement 2 et 3 (Loi de l'aide sociale, L.Q. 1969, ch. 63)	Règ. 73-437	16-08-73	4719	M
Assurances, loi concernant certains placements des compagnies – règlement (Loi concernant certains placements des compagnies d'assurances, (P.L. 283, 14-3-73)	Règ. 73-427	06-08-73	4687	Projet
Automobile – Cantons de l'Est (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			4727	Projet
Automobile – Eastern Townships (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			4727	Draft
Boîtes de carton – province (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-432	10-08-73	4703	M
Bread distributors – Montreal (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-433	10-08-73	4711	M
Bread trade – Coming into force of certain sections of the the Act (S.Q. 1973, ch... 29-6-73)			4739	Erratum
Coiffure pour hommes – Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			4731	Projet

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec (Loi médicale, S.R.Q. 1964, ch. 249)			4729	Projet
College of Physicians and surgeons of the Province of Québec (Medical Act, R.S.Q. 1964, ch. 249)			4729	Draft
Commerce du pain, loi du... – entrée en vigueur de certains articles de la Loi (L.Q. 1973, ch... 29-6-73)			4739	Erratum
Corporation des électroniciens du Québec (Loi de la corporation des électroniciens du Québec, L.Q. 1964, ch. 102)			4733	Projet
Corrugated Paper Boxes – province (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-432	10-08-73	4703	M
Courts of Justice Act – amended (S.Q. 1973, ch...) – coming into force of certain sections of the Act			4737	Proclamation
Crédit agricole, Loi du – Règlement (Loi du crédit agricole – S.R.Q. 1964, ch. 108 et am.)			4645	Version anglaise amendée
Distributeurs de pain – Montréal (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-433	10-08-73	4711	M
Droits de coupe – Taibi-Réduction (Loi des terres et forêts, S.R.Q. 1964, ch. 92)	Règ. 73-436	13-08-73	4717	
Employés de garages – Rimouski (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-434	10-08-73	4713	
Exploitations agricoles (Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles, L.Q. 1969, ch. 44)			4639	Version anglaise modifiée
Farm Credit Act – Regulation (Farm Credit Act – R.S.Q. 1964, ch. 108 and am.)			4645	English version amended
Fuel inspectors – Particular status (Civil Service Act, S.Q. 1965, ch. 14)	Reg. 73-396	19-07-73	4651	
Garages Employees – Rimouski (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-434	10-08-73	4713	

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Health Services and Social Services Act ..... (Act respecting Health Services and Social Services, S.Q. 1971, ch. 48)	Reg. 73-425	06-08-73	4683	
Hôtellerie - Règlement ..... (Loi de l'hôtellerie, S.R.Q. 1964, ch. 205)	Règ. 73-435	10-08-73	4715	M
Hotel Trade - Regulation ..... (Hotels Act, R.S.Q. 1964, ch. 205)	Reg. 73-435	10-08-73	4715	M
Inspecteurs en carburants - Statut particulier ..... (Loi de la Fonction Publique, L.Q. 1965, ch. 14)	Règ. 73-396	19-07-73	4651	
Insurance companies Act respecting certain investments - Regulation ..... (Act respecting certain investments of insurance companies, Bill 283, 14-3-73)	Reg. 73-427	06-08-73	4687	
Librairies agréées - Aide ..... (Loi de l'accréditation des libraires, L.Q. 1965, ch. 21)	Règ. 73-431	10-08-73	4701	M
Lobster Fishing - (Variation Order 1973-4) ..... (Fisheries Act, R.S.Q. 1970, ch. F-14)	Reg. 73-418	03-08-73	4665	
Maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec ..... (Loi des maîtres mécaniciens en tuyauterie, S.R.Q. 1964, ch. 155)			4725	Projet
Matériaux de rembourrage et articles rembourrés - Règlement ..... (Loi sur les matériaux de rembourrage, L.Q. 1969, ch. 61)	Règ. 73-430	10-08-73	4695	M
Men's Hairdressers - Montreal ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			4731	Draft
Non-structural métalwork - Montreal - (Amend.) ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-428	06-08-73	4691	Correction
Pêche aux coquillages ..... (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 73-419	03-08-73	4667	
Pêche aux coquillages ..... (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 73-420	03-08-73	4669	
Pêche aux coquillages ..... (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 73-421	03-08-73	4671	
Pêche aux coquillages ..... (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 73-422	03-08-73	4673	
Pêche aux coquillages ..... (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 73-423	03-08-73	4675	

INDEX — Suite / Cont'd

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Pêche au homard - Décret d'exception (1973-4) (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 73-418	03-08-73	4665	
Photographers - Particular status (Civil Service Act, S.Q. 1965, ch. 14)	Reg. 73-397	19-07-73	4655	
Photographes - Statut particulier (Loi de la Fonction Publique, L.Q. 1965, ch. 14)	Règ. 73-397	19-07-73	4655	
Poultry - (Quotas) (Agricultural Marketing Act, R.S.Q. 1964, ch. 120)	Reg. 73-429	07-08-73	4693	Décision
Préposés aux services d'imprimerie (Loi de la Fonction Publique, L.Q. 1965, ch. 14)	Règ. 73-398	19-07-73	4611	
Printing service employees - Particular status (Civil Service Act, S.Q. 1965, ch. 14)	Reg. 73-398	19-07-73	4611	
Québec Corporation of Electronicians (Québec Corporation of Electronicians, S.Q. 1964, ch. 102)			4733	Draft
Québec Industrial Development Assistance - Regulation (Quebec Industrial Development Assistance Act, S.Q. 1971, ch. 64)	Reg. 73-426	06-08-73	4685	M
Québec Master Pipe-Mechanics (Master Pipe-Mechanics Act, R.S.Q. 1964, ch. 155)			4725	Draft
Serrurerie et menuiserie métallique - Montréal - (Mod.) (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 73-428	06-08-73	4691	Correction
Services de santé et services sociaux, loi sur les (Loi sur les services de santé et services sociaux, L.Q. 1971, ch. 48)	Règ. 73-425	06-08-73	4683	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C., 1970, ch. F-14)	Reg. 73-419	03-08-73	4667	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C., 1970, ch. F-14)	Reg. 73-420	03-08-73	4669	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C., 1970, ch. F-14)	Reg. 73-421	03-08-73	4671	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C., 1970, ch. F-14)	Reg. 73-422	03-08-73	4673	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C., 1970, ch. F-14)	Reg. 73-423	03-08-73	4675	

INDEX — Fin / Conc.

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Social Aid Act – Regulation 2 and 3 ..... (Social Aid Act, S.Q. 1969, ch. 63)	Reg. 73-437	16-08-73	4719	
Stuffing and Upholstered and stuffed articles – Regulation. (Stuffing and Upholstered and stuffed Articles Act, S.Q. 1969, ch. 61)	Reg. 73-430	10-08-73	4695	M
Stumpage dues – Taibi – Reduction ..... (Lands and Forests Act, R.S.Q. 1964, ch. 92)	Reg. 73-436	13-08-73	4717	
Transport (Ferry transportation) – Regulation 15 ..... (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-424	06-08-73	4677	
Transport (navire traversier) – Règlement 15 ..... Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)	Règ. 73-424	06-08-73	4677	
Tribunaux judiciaires, loi des... modifiée – (L.Q. 1973, ch...) – entrée en vigueur de certains articles de la Loi....			4737	Proclamation
Université du Québec – Règlement 17.b ..... (Loi de l'Université du Québec, L.Q. 1968, ch. 66)	Règ. 73-438	17-08-73	4723	M
University of Québec – Regulation 17.b ..... (University of Québec Act, S.Q. 1968, ch. 66)	Reg. 73-438	17-08-73	4723	M
Volailles – (Quotas) ..... (Loi des marchés agricoles, S.R.Q. 1964, ch. 120)	Règ. 73-426	07-08-73	4685	Décision

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
No			Titre	
222			Loi du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement	
277			Loi concernant le commerce du pain	
279			Loi modifiant la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal.	
280			Loi pour empêcher les hausses abusives de loyer en 1973.	
281			Loi des subsides No 4, 1972/1973.	
282			Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.	
283			Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance.	
284			Loi concernant la cité de Hull.	
285			Loi concernant la ville de Québec.	
1			Loi des subsises No 1, 1973/74.	
3			Loi concernant les villes de Montréal et Outremont et les cités de Westmount et Côte Saint-Luc.	
4			Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.	
5			Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	
8			Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique.	
9			Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.	
10			Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.	
No.			Title	
222			Public Works and Supply Department Act....	4497
277			An Act respecting the bread trade.....	4633
279			An Act to Amend the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission....	4503
280			An Act to prevent excessive increases of rent in 1973.....	4507
281			Appropriation Act No. 4, 1972/1973.....	4515
282			An Act to amend the Education Act.....	4521
283			An Act respecting certain investments of insurance companies.....	4525
284			An Act respecting the city of Hull.....	4527
285			An Act respecting the city of Québec.....	4529
1			Appropriation Act No. 1, 1973/74.....	4531
3			An Act respecting the cities of Montreal, Outremont, Westmount and Côte Saint-Luc.....	4533
4			An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company.....	4535
5			Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.....	4537
8			An Act to again amend the Education Act.....	4545
9			Act to amend the Construction Relation Act...	4549
10			An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.....	4561

TABLE DES MATIÈRES — Suite / Cont'd

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
11			Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines Églises.	
11			An Act to amend the Church Incorporation Act	4565
12			Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux.	
12			An Act to amend the Animal Health Protection Act	4567
14			Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.	
14			Act to authorize additional appropriations for loan purposes	4575
15			Loi modifiant la Loi des compagnies.	
15			An Act to amend the Companies Act	4577
16			Loi des subsides No 3, 1973/74.	
16			Appropriation Act No. 3, 1973/74	4581
18			Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies.	
18			An Act to amend the Companies Information Act	4583
19			Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes.	
19			An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act	4585
20			Loi modifiant la Loi des fabriques.	
20			An Act to amend The Fabrique Act	4587
25			Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.	
25			An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service	4591
26			Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.	
26			An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act	4621
27			Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.	
27			An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec	4623
28			Loi modifiant la Loi de la division territoriale.	
28			An Act to amend the Territorial Division Act	4625
69			Loi modifiant la Loi de l'accréditation des librairies.	
69			An Act to amend the Booksellers Accreditation Act	4629

TEXTES RÉGLEMENTAIRES

STATUTORY INSTRUMENTS

	2782-72	Agriculture et colonisation	Crédit agricole, Loi du... / *Farm Credit Act* (Règlement / *Regulation*) (Version anglaise amendée / *English Version amended*)	4645
	2784-72	Agriculture et colonisation	Exploitations agricoles / *Agricultural exploitations* (Règlement / *Regulation*)	4639
Règ. 73-396	C.T. 72827	Conseil du Trésor	Inspecteurs en carburants / *Fuel inspectors* (Statut particulier / *Particular status*)	4651

TABLE DES MATIÈRES — Suite / Cont'd

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 73-397	C.T. 72828	Conseil du Trésor	Photographes / *Photographers* (Statut particulier / *Particular status*)	4655
Règ. 73-398	C.T. 72829	Conseil du Trésor	Préposés aux services d'imprimerie / *Printing service employees* (Statut particulier / *Particular status*)	4611
Règ. 73-418		Industrie et commerce	Pêche au homard / *Lobster Fishery* (Décret d'exception / *Variation Order* (1973-4)	4665
Règ. 73-419		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / *Shellfishing*	4667
Règ. 73-420		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / *Shellfishing*	4669
Règ. 73-421		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / *Shellfishing*	4671
Règ. 73-422		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / *Shellfishing*	4673
Règ. 73-423		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / *Shellfishing*	4675
Règ. 73-424	2791-73	Transports	Transport par navire traversier / *Ferry transportation* (Règlement 15 / *Regulation 15*)	4677
Règ. 73-425	2805-73	Affaires sociales	Services de santé et services sociaux, loi sur... / *Health Services and Social Services Act* (Règlement / *Regulation*)	4683
Règ. 73-426	2824-73	Industrie et commerce	Aide au développement industriel du Québec / *Québec Industrial Development Assistance* (Règlement / *Regulation*) (Mod. / *Amend.*)	4685
Règ. 73-427	2830-73	Institutions financières, compagnies et coopératives	Assurances, loi concernant certains placements des compagnies / *Insurance companies, Act respecting certain investments* (Règlement / *Regulation*)	4687
Règ. 73-428	2855-73	Travail et main-d'oeuvre	Serrurerie et menuiserie métallique / *Non-structural metalwork* – Montréal (Mod. / *Amend.*) (Correction)	4691
Règ. 73-429		R.M.A.Q.-Q.A.M.B.	Volailles / *Poultry* (Quotas)	4693
Règ. 73-430	2916-73	Industrie et commerce	Matériaux de rembourrage et articles rembourrés / *Stuffing and Upholstered and Stuffed articles* (Règlement / *Regulation*) (Mod. / *Amend.*)	4695

TABLE DES MATIÈRES — Fin / Con.

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 73-431	2936-73	Affaires culturelles	Librairies agréées / *Accredited bookshops* (Aide / *Assistance*)	4701
Règ. 73-432	2939-73	Travail et main-d'oeuvre	Boîtes de carton ondulé / *Corrugated Paper Boxes* – Province (Mod. / *Amend.*)	4703
Règ. 73-433	2940-73	Travail et main-d'oeuvre	Distributeurs de pain / *Bread distributors* – Montréal (Mod. / *Amend.*)	4711
Règ. 73-434	2941-73	Travail et main-d'oeuvre	Employés de garages – / *Garage Employees* – Rimouski (Prolongation du décret / *Extension of the decree*)	4713
Règ. 73-435	2946-73	Tourisme, chasse et pêche	Hôtellerie / *Hotel Trade* (Mod. / *Amend.*)	4715
Règ. 73-436	2564-73	Terres et forêts	Droits de coupe / *Stumpage dues* (Taibi) – Réduction.	4717
Règ. 73-437	2977-73	Affaires sociales	Aide sociale, loi de l'... / *Social Aid Act* (Règlement 2 et 3 / *Regulation 2 and 3*) (Mod. / *Amend.*)	4719
Règ. 73-438			Université du Québec / (*University of Québec* (Règlement 17.b / *Regulation 17.b*) (Mod. / *Amend.*)	4723

PROJET DE RÈGLEMENT	DRAFT REGULATION	
Automobile – Cantons de l'Est	Automobile – Eastern Townships	4727
Coiffure pour hommes – Montréal	Men's Hairdressers – Montreal	4731
Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec	College of Physicians and surgeons of the Province of Québec	4729
Corporation des électroniciens du Québec	Québec Corporation of Electronicians	4733
Maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec	Québec Master Pipe-Mechanics	4725

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS	
Agriculture et Colonisation, loi de l'... – modifiée (L.Q. 1973, ch.) – *entrée en vigueur*	Agriculture and Colonization Act – amended (S.Q. 1973, ch.) – *coming into force*	4735
Tribunaux judiciaires, loi des ... – modifiée (L.Q. 1973, ch...) – entrée en vigueur de certains articles	Courts of Justice Act – amended (S.Q. 1973, ch ...) – coming into force of certain articles	4737

ERRATUM		
Commerce du pain, loi du... – Entrée en vigueur de certains articles de la Loi (L.Q. 1973, ch ... 29-6-73) (Erratum)	Bread trade – Coming into force of certain sections of the Act (S.Q. 1973, ch... 29-6-73) (Erratum)	4739